LA PRESSE paraîtra lundi, fête de l'Action de grâces

Les détenus préfèrent l'armée

— page G 3



sport

Une vie de pacha?

Les meilleurs avions, les grands hôtels, de Los Angeles à Atlanta et de Vancouver à Boston, en passant par Chicago, les joueurs du Canadien mènent une véritable vie de pacha, pourrait-on croire. Rien de moins sûr ! Réjean TREMBLAY et Robert NADON les ont suivis lors de leur dernière tournée aux Etats-Unis et au Canada. Ils en rapportent des images et des anecdotes qui illustrent très bien la vie de ces superstars du sport professionnel, toujours coincés entre deux avions, deux exercices ou deux matches. LA PRESSE publie aujourd'hui la première tranche de ce reportage.

— page C 1

la presse

LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

MONTREAL, SAMEDI 9 OCTOBRE 1976, 92e ANNEE, No 242, 236 PAGES, 13 CAHIERS

50 CENTS
Abitibi/Côte Nord 50c
ABONNEMENT, LUNDI AU SAMEDI $1.10

METEO
Temps pluvieux et froid.
Min. : 4 — Max. : 10
Demain : Nuageux
Détails en page A 2

le monde

• Les anciens maîtres de retour

Ils sont revenus en force avec le coup d'Etat militaire survenu cette semaine à Bangkok. Coup d'Etat qui tue dans l'oeuf, écrit Jooned KHAN, la première tentative sérieuse d'implanter la démocratie dans ce pays.

• La chimère basque

Pour le Pays basque, notamment l'ETA, l'indépendance n'est pas une chimère. Même si l'Espagne tend vers une transformation, les durs de l'ETA ne démordent pas. "Arcboutés sur leurs convictions nationalistes, souligne Charles DAVID, les Basques demeurent décidés à imposer à l'Espagne de demain le respect de leurs particularités."

• Sadate entre deux chaises

Six ans après la mort de Nasser, Sadate a choisi les Etats-Unis et se retrouve face aux grands problèmes arabes "entre deux chaises". Six ans après "un règne autoritaire qui veut se donner des airs de libéralisation, constate Jean-Pierre RICHARD, on peut dire que Sadate a beaucoup donné et que l'Egypte a peu reçu en échange".

• L'avenir de la Rhodésie

A la conférence convoquée par Londres pour le 25 octobre à Genève, on procédera à la formation du gouvernement de transition devant mener la Rhodésie à un régime de majorité noire d'ici deux ans.

• La réforme en Espagne

Le premier ministre Adolfo Suarez déclare que son gouvernement ne se laissera pas intimider par des actes terroristes et qu'il entend mettre en oeuvre ses projets de réforme, malgré la résistance des franquistes.

— pages G 1, G 2 et A 7

pleins feux

• Cloutier : métamorphose

Avant son départ pour Paris, M. François Cloutier a donné son dernier numéro d'homme politique en même temps que son premier numéro de diplomate. Selon Lysiane GAGNON, le nouveau délégué général du Québec "nage en plein bonheur" et tout indique qu'il sera "heureux comme un poisson dans l'eau" dans cette nouvelle vie qui s'amorce pour lui.

• L'hôpital de la Mauricie

Centre hospitalier ou hôtel de troisième ordre ? A l'hôpital régional de la Mauricie règne un malaise qui perdure depuis 1973. A cela est venue s'ajouter la grève des infirmières. Une accumulation de détails finit par créer une situation explosive. Entre le directeur général et ses chefs de services d'une part, et le personnel médical et infirmier, d'autre part, une opposition sourde grandit. La qualité des soins en est affectée. Claire DUTRISAC s'est rendue sur les lieux et rapporte ce qu'elle a vu et entendu dans une série d'articles dont la publication commence aujourd'hui.

• Le 14 octobre

Le gel des salaires "agace" bien des gens et les force à réagir. Pierre VENNAT souligne que, même si la journée du 14 octobre se révélait un succès, le gouvernement canadien n'aurait pas à s'inquiéter. Les travailleurs défendent leur porte-monnaie, mais ne veulent pas remettre le régime en cause.

• Mercure

La qualité de l'environnement concerne l'opinion publique. Alors pourquoi, demande Jean-Pierre BONHOMME, garde-t-on secret le rapport sur la pollution par le mercure ? Il y a pourtant des dangers à ce que l'on confie des études sur l'environnement aux représentants d'une seule discipline ou d'un seul ministère, d'autant plus que ces problèmes affectent tous les citoyens.

— pages A 5 et A 6

l'économie

• La mine d'Oka : faillite?

Seule une intervention gouvernementale pourrait encore sauver la St. Lawrence Columbium & Metals, dont les actifs déjà saisis par la Banque Canadienne Impériale de Commerce sont menacés d'être mis en vente.

• Lait : 3 cents de plus

La pinte de lait coûtera trois cents de plus à compter du 1er novembre. Le prix minimal sera de $0.54. Selon la Régie des marchés agricoles, la hausse résulte du passage au système métrique.

— pages A 8 à A12

SOMMAIRE

Arts et lettres : D 1 à D 25
— Horaires : D 6
— Radio et télévision : H 2
Bandes dessinées : G 4
Bricolage : H 7
Bridge : G 6
Décès, naissances, etc. : H 26
Echecs : G 6
Jardins et maisons : H 7
La gastronomie : D 29
La grille des mordus : H 13
La semaine prochaine : H 2
Les cocasseries : H 11
Les maux de notre langue : H 4
Loisirs et récréation : G 5
Mots croisés : G 4
Nos amies les bêtes : H 14
Petites annonces : F 1 à F 12, H 9 à H 23
Sciences : G 7
Sports : C 1 à C 6
Timbres : G 6
Vacances-voyages : E 1 à E 14
Vivre aujourd'hui : H 1 à H 6



Ali le plus grand

"Je veux simplement passer à la postérité comme un gars qui ne s'est pas vendu", écrit Muhammad Ali dans "Le plus grand", ouvrage que LA PRESSE publie en feuilleton à compter d'aujourd'hui. Un livre où se mêlent le rire, les larmes, l'espoir et la terreur. Un livre plein d'amour, aussi, dont la lecture vous met K.-O.

— page F 9

Echec à la mafia, sensibilisation

La CECO croit avoir atteint ses objectifs

La CECO admet qu'elle n'a pas anéanti la mafia italienne de Montréal et le clan des frères Dubois. Elle a toutefois la conviction absolue de les avoir démystifiés et provisoirement paralysés.

C'est ce qu'elle affirme dans le volumineux rapport qu'elle a remis, hier, au procureur général du Québec, M. Fernand Lalonde. A la vérité, la CECO se déclare satisfaite de la lutte qu'elle a menée depuis plus d'un an contre les mafiosi italiens de la métropole et les frères Dubois du quartier St-Henri.

La CECO est d'autant plus satisfaite de ses enquêtes et de ses audiences publiques qu'un sondage qu'elle a commandé au Centre de recherches de l'Opinion publique (CROP) établit que les Québécois, majoritairement, jugent cette commission d'enquête indispensable, irremplaçable et efficace.

Qui plus est, les Québécois, toujours selon le même sondage, ont apprécié la télédiffusion des audiences publiques de la CECO et y ont vu un excellent moyen d'informer et d'éduquer le public.

De l'aveu des rédacteurs du rapport, la CECO voulait non seulement enquêter sur le crime organisé et faire rapport au procureur général, mais elle voulait aussi le combattre, puis renseigner et éduquer le vaste public. A son avis, elle a réussi à tous les niveaux. Elle pense, en effet, que les résultats, dans l'ensemble, ont été positifs. Elle a prouvé l'existence du crime organisé, sensibilisé aussi bien les professionnels du droit que le simple citoyen, paralysé des groupes spécialisés dans le crime et propoqué la réflexion.

Le rapport contient plusieurs recommandations sur le devenir de la CECO et sur les moyens dont elle doit disposer pour assurer son efficacité.

— page H 8

Rebondissement de l'affaire Coffin

La rumeur persiste mais personne n'a vu la jeep

Fondée ou pas — et tout indique, pour l'instant du moins, qu'elle ne l'est aucunement —, la rumeur voulant qu'on ait retrouvé, près de Murdochville, une jeep reliée à la célèbre affaire Coffin, a provoqué hier, dans les milieux policiers et journalistiques, un invraisemblable branle-bas.

Tandis que la Sûreté du Québec menait une enquête en Gaspésie, notamment auprès des chasseurs censés, selon la rumeur, avoir découvert une jeep, des journalistes de partout filaient à toute allure vers Gaspé. Pour sa part, selon un porte-parole du service des communications, la SQ a été inondée d'appels téléphoniques venus des quatre coins du Québec, du Canada et des Etats-Unis.

Mais, au bout du compte, néant... personne ne semble encore avoir vu cette mystérieuse jeep, sortie tout droit, comme un fantôme, de la plus célèbre affaire judiciaire du Québec, déjà vieille de 23 ans.

La SQ a déclaré la rumeur sans fondement aucun, pas un seul journaliste n'a vu la jeep, les chasseurs censés l'avoir découverte ont nié la chose, alors que Me François de B. Gravel, lui, a continué à affirmer que c'est du sérieux.

Avocat-conseil du défenseur de Coffin, Me Raymond Maher, Me Gravel a en effet déclaré, hier, qu'il attendait incessamment un rapport que quelqu'un habitant la Gaspésie est à préparer sur la question.

— page A 3

Toute une épopée

Le TNM a déjà 25 ans!

Le fondateur du TNM est revenu à Montréal pour la fête... Pour les 25 heures des 25 ans, le rideau se lèvera sur les Rivaux de Richard B. Sheridan, comédie anglaise du XVIIIe siècle, mise en scène par Jean Gascon. Ce dernier explique son choix en disant que cette pièce lui permet de réunir sur la scène ses vieux camarades. "C'est un peu comme il y a un quart de siècle... ça rajeunit."
Ce soir, il y aura 25 ans, jour pour jour, heure pour heure, Gascon jouait l'Avare de Molière dont il était également le metteur en scène. Molière fut d'ailleurs l'auteur le plus joué au TNM.

Au cours de ses 25 ans de vie, le TNM aura connu bien des difficultés et des errances... Ce n'est qu'en 1972, grâce à une subvention, qu'il peut enfin se loger en faisant l'acquisition de la Comédie-Canadienne.

La grande fête commence ce soir à 21h avec la pièce de Sheridan qui sera aussi présentée dimanche, à 19h et lundi à 20h. De plus, Yvon Deschamps a préparé un monologue-surprise pour dimanche matin. Dimanche soir, il y aura un film de Pierre Perreault (ONF) et, lundi matin, le théâtre des Pissenlits présentera "Les ballons enchantés" pour les enfants.

— cahier D

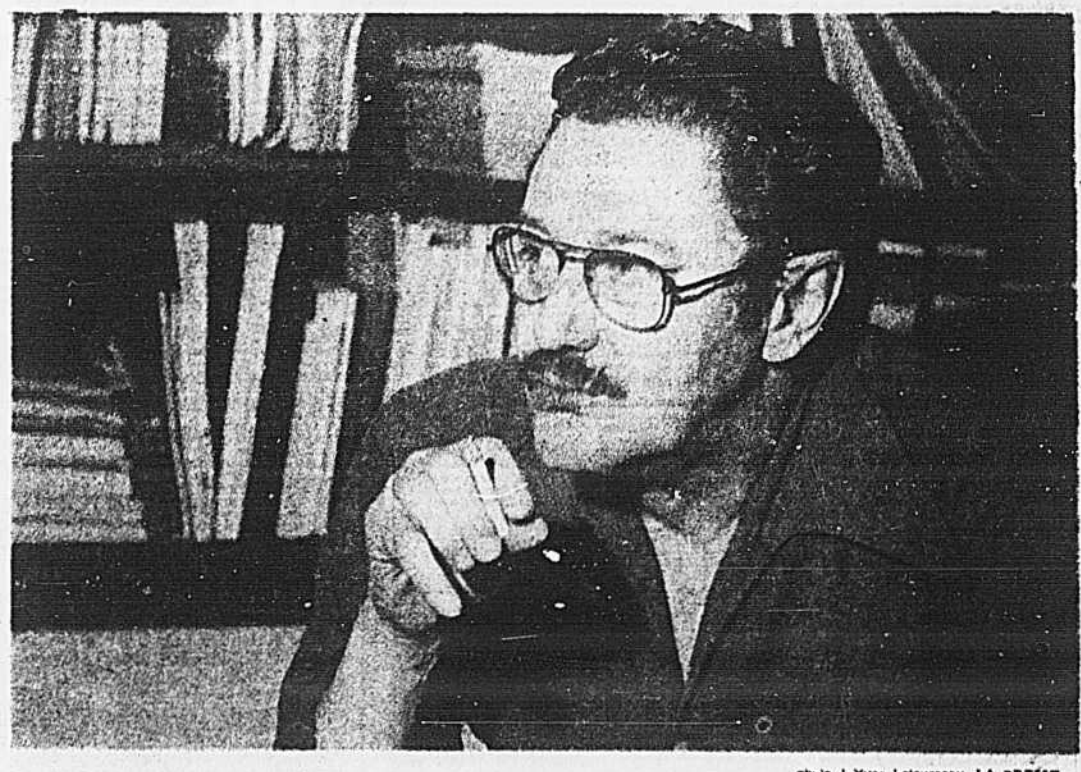


photo J.-Yves Letourneau, LA PRESSE

"Voir naître un théâtre qui ressemble au rêve d'il y a 25 ans..."

UQUAM : administration

Les profs sortent du syndicat

— page H 6

la presse
MONTREAL,
SAMEDI 9 OCTOBRE 1976

Gens de l'air

Otto Lang se donne encore 15 jours

de notre bureau d'Ottawa



Otto Lang — Téléphoto PC

OTTAWA — Ce n'est, selon toute vraisemblance, que dans une quinzaine de jours que le ministre des Transports M. Otto Lang répondra aux 16 requêtes formulées par l'Association des Gens de l'air du Québec comme conditions à leur participation aux travaux de la Commission d'enquête Heald, Sinclair, Chouinard, sur l'implantation du bilinguisme dans les communications aériennes.

Ce nouveau délai a été décidé par M. Otto Lang lui-même qui veut procéder avec "la plus extrême prudence" afin de ne pas compromettre les chances d'un accord, a-t-on appris de sources fiables hier au ministère des Transports.

Les 16 requêtes ne sont pas toutes à négocier cependant la plupart ayant déjà été approuvée par le ministère du Transport. Certaines toutefois remettent en question l'accord intervenu en juillet entre le ministre Lang et les pilotes et contrôleurs anglophones.

Compromis

M. Lang par conséquent essaie depuis la semaine dernière d'échaffauder une formule de compromis lui permettant de concilier les points de vue tant de la CATCA et de la CALPA (les associations anglophones des contrôleurs et des pilotes) avec les prises de position de l'Association des Gens de l'air du Québec (AGAQ).

"Le ministre considère que la décision qu'il rendra d'ici deux semaines peut lui coûter son avenir politique", a déclaré hier à LA PRESSE un fonctionnaire du ministre des Transports afin de justifier l'attentisme apparent de M. Lang.

Les créditistes en colère

Deuxième campagne de financement d'affilée avec la GRC sur le dos

OTTAWA — Les créditistes fédéraux sont en colère. Pour la deuxième fois d'affilée ils entreprennent leur campagne annuelle de financement "avec la Gendarmerie royale dans les jambes", et avec le résultat prévisible que la générosité des souscripteurs à leur caisse électorale s'en trouvera de nouveau hypothéquée.

Pour profiter pleinement des avantages de la nouvelle loi sur les dépenses électorales, les dirigeants créditistes ont pris l'habitude de concentrer dans les trois ou quatre derniers mois de l'année civile le gros de leur effort annuel de cueillette de fonds. C'est donc à l'automne que s'organise la sollicitation auprès des sympathisants, de même que l'émission des reçus qui leur permettent de récupérer du Trésor fédéral une partie importante de leurs contributions.

Déjà l'automne dernier, un "hasard" dont les dirigeants du parti commencent à trouver qu'il fait décidément mal les choses avait voulu qu'au moment précis où s'amorçait la campagne, la police fédérale et le ministère du Revenu se mettent aussi de la partie, en lançant une vaste enquête auprès des militants du Québec qui avaient réclamé des remboursements d'impôts pour leurs contributions de l'année précédente.

Craignant d'avoir des ennuis avec la justice fédérale, mais également de se voir refuser encore une fois les remboursements d'impôts qu'ils espéraient, les sympathisants à la cause créditiste s'étaient quelque peu fait tirer l'oreille pour garnir les coffres du parti, comme le démontrent les chiffres que le responsable du financement, M. Gilles Caouette, a révélés au cours d'une entrevue avec LA PRESSE.

Neuf fois moins

Alors que la campagne de financement de 1974 (la première à se faire sous l'empire de la nouvelle loi) avait permis d'amasser $1,914,253, celle de l'an dernier, soutient M. Caouette, a produit des résultats presque neuf fois moindres, soit à peine $219,000, pendant que le nombre des souscripteurs chutait de 2,300 à 1,600.

Pendant tout ce temps, ajoute-t-il, les dirigeants du parti ont multiplié les démarches auprès de MM. Ron Basford et Bud Cullen, les deux ministres qui se sont succédés l'an dernier au porte-feuille fédéral du Revenu, dans le but d'obtenir une interprétation claire de la loi de 1974 et de régler le litige entre le Crédit social et legouvernement Trudeau. "Au lieu de nous répondre, de lancer le fils de Réal Caouette, ils nous ont lancé la GRC dans les pattes à la grandeur de la province".



Gilles Caouette, responsable du financement du Parti crédit social. — Téléphoto PC

Et la même chose s'est reproduite, en pire, cette année. Au moment où arrive à nouveau la saison des "récoltes" auprès des militants, la police lance une série d'accusations contre 18 solliciteurs créditistes dans neuf régions du Québec, incluant deux députés au nombre de ceux qu'elle accuse de fraude fiscale pour leur participation à la campagne de 1974. Ceci, six semaines à peine avant la tenue d'un congrès qui doit donner un nouveau chef au parti.

Comme l'avait déjà fait son collègue Gilbert Rondeau, le député de Shefford qui est lui-même au banc des accusés, M. Caouette ne peut s'empêcher de voir "une cochonnerie politique" des libéraux dans le moment que les autorités judiciaires ont choisi pour porter le grand coup.

Questions sans réponse

A ses yeux, c'est la seule façon d'expliquer les nombreuses questions qui sont restées jusqu'ici sans réponse dans le dossier du financement créditiste. Les créditistes se demandent en particulier :

- pourquoi la police a attendu si longtemps pour déposer ses accusations alors que le printemps dernier, affirme M. Caouette, le commissaire Maurice Nadon, de la GRC, indiquait aux dirigeants du parti que l'enquête policière était terminée depuis le 22 mars;
- pourquoi les plaintes ont été dépos es par la police, et non par le ministère fédéral de la Justice;
- pourquoi la police a jugé opportun de convoquer une conférence de presse pour "publiciser" les accusations à six semaines du congrès, quand on sait qu'elle réserve d'ordinaire ses manifestations publiques aux coups de filet de grad style;
- pourquoi l'ancien ministre du Revenu, M. Basford (devenu depuis lors ministre de la Justice), a refusé de soumettre le litige directement à une cour de justice, comme le lui avaient offert les créditistes au début de l'an dernier;
- comment il se fait que, au dire des dirigeants créditistes, des hauts-fonctionnaires du ministère du Revenu aient été en désaccord entre eux sur l'interprétation de la loi, malgré l'existence d'une note explicative destinée justement à éliminer les difficultés;
- pourquoi seuls des organisateurs régionaux ont été inquiétés par la police alors que le principal responsable du financement, M. GXILLES Caouette, n'est même pas accusé;
- pourquoi les vérificateurs du fisc fédéral ont-ils accepté sans discussion pour 1975 des demandes de remboursement d'impôts identiques à celles qu'ils avaient rejeté dans leurs rapports d'impôts pour 1974 (c'est notamment le cas de M. Caouette lui-même, dont le fisc a approuvé un rembousement de $500 pour l'année 1975 après en avoir refusé un du même montant l'année précédente).

Ils devaient être déportés le 12...

Les Valdès: sursis de deux semaines

La famille Valdès, qui devait être expulsée du pays mardi prochain 12 octobre, vient d'obtenir un sursis de deux semaines qui permettra au Parlement canadien d'être appelé à reconsidérer la décision des autorités du ministère de l'Immigration.

Hier, l'aviseur légal de la famille Valdès, Me Jean-Louis Léger, a déposé un bref de prohibition devant la Cour fédérale, enjoignant ainsi au ministère de l'Immigration de s'abstenir de toute action tant que la requête n'aura pas été étudiée par la Cour fédérale lors de la prochaine session le 18 octobre.

La famille Valdès à laquelle on reproche d'être entrée illégalement au Canada au cours de l'hiver 1975 avait reçu, il y a une semaine, une ordonnance d'expulsion du ministère de l'Immigration devant prendre effet le 12 octobre.

Rappelons que Luis Valdès a quitté le Chili il y a dix ans pour des raisons politiques, que sa femme est espagnole. Ils se sont mariés à Gibraltar, mariage non valide selon les autorités espagnoles. Ils ont quatre enfants de 4 à 15 ans qui fréquentent l'école à Montréal.

Cette famille a habité quelque temps à Toronto avant de s'installer dans le quartier Hochelaga. Les ennuis commencèrent au moment où les Valdès voulurent régulariser leur situation. Un fonctionnaire décida qu'ils ne pouvaient obtenir le statut d'immigrants en vertu de l'article 15 de la Loi sur l'immigration.

Récemment, le député d'Hochelaga, M. Jacques Lavoie, est intervenu auprès du ministre Bud Cullen pour faire reconsidérer la décision. M. Lavoie soutient que pour des raisons humanitaires et au nom des droits de l'homme, le Canada devrait accueillir cette famille. "Durant les Jeux olympiques, les autorités canadiennes ont été bienveillantes envers les étrangers qui ont demandé l'asile politique. Je ne vois pas pourquoi on refuserait à Mme Valdès et à ses enfants le même droit, d'autant plus que Luis Valdès accepterait de se faire rapatrier au Chili à la condition que sa famille puisse demeurer au Canada."

Le député Lavoie a obtenu l'entier appui du Parti conservateur sur cette question et présentera mercredi prochain une motion à la Chambre pour renverser la décision.

Et, même si le Parlement décidait de ne pas étudier le cas Valdès, le député d'Hochelaga compte poser des questions incisives au ministre Cullen et lui rappeler que le Cabinet a décrété, il y a un an, l'expulsion du général Quang, ressortissant vietnamien reconnu pour avoir été trafiquant de drogues dans son pays, mais qu'il demeure toujours au Canada.

La famille Petrov

La famille Petrov, qui lutte elle aussi contre l'expulsion, compte maintenant 23 membres. En effet, une jeune femme de ce groupe de gitans, Mika, âgée de 18 ans, a donné naissance à son deuxième enfant, une fille, jeudi à l'hôpital Saint-François-d'Assise de Québec. Bien que l'enfant soit née un mois et demi avant terme et qu'elle ne pèse pas tout à fait quatre livres, elle se porte bien, de même que sa mère.

Bien que les Petrov soient considérés comme apatrides, on estime que le nouveau-né jouira de la citoyenneté canadienne. En vertu de la loi, toute personne voyant le jour sur le territoire canadien est citoyen canadien.

Mariages factices

Par ailleurs, les mariages factices pour éviter la déportation à des immigrands se sont multipliés l'an dernier passant de 27 cas de mariages arrangés en 1975 à 269 en 1976... Et l'année n'est pas terminée.

Un représentant du ministère public, M. David Gorrell, a cité les cas d'une femme de 65 ans épousant un jeune visiteur de 18 ans; un immigrant de langue indienne épousant une Canadienne qui ne comprenait pas un mot de ce qu'il disait; et un autre visiteur épousant sa propre tante. Le témoignage de l'épouse plus le certificat de mariage suffisent au mari pour obtenir l'admission légale au Canada.

M. Gorrell a cité ces faits à l'occasion du procès de Donna Marie Turner, une jeune femme de 18 ans, originaire de Rexdale, Ontario. Elle a été arrêtée cette année au moment où un officier d'immigration l'a reconnue alors qu'elle essayait de se marier une deuxième fois sous un nom d'emprunt. Elle aurait reçu qeulque $1,500 pour chacun des deux mariages contractés avec des immigrants illégaux de l'Inde. Elle nie avoir reçu de l'argent mais se reconnait coupable d'usurpation d'identité et de bigamie.

LA MÉTÉO

Une importante bande nuageuse recouvre tout le Québec et un front froid s'étend le long de la côte atlantique poussant des précipitations au nord de la vallée du Saint-Laurent. La situation évoluera lentement et ce n'est que dimanche qu'une amélioration perceptible se fera sentir dans les régions du sud.

à Montréal

AUJOURD'HUI	DEMAIN
Minimum: 4 Maximum: 10	
Temps pluvieux et froid	Nuageux

au Québec

RÉGIONS	Min.	Max.	AUJOURD'HUI	DEMAIN
Abitibi	—1	5	gén. nuageux, neige	nuageux
Outaouais	4	10	pluvieux et froid	nuageux
Laurentides	4	10	pluvieux et froid	nuageux
Cantons de l'Est	4	10	pluvieux et froid	nuageux
Mauricie	—1	5	gen. nuag. poss. neige	nuageux
Québec	4	10	pluvieux et froid	nuageux
Lac-Saint-Jean	0	8	pluvieux	nuag. averses
Rimouski	2	10	nuageux et pluvieux	nuageux, averses
Gaspésie	2	10	nuageux et pluvieux	nuageux, averses
Baie-Comeau	0	8	pluvieux	nuageux, averses
Sept-Iles	0	8	pluvieux	nuageux, averses

au Canada

	Aujourd'hui	Capitales	Min.	Max.
Colombie-Britannique	ensoleillé	Victoria	8	18
Alberta	ensoleillé	Edmonton	2	21
Saskatchewan	ensoleillé	Regina	1	17
Manitoba	ensoleillé	Winnipeg	2	10
Ontario	nuageux, bruine	Toronto	8	11
Nouveau-Brunswick	nuag., pluie, brume	Fredericton	13	14
Nouvelle-Ecosse	nuag., pluie, brume	Halifax	15	19
Ile-du-Prince-Edouard	nuag., pluie, brume	Charlottetown	8	12
Terre-Neuve	partiel. nuageux	Saint-Jean	8	15

si vous partez...

aux États-Unis

	Min.	Max.		Min.	Max.		Min.	Max.
New York	64	72	Chicago	44	58	Nlle-Orléans	51	66
Washington	63	75	San Francisco	57	70	Miami	78	88
Boston	60	70						

vers les capitales

Amsterdam	—	15	Londres	—	13	Stockholm	—	14
Athènes	—	28	Le Caire	—	34	Sydney	—	17
Berlin	—	16	Lisbonne	—	13	Tokyo	—	21
Bruxelles	—	16	Madrid	—	22	Tunis	—	22
Casablanca	—	24	Moscou	—	8	Vienne	—	23
Genève	—	18	Paris	—	22	Varsovie	—	16
Hong Kong	—	25	Rome	—	27			

vers les plages

Acapulco	20	25	Bermudes	24	30	Nassau	24	31
Mexico	12	17	Barbade	24	30	Rio de Janeiro	—	21

la presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE LTEE, 7 ouest, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de "LA PRESSE" et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. Courrier de la deuxième classe — Enregistrement numéro 1400". Port de retour garanti.

TARIFS D'ABONNEMENTS

Livraison à domicile: Lundi au samedi $1.40
Lundi au vendredi $1.25
Samedi seulement 0.50¢

ABONNEMENTS PAYÉS D'AVANCE

Nombre de semaines	13	26	52
par porteur:			
Lundi au samedi	$16.80	$33.60	$67.20
Lundi au vendredi	$15.00	$30.00	$60.00
Samedi seulement*		$13.00	$26.00
par courrier:			
Lundi au samedi	$28.60	$57.20	$114.40
Lundi au vendredi	$21.45	$42.90	$85.80
Samedi seulement	$10.01	$20.02	$40.04

* Minimum de 26 semaines

Côte-Nord, par avion, 0.50¢

Pour tout genre d'abonnement, les bureaux sont ouverts de 8h à 19 h 30 (Samedi: 8h à 16h).
285-6911

INFORMATION GÉNÉRALE	285-7272
RÉDACTION	285-7070
ÉDITORIAL	285-7030
PROMOTION	285-7100
RELATIONS DE TRAVAIL	285-7383
PETITES ANNONCES (annonces classées)	
Commandes (du lundi au vendredi: 9h à 17h)	285-7111
Pour changer ou annuler (du lundi au vendredi: 9h à 16 30h)	285-7205
GRANDES ANNONCES	
Detaillants	285-7202
National, Tele-Presse, Vacances, voyages	285-7306
Carrières et professions, nominations	285-7320
COMPTABILITÉ	
Grandes annonces	285-6892
Petites annonces	285-6901

en bref

Ottawa interromp la construction du bureau de poste à Deschambault

Les travaux de construction entrepris dans l'aire de protection de l'église historique de Deschambault, compté de Portneuf, ont été interrompus le 6 octobre.

C'est à la suite d'un télégramme du ministre québécois Jean-Paul L'Allier que les autorités fédérales sont intervenues. En effet, le ministre fédéral des Communications, Mme Jeanne Sauvé a obtenu de son collègue des Travaux Publics, M. Judd Buchanan que l'on suspende immédiatement les travaux de construction d'un bureau de poste à cet endroit.

Voici le télégramme réponse de Mme Sauvé à M. L'Allier: "Suite à votre télégramme du 5 octobre et à mes représentations auprès du ministre responsable de la construction d'un bureau de poste à Deschambault, comté de Portneuf, l'honorable J. Buchanan, ministre des Travaux Publics a accepté de faire cesser tous les travaux de construction le 6 octobre".

$500 millions avant de recevoir le premier Aurora

OTTAWA (PC) — Le gouvernement canadien aura dépensé, pour se doter d'avions de patrouille Aurora de Lockheed, plus de $500 millions avant qu'un seul de ces appareils ne lui soit livré, plus précisément avant qu'un seul ne parvienne aux forces armées du pays. C'est ce qui ressort notamment d'une étude du contrat que le gouvernement a conclu avec la société américaine Lockheed. Pour les avions, 18 en tout, la compagnie Lockheed recevra du gouvernement du Canada quelque $697 millions. Le premier avion sera livré à nos forces armées en mai 1978. Et, à ce moment, le gouvernement canadien aura déjà versé à Lockheed près de $567 millions.

Les dépenses du gouvernement canadien pour les 18 patrouilleurs Aurora de Lockheed ne s'arrêtent pas aux $697 millions qu'il paiera à Lockheed. En effet, elles seront d'un peu plus d'un milliard de dollars. Le coût du soutien logistique constituera la différence entre les $697 millions et le plus d'un milliard de dollars. Le coût du soutien logistique, c'est notamment le coût des bases et de l'entretien.

MINI-LOTO :
63039
LOTO-PERFECTA :
4 - 9 - 12 - 13 - 19 - 27
COMPLEMENTAIRE :
30

CORRECTION DE TEXTES FRANÇAIS
PIERRE DESROCHERS
527-4815

BARILS
de 1 a 160 gallons
POUR
VIN
ou tous autres usages
BOUTIQUE DU BARIL
21, boul. Labelle
Sainte-Rose
625-0481

Agence "Detec of Canada Ltée"
PIERRE-D. MASSUE,
DÉTECTIVE
"Autorisé sous l'Acte concernant les agences de détectives du Québec"
Licencié par la Cité de Montréal
• INVESTIGATIONS • INFIDELITÉ CONJUGALE • SURVEILLANCE
• FILATURE • TOUTES PREUVES POUR LA COUR
CONFIDENTIEL — DISCRÉTION ASSURÉE
387-8757

Vous connaissez quelqu'un qui pratique la technique de
MÉDITATION TRANSCENDANTALE
Vous le trouvez plus heureux plus en santé, plus créateur, plus chaleureux...



CONFÉRENCES D'INFORMATION
Entrée libre

CENTRE SUD-OUEST DE MONTRÉAL
Tous les dimanches, lundis, mardis, mercredis soirs, à 8h p.m.
3196, boul. Lasalle (près Atwater), Verdun 768-7743

LACHINE
Tous les mardis soirs, chalet du parc LaSalle angle Saint-Antoine et 8e Avenue

CENTRE RIVE-SUD
BROSSARD: Tous les mardis, 8h p.m. Ecole Antoine Brossard, 3055, boul. Rome
LONGUEUIL: Tous les mercredis, 8h p.m. Cegep Edouard Montpetit, 945, chemin Chambly 463-0428

CENTRE DES LAURENTIDES
SAINTE-THÉRÈSE: Mercredi 13 oct. et jeudi 14 oct., 8h p.m.
Cegep Lionel-Groulx, 100, rue Duquet, Loc. C.166 435-8475

CENTRE DE MONTREAL FLEURY
1388 est, rue Fleury (coin Christophe-Colomb) Tous les soirs sauf le samedi 8h p.m.
DUVERNAY: Mercredi 13 oct. et jeudi 14 oct. 8h p.m.
Jardin Rose, 3509, boul. de la Concorde 381-5391

CENTRE D'ANJOU:
Tous les lundis, mardis, mercredis, jeudis 8h p.m. Ecole de métier de Montréal (stationnement) 8147 est, rue Sherbrooke métro Beaugrand-nord.

NOUVEAU ROSEMONT:
Mercredi 13 oct. 8h p.m. 6415, 25e avenue (coin Beaubien) 725-2021

ASSOCIATION EDUCATIVE SANS BUT LUCRATIF

SICO a toutes les peintures qu'il vous faut !

la presse

MONTRÉAL,
SAMEDI 9 OCTOBRE 1976
page A3

Les méthodes douteuses du médecin Chèvrefils

Le coroner Laniel fera faire enquête

par Claire DUTRISAC

Le ministère de la Justice étudie présentement le dossier de Mme Lucienne Sicotte, 56 ans, de Waterloo, décédée le 27 septembre dernier d'un cancer généralisé, après avoir été traitée durant trois ans par le Dr Paul-Emile Chèvrefils.

L'article du "Montreal Star", révélant les circonstances de cette mort, a été remis au coroner Laniel qui doit demander une enquête policière sur ce cas.

Au début de sa maladie, Mme Sicotte, sur les conseils d'une amie infirmière, alla voir un médecin qui la référa à un spécialiste du Royal Victoria Hospital.

Mme Sicotte, prêtant l'oreille à l'avis d'une tante, négligea de voir le spécialiste et se rendit chez le Dr Chèvrefils. Celui-ci, sans biopsie, sans examens radiologiques, a soigné Mme Sicotte avec de la pâte d'argile et des manipulations chiropratiques. Treize jours avant la mort de sa cliente, le Dr Chèvrefils lui prescrivit de l'huile pour la plaie qui remplaçait son sein, et du jus de betterave comme médicament.

Le Dr Paul-Emile Chèvrefils est, médecin; il a été reçu en 1947. Mais il répudie la science médicale. Il ne croit ni en la médecine, ni en la chirurgie.

Il a convaincu Mme Sicotte de se soustraire à tout traitement médical. Il lui aurait dit: "Tu ne montreras pas ça à un docteur; tu ne lui permettras pas d'en prendre un morceau. S'il t'opère, tu es finie".

C'est ce que m'a rapporté le Dr Pierre Giroux que Mme Sicotte, sur les instances de certains membres de sa famille, avait consenti à voir, "à condition que je ne la touche pas" a précisé le Dr Giroux. Cette consultation a eu lieu le 8 septembre.

Visiblement atterré et révolté par le sort de Mme Sicotte, le Dr Giroux a donné une entrevue à **La Presse** afin, a-t-il dit, de mettre les gens en garde.

"Il faut faire quelque chose pour éviter à d'autres gens ce qui est arrivé à Mme Sicotte, à cause du pouvoir de persuasion extraordinaire de ce médecin. Puisqu'on ne peut convaincre ceux qui vont le consulter, il faut prévenir le reste de la population."

Chose curieuse, le Dr Chèvrefils qui se refuse à exercer la profession de médecin s'entête à rester médecin. Ratifié de la Corporation professionnelle des médecins et chirurgiens du Québec, en 1973, il va d'appel en appel de cette décision devant les tribunaux, ce qui lui permet de continuer sa pratique "médicale" (?) en toute impunité jusqu'à ce que la Cour suprême du Canada statue sur son sort.

Des réponses déconcertantes

Le 8 septembre dernier, le Dr Giroux a remis à M. et Mme Sicotte quatre questions à poser au Dr Chèvrefils.

Rappelons que lors de cette visite, l'état de Mme Sicotte était lamentable: "Elle n'avait plus de sein: rien qu'une large plaie de dix pouces de diamètre, suintante de pus et de sang, sur laquelle elle avait appliqué un "kleenex". Toutes les vertèbres dorsales étaient tachetées de métastases et la lésion s'étendait à l'épaule et au sternum". Elle ignorait qu'elle souffrait d'un cancer.

Voici les questions au Dr Chèvrefils et les réponses pour le moins déconcertantes qu'il leur a faites, réponses rapportées au Dr Giroux par M. Sicotte.

Q.- Où est rendu le sein?

R.- Le sein est en dedans. Quand la plaie va être guérie, je vais vous le faire sortir.

Q.- Depuis deux ans que vous soignez la plaie, est-ce qu'elle s'est améliorée?

R.- La plaie est belle. Des antibiotiques, elle n'en a pas besoin. Elle n'a qu'à prendre du jus de betterave et du miel.

Q.- Les métastases à la colonne, ça se voit quand on demande des rayons-X?

R.- Des photos, si vous en voulez, je vais en prendre.

Q.- Comment expliquez-vous l'épanchement pleural au poumon gauche?

R.- Le radiologiste qui a pris les films ne connaît pas ça et l'image qu'il voit est tout simplement le reflet de la plaie!

Le Dr Chèvrefils, qui a fait des études en chiropratique, ne fait pas partie de l'Ordre des Chiropraticiens du Québec, ayant refusé de se soumettre aux examens exigés pour avoir droit de pratique.

En juin, le Dr Chèvrefils avait répondu à M. Sicotte qui s'inquiétait de l'état de sa femme: "J'ai soigné des cas pire que ça et j'en ai guéri".

Et le plus déconcertant, c'est que le Dr Chèvrefils a conservé la confiance de l'ensemble de la famille.

Une rumeur sans fondement a relancé l'affaire Coffin

par Jacques BENOIT

Ni la police, ni les journalistes accourus en Gaspésie n'ont retrouvé hier la fameuse jeep reliée à l'affaire Coffin, que, selon la rumeur lancée jeudi par Radio-Canada, des chasseurs auraient découverte récemment en forêt, non loin de Murdochville.

Pour sa part, la division de la Sûreté du Québec du Bas Saint-Laurent a dit avoir mené hier, à ce sujet, une enquête approfondie, qui, toujours selon la SQ, a démontré que la rumeur était dénuée de tout fondement.

L'inspecteur Fafard

Au dire du commandant de la division, l'inspecteur en chef Geroges Fafard, que LA PRESSE a pu joindre hier soir, des agents ont interrogé les deux chausseurs censés avoir découvert le véhicule, MM. Barry Patterson et Thomas Nelson, et tous deux, a-t-il dit, ont nié la chose. (LA PRESSE, POUR SA PART, EN PLUS D'INTERROGER CES DEUX HOMMES, EN A AUSSI INTERROGÉ UN TROISIÈME, M. Garry Patterson, censé de même avoir vu la jeep; tous trois ont démenti la rumeur et affirmé qu'ils ne savaient strictement rien de l'affaire... sinon ce qu'en dit la rumeur publique.)

Par ailleurs, contrairement à ce qu'avait affirmé plus tôt un porte-parole de la division, M. Fafard a indiqué que la Sûreté n'avait pas fait de recherches par hélicoptère dans la région où, d'après la rumeur, on avait découvert la jeep.

Si la Sûreté n'a pas fait de telles recherches, a-t-il dit en subtance, c'est qu'elle n'a recueilli aucun indice justifiant l'entreprise.

Néanmoins, a-t-il ajouté, la police poursuit son enquête, afin de retrouver l'auteur, ou la source, de la rumeur, la SQ entendant porter une accusation de méfait public contre la ou les personnes l'ayant lancée.

"C'est peut-être un ballon publicitaire", a-t-il dit, tout en précisant qu'il ne faisait allusion à rien de particulier, pas même au film sur l'affaire Coffin que sont à préparer actuellement deux producteurs québécois.

Confiance

Au service de la SQ depuis de nombreuses années, M. Fafard, du temps des meurtres des trois chasseurs américains, était simple agent à la section de Gaspé, et, à ce titre, il participa à l'enquête policière qui eut lieu dans le temps sur l'affaire Coffin.

Questionné au sujet du discrédit que cela, dans l'opinion publique, pourrait jeter sur l'enquête dite approfondie menée hier par la SQ, il a déclaré: "Il faut avoir confiance à la police plus que ça."

De toute façon, a-t-il ajouté en substance, même si je suis le commandant de la division, ce n'est pas moi qui ai dirigé l'enquête d'hier, mais le responsable, à Rimouski, du bureau des enquêtes criminelles, le sergent Claude Giguere.



Wilbert Coffin en compagnie de ses avocats, Raymond Maher et François de Billy Gravel, à l'époque de son procès.

L'affaire Coffin

Accusé, en août 1953, du meurtre de trois chasseurs américains, Wilbert Coffin, un prospecteur de la région de Gaspé, fut finalement trouvé coupable et condamné à la pendaison le 5 août 1954.

Pendu en février 1956, à la prison de Bordeaux, Coffin persista à affirmer, jusqu'à sa mort, qu'il n'avait pas été la dernière personne à voir les chasseurs vivants, contrairement à ce que visaient à démontrer les preuves de circonstances présentées par la Couronne au procès. Selon lui, deux autres chasseurs américains conduisait une jeep se trouvaient en compagnie des trois Américains assassinés par la suite, quand il vit ceux-ci pour la dernière fois.

A cette époque, et plus tard aussi, plusieurs personnes affirmerent avoir vu une jeep dans la région, l'été des trois meurtres, en 1953, mais jamais on ne retrouva le véhicule ni ses occupants.

Me Gravel

Interrogé par LA PRESSE hier, Me François de B. Gravel, qui fut l'avocat-conseil du défenseur de Coffin, Me Raymond Maher, a déclaré que, quant à lui, il estimait que tout cela était sérieux. A ce sujet, l'avocat a dit attendre un dossier que quelqu'un habitant la Gaspésie est actuellement à lui préparer.

Joint de même par téléphone, le journaliste qui lança le premier la nouvelle, M. Denis Courchesne, de Gaspé, a expliqué que celle-ci avait d'abord été diffusée jeudi, à 17 heures, au réseau régional de Radio-Canada, et que c'est par la suite contre son gré que le bureau de Radio-Canada de Matane avait décidé de la diffuser à l'échelle nationale.

La nouvelle diffusée au plan régional portait d'abord, selon lui, sur l'intérêt qu'on portait à Gaspé à la rumeur et, également, sur les répercussions psychologiques qu'elle avait sur la population.

Ce qui l'a amené à la diffuser, a-t-il dit, est d'abord le fait que, personnellement, il avait recueilli une dizaine de témoignages concordants d'amis ou de parents des chasseurs ayant, croyait-on, vu la fameuse jeep.

A son dire, ce qui l'incita enfin à croire que la nouvelle, ou la rumeur, n'était pas dénuée de fondement, fut la déclaration que lui fit un avocat de Gaspé, Me Robert Pidgeon, comme quoi un client lui avait demandé d'établir un dossier sur la découverte du véhicule.

Malgré de nombreux appels téléphoniques, LA PRESSE n'a pu joindre hier Me Robert Pidgeon. Pour sa part, questionné parr téléphone, son pée, Me Terence Pidgeon, a affirmé que ni lui ni son fils n'avaient quoi

La commotion

Fondée ou pas, la rumeur a créé, hier, une véritable commotion dans le milieu journalistique. De Montréal, de Québec, de Toronto, et même de New York et de Washington, dit-on, une nuée de journalistes se sont envolés pour la Gaspésie, alors que, selon un porte-parole de la Sûreté du Québec, les appels pleuvaient de partout sur la police.

Quant à lui, assis toute la journée à son bureau de l'organisme "Jeunesse Canadt Monde", l'écrivain et ex-éditeur Jacques Hébert n'en a pas bougé de la journée, même pour le dîner, submergé qu'il a été d'appels téléphoniques venus de partout. Comme on sait, M. Hébert écrivit deux livres sur l'affaire Coffin, dont l'un, "J'accuse les assassins de Coffin", entraîna la création d'une commission royale d'enquête par le gouvernement de Jean Lesage, en 1964.

LESAGE LAMOTHE COSSETTE
OPTICIENS D'ORDONNANCES
MONTRÉAL
LAVAL
UN SEUL NUMÉRO DE TÉLÉPHONE
845-4221

Souriez au froid de l'hiver.
Nous vous garderons au chaud.

Emilien Turgeon Fourrure Inc.
8039, rue Saint Denis 382-1330

PEUR DES SERPENTS?
L'Institut de psychologie pour le développement du comportement
offre l'occasion aux gens effrayés par les serpents
d'éliminer cette peur.
Les sessions thérapeutiques débuteront en octobre et novembre.
POUR INSCRIPTION ET PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9 HEURES A MIDI
TÉLÉPHONER A 527-1706

NOUS ACHETONS LA VIEILLE MONNAIE
Exemple, le dollar Canadien en argent de 1948: $300.
Avez-vous des pièces de monnaie, des billets ou des timbres anciens dans vos tiroirs?
Ils peuvent valoir plus que vous ne le pensez.
Demandez une évaluation en donnant une description par lettre ou par téléphone, ou envoyez pièces, billets ou timbres par courrier recommandé à:
LIPSON & SONS
(GARE DU CN) 895, RUE LAGAUCHETIÈRE, OUEST
SUITE 230, MONTRÉAL, QUÉ. H3B 4G1
TÉLÉPHONE: (514) 866-1212

MÉDITATION TRANSCENDANTALE
telle qu'enseignée par Maharishi Mahesh Yogi
CONFÉRENCES D'INFORMATION (Entrée libre):
Centre de Montréal Saint-Denis Tél.: 845-2101
4364, rue Saint-Denis (Metro Mont-Royal)
Tous les soirs à 8 h, sauf le samedi
Association éducative sans but lucratif

VOULEZ-VOUS CESSER DE FUMER?
• La technique des images subliminales qui transmet des messages directement à l'inconscient.
• Le traitement est dirigé par une équipe de médecins et par des spécialistes en toxicomanie.
CLINIQUE DE DÉSINTOXICATION POUR FUMEURS — POLYCLINIQUE MÉDICALE CONCORDE
300 est, boul. de la Concorde, Laval
Tél.: 667-3020

VILLE DE MONTRÉAL
SERVICE DE LA VOIE PUBLIQUE
ENLÈVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES
Lundi, le 11 octobre 1976, jour de l'Action de Grâces, il n'y aura pas d'enlèvement des ordures ménagères.
Les contribuables qui bénéficient habituellement de l'enlèvement des ordures ménagères le lundi, devront déposer leurs poubelles lors du prochain jour de collecte régulière des déchets soit jeudi le 14 octobre 1976.
Hôtel de Ville,
Montréal, le 8 octobre
Le greffier de la ville
Marc Boyer, C.R.

ECKANKAR
ANCIENNE SCIENCE DU VOYAGE DE L'ÂME
Le plus ancien des enseignements spirituels maintenant revele au monde
Soiree d'information (entree libre)
Tous les lundis, 20 hres
Montreal: 1319 Rue Ste-Catherine (ouest, entre Beaudry) 521-6518
Beloeil: 328 De Rouville, Beloeil, 467-1880

LOUP CHAT KOLINSKY
MFA
Georges Pouliot
FOURRURES INC.
MANUFACTURIER
4435, rue de la Roche
Stationnement gratuit 527-8664 Depuis 1914
Lauréat Pouliot prés

Cuisines et rénovations
PLUS DE 100 MODÈLES D'ARMOIRES DE CUISINE
CHOIX DE MODULES OU SUR MESURE
Nous vous offrons aussi des armoires de cuisine suivant vos spécifications.
DIRECTEMENT DE NOS ATELIERS

AVANT D'ACHETER... COMPAREZ NOS PRIX
CUISINES
VOTRE CUISINE EST-ELLE FONCTIONNELLE?
PROFITEZ DE NOTRE SERVICE GRATUIT DE PLANIFICATION A L'USINE OU A DOMICILE PAR NOS SPÉCIALISTES.
Special "CIMARRON" Armoire du haut 56": $89 Armoire du bas 56" $146
SALLES DE JEUX ET RAJOUTS
• TOITURES • FOYERS • REVÊTEMENT EXTÉRIEUR
NETTOYONS TAPIS A SEC RESIDENTIEL ET COMMERCIAL
ESTIMATION GRATUITE A DOMICILE 382-6842
SALLE DE MONTRE OUVERTE AU PUBLIC
HEURES D'OUVERTURE
LUN., MAR., MERC. de 9h a.m. à 6h p.m.
JEUDI, VENDREDI de 9h a.m. à 8h p.m.
SAMEDI de 10h a.m. à 4h p.m.
DIMANCHE de 11h a.m. à 4h p.m.
la maison d'aujourd'hui ltée
au 8905, boul. SAINT-LAURENT, Montréal, tél.: 382-6842
SUCCURSALES À SHERBROOKE ET À 6197, RUE PRINCIPALE, SAINT-CALIXTE, 222-3235

éditorial

PAUL DESMARAIS président du conseil d'administration
la presse
ROGER LEMELIN président et éditeur
JEAN SISTO éditeur adjoint
YVON DUBOIS directeur de l'information
ALBERT TREMBLAY secrétaire de la rédaction
MARCEL ADAM éditorialiste en chef

Situation préoccupante dans les prisons

Le monde des prisons reste, par définition, un monde mal connu. L'expression "mettre au secret" n'évoque-t-elle par l'emprisonnement? Le cachot n'est pas un lieu de lumière.

Certes, les témoignages sur les prisons ne manquent pas. Mais on les doit, la plupart du temps, à d'anciens prisonniers politiques disposant de riches moyens d'expression. L'écrivain Arthur Koestler, dans le "Testament espagnol" (Albin Michel, éd.) et dans "Hiéroglyphes" (Calman-Lévy) a raconté son expérience du cachot espagnol. Dans une entrevue télévisée en 1971, il s'était entretenu avec Anthony Gray, qui avait connu en 1967 les prisons chinoises. Le dialogue entre ces deux ex-prisonniers fourmille d'aperçus étonnants.

Les prisonniers de droit commun sont moins diserts ou leurs confidences ont moins d'impact. Mais un phénomène nouveau est apparu. Les prisonniers de droit commun ont trouvé des porte-parole qui répercutent hors les murs les griefs, demandes et exigences des reclus, voire des prévenus.

En voici un petit exemple tout frais. Lundi, la Ligue des droits de l'homme émettait un communiqué pour rappeler que "les prévenus du Québec sont victimes d'une injustice flagrante à laquelle on pourrait facilement remédier". La Ligue rappelle que "tout prévenu, non condamné, a le droit d'exercer son droit de vote". Et elle demande à la population d'inscrire sur la liste électorale toute personne qui se trouverait dans ce cas.

Est-ce ce genre d'action qui fait dire à quelques-uns qu'il existe un vaste complot pour détruire le système pénitenciaire canadien? C'est peu vraisemblable. Mais à une question aussi générale on ne peut que donner la seule réponse connue: le Solliciteur général (Ottawa) a ordonné une enquête.

Il est également nécessaire de savoir que la demande d'enquête est survenue à la suite de toute une série d'incidents extrêmement graves dans plusieurs prisons sous juridiction fédérale.

Le lecteur pensera naturellement à Laval, où la troupe a été appelée. Mais la prison de Milhaven, en Ontario, et celle de New-Westminster, en Colombie-Britannique, ont été, récemment, le théâtre de destructions et d'émeutes d'une gravité exceptionnelle. Les pertes matérielles sont estimées au minimum à $2 millions.

C'est New-Westminster qui semble d'emblée le cas le plus grave, parce que les perturbations dans cette prison sont fréquentes et qu'elles ont comporté, ce qui est bien nécessaire de souligner, prises d'otages. En 18 mois, il n'y eut pas moins de 8 prises d'otages dans cette prison.

Le dernier incident, au cours duquel les prisonniers ont pu "négocier" et obtenir un "protocole d'entente", a soulevé une telle indignation chez les gardiens de prisons qu'il a été sérieusement question de grève et de mouvement de démissions en bloc.

Le personnel des prisons s'élève avec force contre toute forme de "négociation" avec les hors-la-loi dont il assume la surveillance. Faut-il comprendre par là qu'il est prêt à sacrifier des collègues de travail, plutôt que de voir les autorités céder au chantage de ceux qui font des otages?

Ce que les gardiens de prisons demandent, c'est que les conditions soient réunies au plus tôt qui leur permettent d'exercer leurs fonctions en toute sécurité. Ce qui les indigne et les révolte plus que tout, c'est la prise d'otages. Condamnable dans les airs, la piraterie le serait-elle moins entre quatre murs, du seul fait qu'elle ait des condamnés comme auteurs? Il est permis d'en douter.

Le régime carcéral est l'objet de critiques incessantes, souvent fondées. Mais s'il reste permis de souhaiter un régime plus humain et moins dégradant pour le prisonnier, où est la logique qui commanderait de tenir pour moins que rien la vie de son gardien? D'une certaine façon, le geôlier aussi est en prison. Il n'y est pas par jugement de cour mais par devoir.

Certes, le recrutement du personnel pénitencier, sa formation, les voies d'accès aux promotions, la qualité de la haute direction ne sont pas non plus sans rapport avec la paix dans les prisons.

Entre des réformes nécessaires et un laxisme périlleux, il doit bien exister une voie moyenne. Or, on semble avoir atteint le point de rupture. D'une part, des associations, qui paraissent mues par les meilleures des intentions, se comportent invariablement comme si la société était "coupable" de tout, le condamné n'étant, dans cette perspective ultra-généreuse, qu'une malheureuse "victime". D'autre part, l'opinion publique, émue et apeurée, appelle de tous ses voeux un accroissement de la répression. (Les sondages effectués en Colombie-Britannique notamment sont éloquents de ce point de vue.)

Les conditions de l'instabilité se trouvent de la sorte réunies, et le nouveau Solliciteur général, M. Fox, n'aura pas trop de sa maigre expérience pour dominer la situation. En tout cas, il a entendu l'alerte.

Guy CORMIER

Les bureaux de placement

A mots couverts, le président de l'Office de la construction du Québec, M. Réal Mireault, vient de déplorer le fait que le gouvernement Bourassa n'ait pas jugé à propos de donner force de loi au règlement sur le placement que son organisme lui avait présenté en juin dernier. Cette réaction est fort compréhensible.

Il est difficile, en effet, de justifier les hésitations gouvernementales. Comme, d'une part, la loi 47 a soustrait la question du placement à la négociation pour la faire relever de l'Office de la construction et que, d'autre part, le règlement adopté par cet Office demeure lettre morte, les parties en présence dans le présent conflit de la construction ne savent plus trop sur quel pied danser. Certains estiment que le prochain décret devrait pouvoir contenir des clauses à ce sujet, justement parce que le règlement de l'Office n'est toujours pas en vigueur, tandis que d'autres jugent, au contraire, qu'on ne peut toucher à cette question puisqu'elle fait déjà l'objet d'une loi.

Et toute cette confusion contribue, en large partie, à prolonger un affrontement qui fait perdre des millions de dollars aux employeurs, aux employés et à l'économie québécoise en général. Car, en fond de toile à la grève qui paralyse bon nombre de chantiers, il y a toujours ces deux philosophies qui s'opposent en matière de placement. La FTQ-construction veut à tout prix garder ses bureaux syndicaux de placement tandis que l'Association des entrepreneurs exige qu'on les élimine.

Le règlement proposé par l'Office de la construction maintiendrait en place les bureaux syndicaux mais en les soumettant à un code d'éthique et à des contrôles. Ce même règlement contient, toutefois, d'autres propositions dont certaines, notamment, auraient pour effet d'assurer une priorité d'emploi aux travailleurs réguliers de ce secteur. On a besoin de ces éléments de stabilité dans l'industrie.

Selon des sources dignes de foi, le gouvernement n'aurait pas voulu approuver le projet de règlement de l'Office de la construction parce qu'il ne sait toujours pas s'il doit se résoudre, oui ou non, à abolir les bureaux de placement syndicaux comme le lui a recommandé la Commission Cliche. En approuvant le règlement, il pourrait donner l'impression qu'il apporte sa caution morale à ces bureaux.

Il y a pourtant moyen d'éviter cette interprétation. Le gouvernement n'aurait qu'à préciser que cette approbation n'est que provisoire. Il pourrait d'ailleurs, du même souffle, s'engager à modifier sa loi de façon à donner clairement mandat à l'Office de la construction de mettre sur pied ses propres bureaux de placement, étant entendu que ceux-ci ne commenceraient à fonctionner qu'à l'expiration du décret qu'on est en train de négocier. Ainsi, on ne modifierait pas les règles du jeu en plein conflit mais l'on saurait vers quoi l'on se dirige précisément, sans compter qu'on se donnerait les moyens entre-temps de rétablir un peu d'ordre dans cette industrie.

L'Office de la construction, avec les données qu'il possède déjà sur la qualité et la quantité de la main-d'oeuvre, est sûrement en mesure de constituer assez rapidement ses propres bureaux de placement pour les substituer à ceux de la FTQ. Au besoin, il pourrait requérir la coopération des agences fédérales.

Vincent PRINCE



Droits réservés

Marcel Adam

Je suis la voie et la vérité, dit M. Trudeau

Le discours remarquablement pessimiste prononcé samedi dernier à Toronto par le premier ministre Trudeau, devant une assemblée d'élus et de partisans libéraux ontariens, continue d'être commenté et ceux qui l'ont lu hier dans LA PRESSE comprennent pourquoi.

Ce discours improvisé contenait des passages d'une franchise inusitée de la part d'un chef de parti en difficulté à l'adresse de militants qui attendent ordinairement du leader des propos triomphalistes où les mensonges stimulants prennent une plus grande part que les considérations moroses.

Ce qui montre encore une fois que M. Trudeau n'est pas un homme politique comme les autres: la richesse et la complexité de sa personnalité le mettent dans une classe à part et rendent d'autant plus difficile l'analyse de ses comportements.

Parce que cet homme imprévisible et habile est souvent déroutant, il est nécessaire, avant de le juger, de porter attention à ce qu'il dit afin de voir dans quelle mesure les intentions qu'il affiche, les propos qu'il tient et les actes qu'il pose se tiennent.

La fin du discours de M. Trudeau contient un passage qu'il n'est pas courant d'entendre de la bouche d'un politicien.

"Il nous incombe, dit-il, de veiller à l'intérêt national et de prêcher en ce sens. Et c'est un exemple de ce que je vous demande de faire, dans le domaine du bilinguisme, de même que dans le domaine de l'économie et des contrôles. Et cela n'équivaudra pas à sauver le Parti libéral. Je ne suis pas celui qui s'inquiète de ce qu'il faut faire pour obtenir de meilleurs pourcentages dans les sondages, ou de ce qu'il faut faire pour regagner de la popularité au Canada. Je ne crois pas que nous devions nous poser cette question, parce que l'objectif n'est pas de regagner de la popularité au Canada. L'objectif est de trouver de bonnes réponses aux questions en ce moment... C'est en ce sens que nous ne devons pas nous inquiéter de ne pas être populaire, mais bien plutôt de ne pas être dans la vérité."

Cherchez d'abord la vérité

Celui qui n'est pas totalement sceptique au sujet de la bonne foi des hommes politiques ne peut lire un tel passage sans être favorablement impressionné. Ceux qui connaissent un peu M. Trudeau savent en effet qu'il n'est pas un homme à ajuster chaque jour ses idées et ses actions politiques en fonction de sa cote présente ou future de popularité. Mais il est assez politicien et il aime assez le pouvoir pour ne pas ignorer le tintement de la sonnette d'alarme et soigner sa popularité le moment venu. Et ce temps est venu.

Quand M. Trudeau conseille aux libéraux de ne pas se soucier d'abord de la popularité du gouvernement libéral mais de faire en sorte qu'il soit dans la vérité, autrement dit qu'il réponde aux besoins et aux attentes du peuple, il professe implicitement que si le gouvernement fait cela, lui et le Parti libéral s'en porteront mieux.

Mais, paradoxalement, M. Trudeau met longuement l'accent sur l'organisation du parti comme gage de réussite, attribuant à sa piètre organisation actuelle ses déboires: perte de contact avec de larges couches de la population; désaffection chez les groupes ethniques, les jeunes et les femmes; piètres succès dans les Maritimes et dégradation au rang de tiers parti dans l'Ouest.

Si l'organisation est importante pour un parti en vue de remporter une victoire électorale à tous les trois ou quatre ans, ce n'est pas elle qui rend acceptables, entre temps, les politiques d'un gouvernement, le style et le leadership d'un premier ministre.

"Je sais, dit M. Trudeau, que l'on ne peut faire de l'organisation si l'on n'a pas le feu au ventre, si l'on n'a pas foi en quelque chose. Si notre organisation ne se renforcit pas et ne parvient pas à attirer de nouveaux secteurs de la population, c'est peut-être l'indication d'un fait encore plus inquiétant, à savoir que les libéraux n'auraient plus ce sens d'une mission à accomplir et ce désir de guider les destinées de ce pays au cours du prochain quart de siècle."

Il est intéressant de noter ici que M. Trudeau tient responsable l'organisation du parti et non les politiques gouvernementales du peu d'attrait qu'exerce son parti sur la population, comme si c'étaient les militants, qui n'ont pratiquement rien à voir dans la gestion du pays, qui sont responsables de cette désaffection, plutôt que le gouvernement qu'il dirige. Et il reproche aux militants libéraux de ne plus avoir le feu au ventre, de manquer de zèle missionnaire, oubliant qu'ils reflètent sans doute le même désenchantement que celui qu'il constate dans la population à l'égard du gouvernement libéral.

Cherchant une explication à cette passivité des militants, M. Trudeau se demande si les libéraux, qui ont été au pouvoir durant la plus grande partie du vingtième siècle, ne se sont pas habitués à être le gouvernement. Mais il aurait pu se poser une question encore plus fondamentale: les libéraux n'ont-ils pas été trop longtemps au pouvoir, n'auraient-ils pas de ce fait perdu leur faculté d'adaptation aux réalités nouvelles et perdu en même temps le contact avec de larges secteurs de la population qui n'y voient pas le reflet de leurs préoccupations et de leurs attentes?

Le sens de la destinée nationale

Il ne pouvait évidemment pas poser le problème de cette manière, lui qui affirme que ce qui différencie les libéraux des conservateurs c'est que les premiers ont le sens de ce que le pays devrait faire pour lui-même, qu'ils savent ce que veut le Canada, quel sorte de pays nous voulons pour nos enfants en l'an 2000.

Soulignons tout de suite une contradiction, dans cette affirmation, avec ce qu'il déplorait un peu plus tôt: l'absence du désir, chez les libéraux, de guider les destinées de ce pays au cours du prochain quart de siècle. A moins qu'il prête à tout le parti son propre projet national. Ce qui n'est pas mauvais puisque c'est une manière louable d'exercer un leadership, mais il ne faut pas alors en tirer une différence fondamentale entre les libéraux et les conservateurs de la base.

D'abord être compris

M. Trudeau a dit quelque chose de très important qui contient en germe la solution aux problèmes qui affligent son gouvernement et par ricochet son parti.

"Nous n'entrons pas en politique, a-t-il dit, pour le simple plaisir d'administrer nos départements, notre pays, ou de prodiguer nos conseils aux hommes et aux femmes qui administrent le pays." Et c'est là qu'il a parlé du sens de la destinée du pays que les libéraux ont et que les conservateurs n'ont pas.

A ce propos, on pourrait paraphraser la parole évangélique et dire: A quoi sert de caresser un projet d'avenir si le présent échappe, si les politiques d'aujourd'hui sont inadéquates ou inacceptées parce que mal expliquées et incomprises? Comment construire l'avenir si les problèmes actuels ne trouvent pas de solutions qui paveront la voie de ce qu'on veut être dans vingt-cinq ans?

Ce qui transperce et agace tout au long de ce discours c'est que M. Trudeau est seul à comprendre les grands enjeux actuels et futurs du Canada, qu'en lui seul se trouvent la voie et la vérité.

En politique comme en journalisme, on ne doit pas oublier que si ceux à qui on s'adresse ne comprennent pas, le responsable est celui qui n'a pas su se faire comprendre. Or, comment M. Trudeau peut-il espérer réussir dans sa mission de réconcilier ce pays dans une meilleure compréhension réciproque, si lui-même ne réussit pas à se faire comprendre?

Le Star de Montréal disait avec raison l'autre jour que dans une telle situation il est plus difficile pour un gouvernement de changer les choses que pour le peuple de changer de gouvernement.

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 9 OCTOBRE 1976



un hôpital à la diable

CLAIRE DUTRISAC

Centre hospitalier ou hôtel de troisième ordre?

— 1 —

Se peut-il qu'en 1976, un hôpital moderne en soit réduit à utiliser, comme débarbouillettes, des morceaux de serviettes, grands comme la main et tout échiffés, ou même des chiffons "J"?

C'est pourtant la situation qui prévaut à l'Hôpital régional de la Mauricie, à Shawinigan, un centre hospitalier qui a ouvert ses portes en 1972 seulement. Il compte 250 lits.

Un dénuement total

Lors de ma visite, samedi, le 25 septembre dernier, après avoir vu les lingeries de chaque étage, je n'ai trouvé que dix débarbouillettes dignes d'être ainsi désignées.

Partout, les piles de draps, d'alèses, de taies d'oreillers étaient nettement insuffisantes pour qu'on puisse changer les lits que des malades allaient inévitablement souiller, au cours de la fin de semaine. D'ailleurs, dès le dimanche soir, on a manqué de literie.

A la pédiatrie, j'ai moi-même, sur un drap destiné à un lit de bébé, gratté du plâtre séché... "Il vient de l'orthopédie, a expliqué une infirmière. Parfois, on se trompe ainsi de paquets de linge..." Les taies d'oreillers, à l'occasion, servent de sacs pour le linge souillé.

Fréquemment, on doit déclarer des serviettes pour les convertir en débarbouillettes et de grands draps pour en faire des petits pour les enfants et les bébés.

A la pouponnière, j'ai vu des nouveaux-nés auxquels on avait mis une couche aussi improvisée que les débarbouillettes; puis, faute de mieux, on avait entortillé les poupons dans un morceau de coton.

En médecine, ce samedi-là, il y avait dix "guenilles" pour laver 38 malades durant trois jours. La literie et la lingerie arrivent souvent aux départements avec des retards considérables. "Presque toutes les fins de semaine, les patients ne sont pas lavés. Ça va au mardi, parfois," s'est-on plaint.

Il était facile d'imaginer la pénurie du soir en voyant les petites piles de draps de chaque département, le matin. "On se fait reprocher de changer le lit de malades alités 24 heures sur 4!" J'ai d'ailleurs lu une note de service, affichée, précisant qu'on ne doit pas changer les lits plus souvent que trois fois par semaine, sauf en cas d'absolue nécessité. Rares sont les infirmières qui font ce travail par caprice...

Les malades les plus avisés apportent leurs serviettes et leurs débarbouillettes en entrant à l'hôpital.

En obstétrique, pour assister le médecin, les infirmières doivent endosser une "jaquette de maternité" au lieu des robes traditionnelles. Son ampleur gêne les gestes de l'infirmière qui doit la tenir d'une main et faire attention à ce que les manches pendantes ne se prennent pas dans les instruments.

De leurs deniers...

En pédiatrie, c'est le personnel infirmier qui, depuis l'ouverture de l'hôpital, a acheté les vêtements des enfants, reléguant aux oubliettes les jaquettes blanches et rugueuses fournies par l'hôpital.

L'Administration a bien acheté quelques pyjamas plus attrayants que les jaquettes, mais en petit nombre; et ils sont trop grands pour les bébés.

Ce qui fait qu'une pédiatrie est moins rebutante pour un enfant malade, ce sont les infirmières qui l'ont achetée ou "quêté" ou fabriqué. La liste est longue de ces objets puisqu'elle va de pyjamas minuscules aux couleurs vives à de petites baignoires, en passant par des jouets.

Énumérons quelques articles, pour l'édification du lecteur: dessins colorés représentant des personnages du monde enfantin, un parc pour les bébés, des jouets, de petites et de grandes chaises berceuses, des robes de chambre, un seau à couches, un miroir, des pantoufles (la mère d'une infirmière les tricote), des bavettes, des camisoles, des couches de plastique, un tourne-disque et des disques, un appareil de télévision pour les cas d'isolement, une table à cartes et des jeux de toutes sortes, des livres et revues, etc.

En me montrant tout cet équipement dû à la générosité ou à l'initiative des infirmières, Mlle Charlotte Bouchard, présidente de l'Alliance des Infirmières de Shawinigan, a eu cette remarque amère: "Et ce sont ces filles-là qu'on a traînées en Cour, comme des criminelles..."

"Ça s'endure..."

Au chapitre de l'alimentation, la situation n'est guère plus reluisante. Selon un employé de la cuisine, il n'y a pas de chef cuisinier. "Chacun fait ce qu'il peut, comme il veut..." m'a dit un cuistot. D'après le personnel infirmier, les malades se plaignent souvent de la nourriture et disent que "ça n'est pas mangeable". Le menu du midi, lors de ma visite, m'a paru acceptable, bien que les légumes aient été rares. Le repas du soir n'aurait guère sollicité mon appétit; encore moins chatouillait-il celui d'un malade.

A la pouponnière, on manque souvent de lait. On prend les échantillons donnés en cadeaux aux mères par des compagnies. "Ce n'est pas toujours le type de lait prescrit et pour les prématurés, c'est un inconvénient qui peut être sérieux. Mais quand on n'a pas de lait..." La jeune infirmière-auxiliaire hausse les épaules d'un air fataliste.

Les patients interrogés au sujet de la nourriture ont répondu sans enthousiasme: "Oui, on mange bien..." Il faut comprendre qu'ils hésitaient à se confier à une inconnue dont ils ignoraient même la fonction.

Un homme, plus audacieux, a grogné, dans un sourire mi-figue, mi-raisin: "Ça s'endure..."

"On risque des catastrophes..."

Faute d'équipement adéquat, "on risque des catastrophes..." m'ont confié les infirmières. Par exemple, on manque de cabarets à trachéotomie. Quand une personne étouffe ou qu'un arrêt cardiaque se produit, ce n'est pas le temps de courir après les cabarets d'urgence. D'autant plus que l'ascenseur (même celui réservé aux cas d'urgence) se fait prier plusieurs fois avant de fonctionner. La porte s'ouvre et se referme sans que l'ascenseur bouge. J'en ai fait l'expérience, lors de ma visite. Alors, quand les minutes font la différence entre vivre et mourir...

Le 18 février 1975, les infirmières ont dû faire une journée d'étude pour obtenir: a) cinq chaises pour les malades de la salle de courts séjours où vont les cas d'hospitalisation de moins de 24 heures. Ces malades devaient attendre debout, en jaquette, leurs vêtements sur les bras, que le lit soit prêt; b) un vestiaire pour ces mêmes malades; c) une bonbonne d'oxygène en cas de complications.

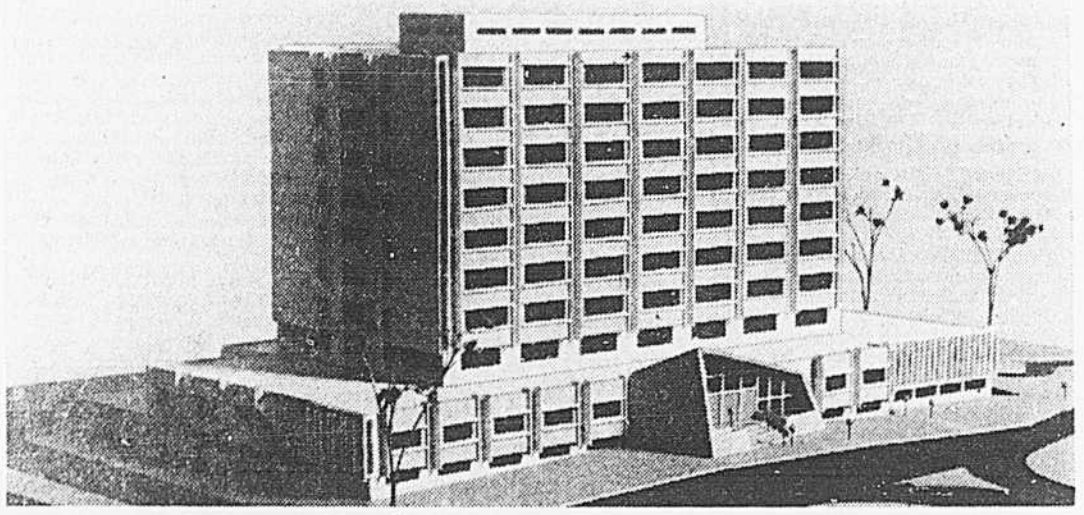
Dans cet hôpital, l'un des plus modernes de la province, des installations pour l'oxygène ont été prévues, dans les murs, mais on avait oublié que cette salle pouvait aussi en avoir besoin.

On doit parfois donner des lavements en utilisant une douche vaginale, (même pour des hommes) faute de plateau à lavement.

Lors de la journée d'étude de 1975, on avait demandé l'installation d'une cloche d'alarme à l'urgence pour appeler au secours lorsque des cas de psychiatrie, présentant un danger, survenaient. Ce fut accordé... non réalisé.

Dans tous les départements, on manque de sacs à glace, de ciseaux, de matériel dit "disposable" (on le re-stérélise). Il paraît que les instruments disparaissent... Si bien que l'on a fixé les ciseaux à la table par une chaînette! Le maniement de ces ciseaux n'en est pas facilité.

Les médecins aussi se plaignent amèrement de cette situation. Il semble que leur influence soit aussi nulle que celle de la directrice du nursing.



L'hôpital régional de la Mauricie, à Shawinigan, est en réalité tout neuf. Il a été inauguré en 1972. C'est un des plus modernes du Québec. Mais certains services y ont la qualité de ceux d'un hôtel minable.

LUNDI: Problèmes de sécurité



en route pour Paris

LYSIANE GAGNON

François Cloutier nage maintenant en plein bonheur

AH, COMME il avait l'air heureux, M. François Cloutier, lorsqu'il faisait cette semaine ses adieux aux représentants de la presse québécoise avant de s'envoler pour Paris en tant que nouveau délégué général du Québec...

Souriant, détendu, parlant tour à tour en tant que "fonctionnaire", "simple citoyen" ou "ex-ministre", multipliant les déclarations de principe sur l'avenir de la francophonie (et ce, sans doute davantage à l'intention des représentants du consulat de France qui avaient été invités à cette conférence de presse), et prenant visiblement plaisir à se citer lui-même ("Déjà, en 1970, dans une conférence au Collège de France, je disais..."), M. Cloutier donnait en même temps son dernier numéro d'homme politique, et son premier numéro de diplomate.

L'homme politique, ex-ministre des Affaires culturelles et de l'Immigration puis, à partir de 1971, de l'Éducation et enfin, depuis juillet 75, des Affaires intergouvernementales, l'homme politique, donc, se répétait. Oui, le Québec a encore place dans la Confédération — avec une redéfinition des pouvoirs; oui, la loi 22 était une grande chose et, au chapitre de la langue d'enseignement, la solution "la moins mauvaise"; oui, tout ira bien entre le nouveau délégué général du Québec et l'ambassadeur canadien à Paris; oui, le Québec a un grand rôle à jouer dans l'élaboration d'une terminologie technique française — et d'ailleurs, ne le disait-il pas lui-même en 1970, devant le Collège de France...

Sur la loi 22, c'est presque textuellement que M. Cloutier se répétait. Il la justifiait exactement de la même façon, et dans les mêmes mots, qu'il la défendait en 1974, au moment de l'adoption de ce projet de loi si controversé. Comme si jamais, depuis, le doute n'avait un seul instant effleuré cet homme qui a toujours paru si sûr de lui — trop sûr de lui, trop agressivement sûr de lui pour que cette assurance soit profonde et réelle.

Malgré le ton conciliant que lui inspirait ce jour-là son nouveau statut — tant espéré, tant attendu — de diplomate, M. Cloutier ne pouvait s'empêcher de reprendre l'un de ses thèmes préférés: "Les nationalistes traditionnels ont toujours été un facteur de retard..."

C'est à peu près cela qu'il disait chaque fois qu'il se sentait sur la défensive en matière de politique linguistique, et je me souviens de bien d'autres conférences de presse où, sans avoir été le moindrement provoqué, M. Cloutier se lançait à brûle-pourpoint dans des charges extrêmement hargneuses contre les "nationalistes" — catégorie qui englobait alors indistinctement les anciens unionistes, les indépendantistes, les péquistes, François-Albert Angers, une partie du clergé d'antan, etc.... Car cet homme, qui faisait figure d'intellectuel parmi les Libéraux, qui était en tout cas le plus articulé, le plus instruit et le plus "cultivé" (au sens très traditionnel du terme) de tous les membres du cabinet, était aussi l'un des plus "partisans", comme s'il sentait chaque fois la nécessité de faire la preuve qu'il était un vrai libéral.

Cette semaine, pourtant, quelque chose avait changé: coiffant le tellectuel du "simple fonctionnaire" et laissant au vestiaire la casquette du politicien, M. Cloutier concédait noblement que "l'option autonomiste a toujours été parfaitement légitime et est aujourd'hui incarnée par un parti politique", et affirmait qu'il continuerait à servir, comme délégué général, sous un gouvernement indépendantiste, à condition qu'il n'ait pas "une éthique qui ne corresponde pas à la mienne, soit d'extrême droite, soit d'extrême gauche". La précision était inutile: tout le monde sait bien que le PQ n'est ni d'extrême droite, ni d'extrême gauche.

Un calcul?

On pourrait croire à première vue que M. Cloutier tentait ainsi de protéger ses arrières et de s'assurer qu'il pourrait garder son poste à Paris, dans l'hypothèse (en vérité improbable) où le PQ prendrait le pouvoir dès la prochaine élection. Cela serait vraiment trop simpliste. M. Cloutier n'aurait jamais la naïveté de croire qu'un gouvernement péquiste le maintiendrait à ce poste. Sans doute voulait-il plutôt se démarquer vis-à-vis de son ancien parti, et bien montrer qu'il entend, en tant que haut fonctionnaire et diplomate, représenter à Paris tous les Québécois, au-delà des options politiques partisanes.

À moins que cette nouvelle ouverture à l'endroit de l'option souverainiste — mais surtout ses propos concernant le rapatriement unilatéral de la constitution, éventualité qu'il dénonce vigoureusement en tant qu'ex-ministre des Affaires intergouvernementales — ne s'inscrivent dans la ligne de la stratégie que le parti libéral est en train de développer au sujet de la constitution.

Auquel cas il faudrait croire qu'en parlant ainsi, M. Cloutier gardait encore le chapeau du politicien. Exemple: "Si le Québec devait se sentir de plus en plus mal à l'aise dans la fédération canadienne, je n'hésite pas à dire qu'il (le Québec) n'en serait pas responsable (cela serait dû à la mauvaise volonté des autres provinces)."

Plus tard, interrogé sur l'attitude du Québec face à un rapatriement unilatéral de la constitution, M. Cloutier répond: "Québec s'y opposera... mais comment? Demandez-le au Premier ministre. Mais cela pourrait justifier bien des choses, y compris — je parle en citoyen ordinaire — la recherche d'un mandat clair..." (autrement dit: des élections sur ce thème-là).

Chose certaine, M. Cloutier n'a jamais été un homme transparent. Peu de gens l'ont vraiment connu pendant son séjour de six ans au gouvernement. Dans son ancien milieu professionnel — les psychiatres montréalais —, beaucoup lui reprochaient son engagement politique, et il n'est pas sûr que cet homme ait été très aimé dans les milieux libéraux. Toujours correct et poli mais constamment sur la défensive, le ministre Cloutier était probablement un homme très seul, et peut-être gagnait-il à être mieux connu, car il est significatif que le petit groupe de collaborateurs dont il s'est entouré lui est resté attaché.

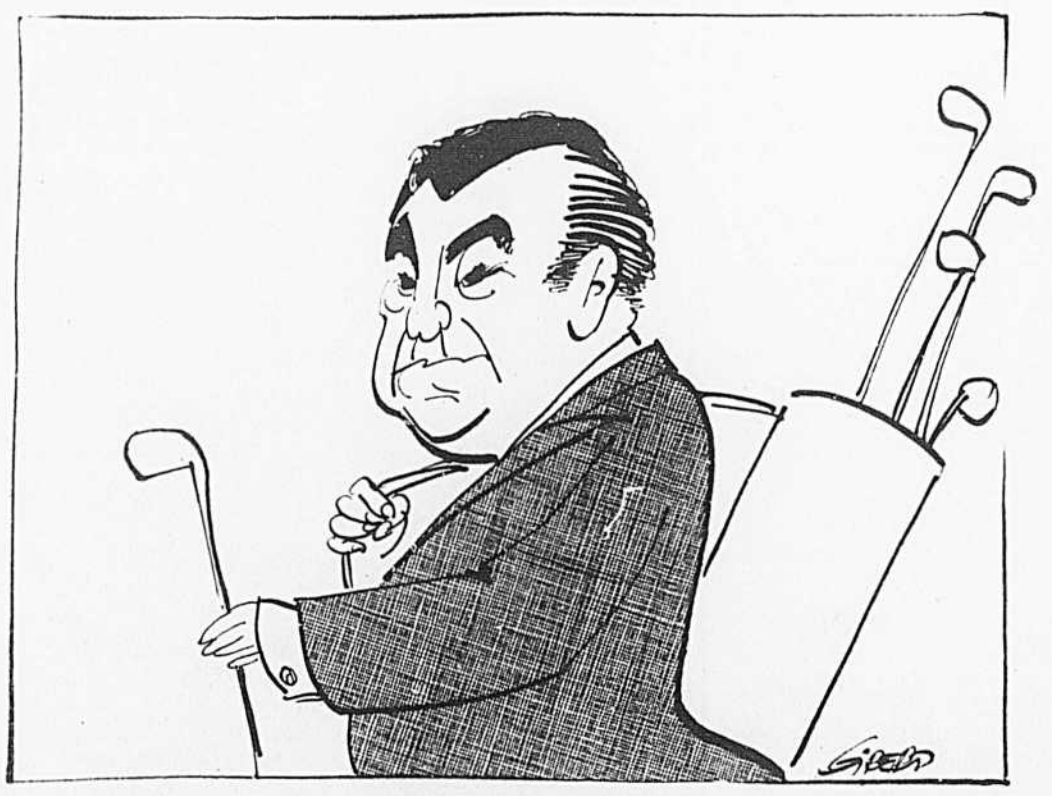
Son agressivité sporadique, étonnante chez un homme de sa formation, doit sans doute s'expliquer par une hypersensibilité à la critique, et il faut bien dire que les critiques ne l'ont pas ménagé, lorsqu'il a assumé, seul, la défense du bill 22.

Aujourd'hui, il se fait un titre de gloire d'avoir parrainé cette loi qui, affirme-t-il, fait l'admiration des parlementaires belges et français par son caractère "astucieux et inédit" (au chapitre de la francisation des entreprises notamment).

Mais en réalité, c'est d'autres choses, beaucoup moins spectaculaires, qu'il pourrait se vanter. Ainsi, c'est lui qui a amorcé une opération lente, difficile mais nécessaire, au ministère de l'Éducation: la décentralisation des structures de l'enseignement.

Les commissions scolaires ont aujourd'hui un peu plus de marge de manoeuvre sur le plan financier, et la direction générale de l'enseignement élémentaire et secondaire est maintenant scindée en trois, ce qui devrait faciliter les liens avec la base et apporter un peu de souplesse dans le système; il a en outre donné suite aux promesses qu'il avait faites en prenant la responsabilité du ministère, lorsqu'il a débloqué des fonds considérables pour l'amélioration de l'enseignement des langues.

A Paris, M. Cloutier, enfin dégagé des mesquineries et des conflits de la politique partisane, sera probablement un délégué général affable, ouvert et consciencieux — et cela, d'autant plus que tout indique qu'il y sera heureux comme un poisson dans l'eau. Il admet volontiers, d'ailleurs, qu'à 54 ans, il privilégie la notion du bonheur... et c'est peut-être cet aveu simple et clair qui constitue, en dernière analyse, la plus belle déclaration de sa carrière... ou, plus précisément: la moins grandiloquente et la plus émouvante.



Droits réservés

pleins feux
SUR L'ACTUALITE

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 9 OCTOBRE 1976



la semaine

REGINALD SPINHAYER

MOINS d'un an apres un débrayage qui perturba gravement l'économie nationale en privant tout le Canada de services postaux pendant quarante-trois jours, les quelque 23,000 trieurs et autres employés sédentaires de la Poste canadienne ont entrepris une série de grèves tournantes et paralysé de nouveau l'acheminement du courrier dans divers centres urbains du pays pour protester contre des mesures de mécanisation que les autorités fédérales auraient adoptées sans l'approbation du syndicat des postiers, et ce contrairement aux prescriptions de leur convention collective.

De premiers débrayages de vingt-quatre heures ont notamment frappé les villes de Vancouver, C.-B., d'Edmonton, Alberta, Saint-Jean, T.-N., ainsi que d'Ottawa et London, en Ontario, mais



Montreal a été épargnée en dépit d'un vote de grève d'ores et déjà pris par environ 60 p.c. des postiers de la région.

La propagation du conflit a toutefois été enrayée dans l'espoir que des négociations aboutiraient avant l'audition d'une requête d'injonction que le ministère des Postes a introduite devant un tribunal d'Ottawa pour interdire les grèves.

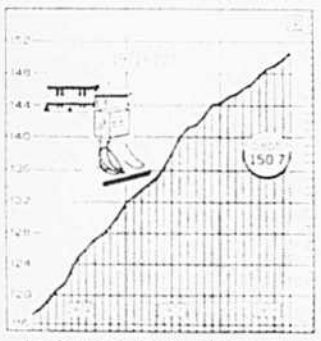
France: grèves contre les mesures d'austérité

Tandis que des débrayages perturbaient l'activité économique à travers la France entière en réponse à un ordre de grève de vingt-quatre heures lancé par trois des plus grandes centrales syndicales du pays, plus de cent mille personnes ont défilé dans les rues de Paris pour marquer leur opposition aux mesures d'austérité décrétées quinze jours plus tôt par le gouvernement français en vue de réduire de moitié l'actuel taux d'inflation de 11.5 pour cent.

Le cortège des protestataires, qui prétendent que le plan gouvernemental affectera principalement le bien-être des salariés, comprenait non seulement des ouvriers mais aussi des policiers, des pilotes de lignes, et même des membres du personnel des bureaux du premier ministre Raymond Barre.

L'inflation réduite par le prix des aliments

Statistique Canada a révélé que le coût de la vie avait encore grimpé de 0.5 pour cent en moyenne durant le mois dernier au Canada, obligeant les consommateurs à débourser $150.70 pour vivre comme ils pouvaient le faire avec $141.50 en septembre 197 , et avec $100 en 1971.



La hausse, imputable surtout aux récents relèvements du prix des produits pétroliers comme l'huile de chauffage et l'essence, aurait cependant été sensiblement plus élevée sans la persistance d'une baisse du coût des denrées alimentaires.

Ces dernières, qui échappent aux contrôles anti-inflationnistes du gouvernement fédéral, expliquent que l'inflation enregistrée au pays pendant les douze derniers mois n'a été que de 6.5 p.c. A l'exclusion du secteur de l'alimentation, la hausse des prix a été de 9.3 pour cent en moyenne.

RFA: le centre-gauche reste, mais affaibli

C'est avec une majorité fortement réduite de 45 à huit sièges seulement que la coalition des sociaux-démocrates et des libéraux de la république fédérale d'Allemagne s'est maintenue au gouvernement de Bonn, à l'issue d'élections auxquelles ont participé 91 pour cent des 41.9 millions de citoyens appelés aux urnes dans ce prospère pays européen où l'inflation n'atteint que quatre pour cent.

Les sociaux-démocrates du premier ministre Helmut Schmidt ont vu tomber leur représentation à 213 des 496 fauteuils parlementaires à pourvoir, tandis que leurs alliés en décrochaient 39 et que l'opposition chrétienne-démocrate, centre-droite, en recueillait 244.

Attentat et regain de tension, en Espagne

Le gouvernement de Madrid a renforcé sa lutte à la guérilla urbaine et d'imposantes manifestations se sont déroulées à la suite d'un violent attentat commis dans la ville de Saint-Sébastien, dans le nord du pays, où un éminent politicien de droite a été massacré à coups de mitraillette en même temps que son chauffeur et trois policiers.

Les meurtriers ont disparu aussitôt après le coup, qui aurait ultérieurement été revendiqué par des séparatistes et gauchistes basques. Une centaine de suspects ont été arrêtés.

L'événement, le pire du genre à survenir en Espagne depuis l'assassinat du premier ministre Carrero Blanco en 1973, a fait suite à une vague de grèves par près d'un demi-million de travailleurs de la même région, la plus industrielle du pays.

Coup d'État militaire et tuerie, en Thaïlande

Alléguant l'existence d'un complot communiste et proclament sa volonté de défendre la démocratie, une junte militaire dirigée par l'amiral Sangad Chalawayu a renversé le gouvernement civil de Bangkok, aboli la constitution, institué une censure de la presse et décrété la loi martiale dans ce pays du Sud-est asiatique comptant environ 42 millions d'habitants.



Le coup a suivi de peu de graves troubles civils survenus dans le quartier universitaire de la capitale, où une quarantaine de personnes sont mortes et quelque 200 autres ont été blessées lors d'affrontements opposant policiers et éléments de droite à des militants gauchistes. La plupart des victimes sont des étudiants de gauche dont plusieurs ont été lynchés, horriblement mutilés et incinérés en monceaux sur place.

Pollueurs sévèrement punis, aux États-Unis

Une amende record de $13.2 millions a été imposée à l'importante compagnie américaine Allied Chemicals pour avoir délibérément pollué une rivière de l'État de Virginie en y déversant des résidus hautement toxiques au mépris de nombreuses mises en garde formulées par des protecteurs de l'environnement.

Ordonnée par un juge de Richmond, cette pénalité ne fait qu'ajouter aux ennuis de l'entreprise qui est déjà poursuivie au civil pour un total de $200 millions en raison de l'empoisonnement présumé d'un bon nombre de ses employés ainsi que des pertes subies par des pêcheurs de la baie de Chesapeake, où les substances dangereuses finissaient par aboutir.

Toujours au chapitre de la pollution, plusieurs États américains de la même région de la côte est du pays ont décrété des précautions spéciales après avoir détecté des retombées radioactives provenant d'une explosion nucléaire expérimentale en République populaire de Chine.

Faits divers étrangers

Dans l'État mexicain de Basse-Californie, au moins 500 personnes ont été tuées par un ouragan qui a causé l'effondrement d'une digue protégeant un quartier populeux de La Paz, à l'extrémité de la péninsule. L'ouragan aurait en outre détruit les habitations de 40,000 autres victimes en Californie mexicaine et à l'intérieur du pays.

En Grande-Bretagne, les dirigeants des usines d'automobiles British Leyland ont obtenu une réaction jugée "positive" de leurs travailleurs après avoir menacé de fermer boutique et de mettre cent mille hommes en chômage à défaut d'une augmentation de la productivité.

Au Chili, où une junte fasciste règne depuis la mort du président Salvador Allende et le renversement de son régime socialiste élu, il y a trois ans, le général-président Augusto Pinochet a prévu que l'inflation atteindrait "seulement" 190 pour cent en 1976.



la grève du 14 octobre

PIERRE VENNAT

D'abord pour le porte-monnaie; pas au nom d'une idéologie

MÊME SI LA journée de jeudi prochain promet d'être historique, quel qu'en soit le résultat, ne serait-ce que parce qu'il s'agira de la première véritable grève générale pan-canadienne, il ne faudrait pas croire que l'on approche du "grand soir" au Canada, ni même que les travailleurs canadiens ont inventé quelque chose de nouveau.

Bien sûr, il n'y a jamais eu de grève générale à l'échelle nationale, ni du reste à l'échelle américaine et il est donc compréhensible que dans les milieux politiques et financiers fédéraux, l'on s'interroge et l'on s'inquiète sur l'ampleur du phénomène.

La grève générale la plus illustre, outre-Québec, est celle qui s'est déroulée à Winnipeg en 1919. Si elle a été déclenchée par l'action de syndicats de métiers, on sait qu'elle a été inspirée et animée par le One Big Union, d'idéologie anarcho-syndicaliste, pour qui le pouvoir était au bout de la grève. Rien de semblable, donc, avec le mouvement de jeudi prochain.

Notre "mai 72"

Par ailleurs, au Québec, si l'on n'a rien connu de semblable au mai 1968 en France, il n'en demeure pas moins que nous avons connu notre "mai 1972" alors que le secteur privé débraya massivement, en plusieurs endroits de la province, pour protester contre l'emprisonnement des trois présidents de centrale. A cet égard, il n'est pas certain que le débrayage de jeudi prochain ait le même impact que ceux de mai 1972 et par conséquent, pour les Québécois, la grève générale ne représente rien de nouveau.

D'ailleurs, sans minimiser l'impact de la journée de jeudi, on peut dire que certains débrayages du Front commun de la fonction publique, surtout en 1972 alors que le Syndicat des fonctionnaires provinciaux faisait encore partie de la CSN, ont eu plus d'impact, alors qu'administration publique, hôpitaux, écoles, collèges, tout était fermé et que plus de 200,000 Québécois étaient "dans la rue" en même temps.

Jusqu'ici, il faut bien le dire, le phénomène des débrayages entraînant dans la tourmente des centaines de milliers de travailleurs en même temps est un phénomène strictement québécois. Même nos grèves de la construction sont un phénomène unique, puisque nulle part ailleurs n'existe une telle négociation sectorielle.

Rien d'international

Le seul point commun qu'auront les contestataires de jeudi prochain sera la protestation contre le contrôle des salaires.

En ceci, la contestation des syndiqués canadiens s'apparente à celle de leurs confrères français, quoique pour les stratèges de la FTQ et du CTC, où l'intellectualisme et l'internationalisme ne jouent pas bien fort, l'exemple français de cette semaine n'entre nullement en ligne de compte. "Je n'en avais pas entendu parler avant la veille", de dire jeudi le président de la FTQ, Louis Laberge, tandis que le directeur du Service d'action politique de la même centrale, André Leclerc, ajoutait que "la majorité de nos membres ne savent même pas qu'il y a eu grève générale en France".

Bref, il serait inutile de chercher une quelconque stratégie syndicale internationale contre les contrôles et il n'est même pas certain que les syndicalistes canadiens se serviront des leçons de la grève française, qui semble avoir été un succès, du côté participation.

Là où la ressemblance s'arrête, c'est que la grève française est beaucoup plus politique, puisqu'en France on adhère au syndicalisme "par choix idéologique" et que les syndiqués sont beaucoup plus politisés qu'ici.

La Confédération générale du travail (CGT) a donné son adhésion au programme commun des partis de gauche, la Confédération française démocratique du travail



Photo PC

Cette jeune fille de Vancouver est anti-anti-anti-inflation puisqu'elle proteste contre ceux qui vont protester contre les mesures Trudeau, le 14 octobre.

(CFDT) est favorable à un socialisme autogestionnaire dans les faits et non seulement dans les déclarations de principe, bref, il s'agit d'une véritable déclaration de guerre des travailleurs français contre le gouvernement de l'économiste Raymond Barre et la plus forte contestation syndicale depuis les événements de mai 1968 en France.

Au Canada, rien de tel.

Il n'y a qu'au Québec où les trois centrales CEQ-FTQ-CSN sont tombées d'accord pour un programme de "mesures de justice" où la contestation prend quelque peu une allure politique.

Ailleurs, il faut bien le dire, il s'agit plutôt de défendre la tribune du Congrès du travail qui somme toute, ne fait que réclamer sa part du gâteau".

Le document "Manifeste du monde du travail pour le Canada", qui constitue la plateforme du CTC, ne signifie rien de plus, quand on y regarde par deux fois, que le désir maladroit des syndicalistes pan-canadiens d'obtenir "leur part du gâteau" en se cachant derrière la "social-démocratie".

Au Québec, les trois centrales CEQ-FTQ-CSN, qui demandent notamment le relèvement du salaire minimum à $4.35 l'heure indexé trimestriellement au salaire moyen au Québec et un tas d'autres mesures sociales, sont tombées toutes trois d'accord pour déclarer leur refus de collaborer avec tout système de contrôle salarial, "même au prix d'une collaboration tripartite entre les syndicats, le patronat et le gouvernement".

On a l'impression toutefois que ces "mesures de justice" ne pesent pas lourd dans la balance de ceux qui débraieront jeudi, même au Québec, et que c'est plutôt le gel des salaires qui agace toutes ces gens et les force à réagir.

Le gouvernement canadien n'aura donc pas à trembler même si la journée du 14 est un succès: les travailleurs canadiens défendent leur portefeuille, mais ils ne veulent pas la révolution. La venue d'un parti travailliste n'est donc pas pour demain et même si le NPD a officiellement endossé le débrayage, le succès éventuel du 14 ne lui amènera pas plus de votes, du moins au Québec.



le public a des droits

JEAN-PIERRE BONHOMME

La protection de l'environnement ne se fait pas en catimini...

DANS LA LONGUE chronologie que les fonctionnaires au service de l'Assemblée nationale ont préparée relativement au problème du mercure au Québec et qu'ils viennent de mettre à la disposition des spécialistes il y a des faits qu'il vaut la peine de se remémorer.

Il vaut la peine de noter que le principal comité chargé d'étudier les effets nocifs de la présence du mercure dans le milieu sur la santé des humains, le comité qui porte le nom du Dr André Barbeau, a éprouvé des difficultés à obtenir les renseignements que les Services de Protection de l'environnement du Québec et les autres agences gouvernementales ont recueillis sur les taux de mercure en présence dans les organismes vivants. Le dossier chronologique rappelle pertinemment, à cet égard, le voeu de ce comité d'étude pourtant formé, lui-même, par un ministère provincial, celui des Affaires sociales, selon lequel le gouvernement devrait reconnaître, dans la pratique, que les données sur le mercure, concernent le public et lui appartiennent de droit. "Il n'y a pas de place pour la confidentialité dans ce domaine", précisent les auteurs du comité Barbeau sur les effets médicaux et toxicologiques du mercure.

La connaissance répandue des faits

Cela paraît être une évidence puisque la santé et le bien-être des citoyens dépendent de la connaissance des faits. Aussi peut-on s'étonner du fait que le ministre responsable des Services de protection de l'environnement du Québec, M. Victor Goldbloom, n'ait pas encore rendu public l'autre rapport préparé à son intention, avec la collaboration de l'Institut national de la recherche scientifique (section eau), sur les effets spécifiquement environnementaux de la pollution par le mercure. Ce dernier rapport, remis au gouvernement sous forme "préliminaire", au mois de juin dernier, et sous forme définitive le mois passé restent encore officiellement secrets. On ne voit pas comment cela rend service à la société scientifique et à la société dans son ensemble.

Car seule la connaissance répandue des faits pourra permettre de trancher dans le débat qui concerne la manière d'entreprendre les études médicales et environnementales, relatives aux pollutions.

Ce que l'on sait, en regardant par les portes de côté, c'est que les méthodes de travail sur la recherche environnementale, exposées ou proposées par les auteurs du rapport interministériel sur les effets environnementaux, ont pu paraître trop globales ou ésotériques aux yeux du gouvernement. Si c'était le cas il faudrait que les responsables gouvernementaux disent pourquoi les méthodes proposées par les universitaires de l'INRS-eau, largement responsables de l'étude, doivent être rejetées.

L'opinion publique concernée

Ce débat là concerne l'opinion publique. Il la concerne parce que la question de la salubrité du milieu touche les choix sociaux qui dépassent les interventions limitées à des secteurs fussent-ils médicaux ou biologiques. Il y a des dangers à confier l'étude de l'environnement aux représentants d'une seule discipline ou d'un seul ministère. On peut souligner, par exemple, que, malgré ses bonnes intentions, le ministère des Affaires sociales du Québec, responsable de la santé des Québécois n'a pas de médecin-expert en toxicologue à son service. Pourtant s'il y a un territoire dans le monde qui devrait avoir recours aux services des représentants de cette branche de la médecine c'est bien le Québec. C'est ici, en effet, qu'on trouve les problèmes de contamination de l'atmosphère et de l'eau les plus graves. Et ce ne sont pas tous des problèmes qui touchent le nord-ouest. Ce sont des problèmes qui affectent surtout les Montréalais et les citoyens des Cantons de l'est. La pollution par l'amiante, par exemple, est particulièrement grave et ce ne serait pas une faute de dire qu'elle est aussi importante que celle du mercure.

Les nécessaires méthodes de rationalisation

L'étude du milieu environnemental, de fait, ne peut être étudié avec sérieux qu'avec la participation des scientifiques réunis dans un cadre de recherche comme celui de l'Institut national de la recherche scientifique où la question peut être abordée dans ses dimensions les plus larges, dans sa perspective spécifiquement environnementale, tenant compte de l'apport que constitue l'expertise en toxicologie, mais surtout de la connnaissance des méthodes de rationalisation des études et des interventions.

Au moment où le gouvernement du Québec s'apprête à annoncer l'octroi d'une somme de $3 millions pour étudier les roblèmes de toxicité dans l'ensemble du territoire il importe de savoir que le seul Institut de recherche universitaire québécois qui pourrait avoir une vocation "sociétale ou scientifique", par opposition à une vocation seulement éducative, soit l'INRS, n'a pas les moyens financiers d'agir. Ainsi, la section Eau, l'INRS-Eau, l'organisme où l'on pourrait normalement réaliser une étude d'ensemble sur les choix environnementaux vient de mettre une vingtaine de professionnels à pied faute d'argent. D'autre part, l'INRS-Eau se voit confier d'importantes études avec de modestes moyens, $15,000 pour étudier la qualité du lac Mistassini, tandis que l'université McGill se voit confier de modestes études avec de grands moyens $350,000 pour modifier les habitudes alimentaires de la population.

Dans un récent bulletin d'information l'Institut national de la recherche du Québec, qui relève techniquement de l'Université du Québec, soulignait que le Québec "n'est pas, du point de vue de la recherche, un pays bien nanti". Il n'a pas, précise-t-on, d'institutions de recherche à vocation sociétale ou scientifique, c'est-à-dire qu'il n'a pas d'institutions qui "poursuivent des objectifs définis par les besoins de la société plutôt que par des exigences technologiques ou scientifiques". Il est à souhaiter que les moyens que le gouvernement s'apprête à accorder, dans le domaine de la toxicité, servent à constituer un pareil noyau de recherche fondamentale dans le domaine de l'environnement.

pleins feux
SUR L'ACTUALITE

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 9 OCTOBRE 1976



le putsch de Bangkok

JOONEED KHAN

L'après-Vietnam est compromis

LA THAILANDE vient de subir son cinquième coup d'Etat militaire en moins de 30 ans. Mais dans le nouveau contexte d'un après-Vietnam encore très incertain, le putsch de l'amiral Sangad Chalawyoo est dangereusement différent des coups d'Etat précédents: en tuant dans l'oeuf la première tentative sérieuse d'implanter la démocratie dans ce pays d'Indochine, il a soudain ranimé les risques de basculement du domino thaïlandais dans le camp communiste.

Même s'il accusait cinq années de retard sur l'agitation estudiantine dans le reste du monde, le mouvement des étudiants thaïlandais remportait en octobre 1973 la plus grande victoire jamais obtenue par la contestation étudiante: la chute d'un régime militaire vieux de 25 ans, aussi brutal que corrompu et qui se succédait à lui-même au moyen de coups d'Etat, en fait des coups de Jarnac entre acolytes de la même oligarchie.

L'après-Vietnam

La voie était ouverte à l'instauration d'une monarchie constitutionnelle, à l'organisation d'élections et à un règne de civils astucieux qui, en trois ans, tandis que se poursuivait l'agitation étudiante à laquelle venaient se joindre les revendications syndicales, amorçaient avec succès la première phase de l'après-Vietnam.

Membre fondateur de la très anticommuniste OTASE, la Thaïlande avait reçu $1.12 milliard d'aide militaire et $723 millions d'aide économique des Etats-Unis entre 1951 et 1974. En retour, les troupes thaïes se battaient au Vietnam, au Cambodge et au Laos, et la Thaïlande (sept bases aériennes et un gigantesque port militaire) servait de base d'opérations des troupes américaines en Indochine.

Mais les succès des forces de libération vietnamiennes, cambodgiennes et laotiennes réveillèrent la fierté asiatique de la jeunesse thaïe qui ne tarda pas à clamer son antiaméricanisme, tandis que la diplomatie du ping-pong entre Washington et Pékin amena Bangkok à déployer sa diplomatie du badminton auprès des capitales communistes.

Retrait US et virage à droite

Les Etats-Unis, qui à une époque avaient 50,000 hommes et près d'un millier de chasseurs et bombardiers en Thaïlande, fermaient la dernière base en juin dernier et retiraient leurs dernières troupes le mois suivant.

Non seulement Bangkok se rapprochait-il de Moscou, il normalisait ses relations avec la Chine, les trois nouveaux régimes révolutionnaires d'Indochine et les pays d'Europe de l'Est.

A l'intérieur, les élections d'avril 1976, en donnant 114 des 279 sièges de l'Assemblée nationale au Parti démocrate de Seni Pramoj contre seulement 46 à l'Action sociale de son frère, le Premier ministre sortant Kukrit Pramoj, confirmaient un virage à droite qui amenait l'hebdomadaire londonien "The Economist" à commenter:

"Cela démontre que la pauvreté rurale n'est pas synonyme de socialisme et de communisme." Les civils thaïlandais semblaient en voie de "gagner les coeurs et les esprits" que les Américains avaient perdu au Vietnam.

Timide début

Ce n'était toutefois qu'un timide début. Quand l'antiaméricanisme en politique étrangère provoque un virage à droite de l'électorat, il ne saurait déplaire à Washington. Mais il importe de souligner qu'aux élections d'avril, le taux d'abstentions atteignit 60 p. cent.

Par contre, l'ouverture en direction des capitales communistes avait notamment pour but de couper l'herbe sous le pied de la guérilla thaïlandaise: la manoeuvre n'a pas fonctionné, car, selon le gouvernement, les insurgés, qui mènent un combat inlassable depuis onze ans dans les provinces du nord-est, contrôlent 10 p. cent des 42 millions de Thaïlandais.

"La voix du peuple de Thaïlande", radio clandestine qui émet à partir des provinces rebelles, affirme pour sa part jouir du soutien d'un tiers de la population et il y a un an, les Services secrets américains ont averti la Thaïlande et la Birmanie de se préparer à des soulèvements communistes massifs vers le début de 1977.

Nouveaux problèmes

C'est dans ces circonstances délicates que les implications du putsch de mercredi apparaissent dans toute leur gravité, surtout que de nouveaux problèmes, liés à la crise économique mondiale, viennent se greffer à une pauvreté qui reste, malgré tout, le terrain de prédilection de la guerre populaire.

Le prix du pétrole a quadruplé. Les exportations de riz, principale source de revenus, ont tombé de 10 p. cent et les revenus ont régressé de 39 p. cent. Le retrait américain a créé 100,000 chômeurs et entraîné l'annulation du projet de $500 millions de la Northrop de construire à Bangkok un nouvel aéroport international.

Le pays est gouverné par Bangkok, qui représente seulement 10 p. cent d'une population à 85 p. cent rurale et à 30 p. cent analphabète. Un taux de croissance démographique supérieur à 3 p. cent par an maintient une proportion très élevée de jeunes qui jouent de plus en plus un rôle actif dans les événements politiques du pays.

Les deux erreurs

Mais depuis la scission entre les radicaux et les modérés qui a suivi la chute des militaires en 1973, ce rôle actif a débouché sur un "factionnalisme étudiant". La jeunesse de Bangkok particulièrement, comme l'a démontré le dernier putsch, est habilement manipulée par des groupes de droite et de gauche en constante polarisation.

Alors que certains dénoncent l'impérialisme économique japonais ($1 milliard d'investissements) et américain (un demi-milliard), d'autres veulent remplacer la manne de la présence militaire américaine par les grands projets comme le pipe-line et le canal de l'isthme de Kra et la mise en valeur des schistes bitumineux et des gisements de phosphates.

Là où les civils tentaient des compromis, les militaires ont carrément choisi leur camp. Et le pouvoir est de nouveau aux mains de ce qu'Arnold Toynbee décrivait en 1957 comme "cette oligarchie disparate composée de la famille royale, de l'armée et de la police".

En mettant fin dans le sang au "printemps de Bangkok", cette oligarchie saura-t-elle éviter les "deux erreurs classiques" commises par les Américains au Vietnam, en offrant aux paysans une solution de rechange claire et nette au communisme et en se gardant d'une réaction militaire excessive qui crée plus de résistants qu'elle n'en tue? L'après-Vietnam prendra la forme que voudra l'oligarchie thaïlandaise.



photo PA

Un policier tient en joue des étudiants qu'on fait sortir manu militari d'un édifice du campus de l'université de Bangkok où les forces de l'ordre ont fait irruption pour mettre fin à une manifestation d'étudiants de gauche.



le rêve des Basques

CHARLES DAVID

Rien moins que l'indépendance

EN DEPIT DE l'amorce d'une tranformation politique et sociale, l'Espagne invariablement continue de buter sur le problème basque.

Arcboutés sur leurs convictions nationalistes, les Basques demeurent décidés à imposer à l'Espagne de demain le respect de leurs particularités. Et ce, par tous les moyens: l'attentat de Saint-Sébastien vient de le prouver. Pour le pays basque, l'idée de l'indépendance, surtout en Espagne, n'est pas une chimère.

Beaucoup plus, en effet, que le président du Conseil provincial de Guipuzcoa, naguère officier dans les rangs des troupes franquistes au cours de la guerre civile, l'attentat de lundi dernier, en frappant M. Juan Maria de Araluce, visait surtout le conseiller du Royaume. Instance de dix-sept membres chargés d'assister le roi pour toutes les questions exceptionnellement importantes et de sa compétence exclusive, le Conseil du Royaume n'a jamais caché sa désapprobation face au programme de réformes instauré par le gouvernement d'Adolfo Suarez.

Pas à vendre

Il n'est donc pas étonnant qu'à la manifestation qui a suivi l'enterrement de M. de Araluce, les militants de droite, après avoir entonné l'hymne phalangiste «Cara al Sol» et scandé le nom de Franco, aient hurlé que «la patrie n'était pas à vendre». L'essentiel du drame est là: Pour la droite, «l'unité indissoluble de l'Espagne» n'est pas négociable; pour les durs de l'ETA, l'organisation séparatiste basque, l'indépendance demeure un objectif primordial.

Objectif, ciselé par les exactions franquistes pendant la guerre civile, que l'ETA ne veut nullement voir englué dans un vaste compromis politique. Car cet attentat vise aussi la fraction modérée de l'ETA et les forces révolutionnaires espagnoles. Dans la mesure où cette action des commandos militaires de l'ETA tend à démontrer aux politiques de cette organisation leur ferme détermination de ne pas renoncer à l'offensive armée pour la matérialisation de leur but.

Alliance tactique

Depuis l'arrivée au pouvoir d'Adolfo Suarez, on assiste, en effet, à une réorientation de la politique des forces de gauche qui, sans vouloir céder sur le fond, préconisent une politique plus souple susceptible de favoriser le programme de réformes lancé par le gouvernement. Cette alliance tactique apparaît d'autant plus justifiée que l'offensive de la droite contre les réformes prend actuellement de l'ampleur.

Elle a d'ailleurs conduit le gouvernement à limoger deux généraux qui avaient publiquement manifesté leur hostilité à l'égard de la démocratisation. Ainsi, le vice-président du Conseil, le général de Mendivil, dans une lettre adressée à d'autres officiers supérieurs, avait soutenu qu'il ne pouvait approuver la décision du gouvernement de supprimer par simple décret-loi le syndicat unique issu du franquisme et d'instaurer la liberté syndicale. Quant au général Cane, ancien commandant de la garde civile, il déclarait, dans les colonnes d'un journal, appuyer chaudement l'initiative de son camarade d'armes.

Cet attentat, dans la conjoncture actuelle, risque donc d'être exploité par les forces de droite et d'extrême-droite soucieuses de tirer parti de l'impact du terrorisme pour imposer une répression féroce. Ce danger est d'autant plus visible que, depuis quelques semaines, «les guérilléros du Christ-Roi», mouvement d'extrême-droite, multiplient les provocations sous le regard bienveillant de la police. Le «bunker», le carré des franquistes irréductibles, harcele le gouvernement et le pousse à revenir aux méthodes d'antan dans le but évident de briser les liens ténus que les partisans de la libéralisation s'efforcent de maintenir avec l'Opposition.

Pourcontrer la manoeuvre, l'Opposition, saluant implicitement la volonté de modération du gouvernement face à l'attentat spectaculaire, a condamné immédiatement l'assassinat du conseiller du Royaume. Dans la foulée, elle en a profité pour stigmatiser toute forme de violence et souhaiter la poursuite du processus de démocratisation.

Face à cette conjonction d'intérêts, il semble justement que les durs de l'ETA aient choisi la voie difficile de l'isolement. Et ce, pour replacer, une fois de plus, leur combat dans une perspective bien déterminée: privilégier la question nationale basque.

Si, pour l'Opposition espagnole, un projet de société doit être recherché dans le cadre des compromis et alliances aptes à faire sauter le verrou franquiste, le combat des nationalistes basques est diamétralement autre. Leur premier combat est d'abord contre l'Espagne et la forme de société qu'ils préconisent ne peut l'être que dans le cadre de la question nationale. Communiste, socialiste... peut-être. Mais par-dessus toute forme d'idéologie, ils veulent «libérer le pays basque». Compte tenu de la charge émotionnelle qui enveloppe le problème basque, certaines chimères, à trop être désespérées, se nourrissent... d'attentats.



après six ans de règne autoritaire

JEAN-PIERRE RICHARD

Sadate se retrouve assis entre deux chaises

NASSER AVAIT choisi le nonalignement pour l'Egypte et avait su profiter des rivalités entre les Grands pour engager son pays sur la voie du développement. Anouar El Sadate, son successeur, a choisi la "solution" américaine mais jusqu'ici, ce changement radical n'a pas donné de résultats à la mesure des espoirs auxquels la politique des "petits pas" avait donné naissance.

gypte en dehors du pacte de Bagdad que Dulles voulait lui imposer à tout prix; Sadate s'est rangé du côté des Etats-Unis après avoir rompu avec l'Union soviétique.

Qu'en est-il six ans après la mort de Nasser?

Le président Sadate est assis entre deux chaises. Il semble aujourd'hui que l'Egypte de Sadate se trouve assise entre deux chaises quel que soit le point de vue que l'on adopte à l'égard du Proche-Orient et du monde arabe.

Un turbulent voisin

Prenons trois points de vue pour juger de l'évolution de l'Egypte depuis qu'elle est gouvernée par Sadate: le conflit israélo-arabe, l'unité arabe et le problème palestinien.

A quoi sert aujourd'hui à Sadate d'avoir, comme il le répète si souvent depuis la guerre d'octobre 1973, "traversé le canal", puisque les armées égyptiennes sont séparées des armées de l'Etat juif dans le Sinaï par une zone-tampon surveillée par l'ONU et donc incapables de faire la guerre. Quant à la paix, il apparaît que l'initiative n'est plus dans le camp égyptien.

Le turbulent voisin de l'Egypte et héritier de l'idée nassérienne de l'unité arabe, le colonel Kadhafi, ne manque jamais une occasion de rappeler que le chef de l'Etat égyptien, en se ralliant aux impératifs de la "pax americana" au Proche-Orient, s'est privé des moyens effectifs de prendre des initiatives militaires tout en laissant à d'autres l'essentiel des approches de la paix.

Moins Fort militairement

Ce n'est ni la réouverture du canal de Suez ni le retour à l'Egypte des pétroles d'Abou Rodeis dans le Sinaï occidental qui, malgré l'apport financier et l'avantage psychologique qu'ils représentent, changeront grand-chose au nouvel équilibre des forces que M. Henry Kissinger a patiemment établi dans la région. Quant aux fournitures d'armes occidentales, elles n'ont pas compensé le manque à gagner du côté soviétique: le récent défilé qui a marqué le troisième anniversaire de "la traversée du canal" a convaincu les observateurs étrangers au Caire que le potentiel militaire égyptien est aujourd'hui ce qu'il était en 1973. Israël, de son côté, tout en tirant d'immenses avantages de la diplomatie américaine, a accru le sien.

Quant à l'unité arabe, l'Egypte n'y compte plus pour grand-chose. Lié à la diplomatie américaine, dépendant des régimes arabes conservateurs, le président Sadate est sur cette question, plus que sur toute autre, en retrait.

Le prix de la paix

La Syrie, qui, elle aussi, croit à la solution américaine au Proche-Orient, occupe actuellement le devant de la scène, éclairée, il est vrai, par le brasier libanais. Les initiatives de l'Egypte à l'égard de la guerre du Liban, prolongement et aggravation du conflit israélo-arabe, n'ont pas eu beaucoup plus de portée et ne semblent pas peser plus lourd que celles de la France.

Le problème palestinien, celui de la survie des Palestiniens comme organisation autonome beaucoup plus que celui de leur retour en Palestine, se situe pour l'instant en dehors du rayon d'action de l'Egypte.

Ce reflux de l'influence égyptienne est le prix que l'actuelle classe dirigeante au Caire a accepté de payer pour s'engager sur la voie de la liquidation de la guerre avec Israël.

Bilan déficitaire

Le président Sadate avait préalablement liquidé la plus grande partie de l'héritage nassérien.



...pour avoir choisi la "pax americana". photo PA

Après avoir emprisonné le clan progressiste et prosoviétique des nassériens, Sadate fit décrocher les portraits de Nasser et dénigrer sa personne. Le quotidien "Al Ahram" fut confié à des éléments pro-américains, une partie des entreprises nationalisées par Nasser (banques, compagnies d'assurance, grandes entreprises) firent retour au privé par voie d'achats d'actions par les particuliers. La réforme agraire est partout contournée et les propriétaires terriens dépossédés montrent la tête.

Les signes de mécontentement (grèves, manifestations, actes de terrorisme) ont été trop nombreux ces derniers temps pour qu'il soit raisonnable de les attribuer tous aux agents du colonel Kadhafi. Donc sur le plan intérieur, la situation n'est pas plus positive que sur le plan diplomatique.

Il reste cependant que Sadate a réussi à faire franchir le canal à ses troupes face à des Israéliens qui ne sont plus considérés comme invincibles, même par leurs amis. Il a reçu une aide considérable de l'Occident, en particulier des Etats-Unis, et des Etats pétroliers arabes.

Si un bilan doit être dressé après six ans d'un règne autoritaire qui veut se donner des airs de libération, on peut dire que Sadate a beaucoup donné et que l'Egypte a peu reçu en échange.

la presse
MONTRÉAL,
SAMEDI 9 OCTOBRE 1976

performances

Sidbec reprend ses activités mardi prochain

SIDBEC-DOSCO VIENT de lever le lock-out pour ses usines de Montréal et de Truscon après la signature des conventions et des protocoles de retour au travail avec les syndiqués concernés. Le travail reprendra donc mardi prochain à ces deux usines et ça ne devrait pas tarder pour les autres. Les négociateurs de l'usine d'Etobicoke rencontreront en effet les représentants de la direction de la sidérurgie québécoise mardi prochain en vue de la signature alors que le seul des trois syndicats de l'usine de Contrecoeur qui avait rejeté les offres patronales reprendra son vote dimanche.

●

LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE a confirmé hier qu'il surveillera toutes les importations de café pour un an. La mesure vise à identifier la cause de la récente hausse des prix mondiaux du café et à voir si des mesures additionnelles peuvent être prises pour limiter les hausses de prix au Canada. Tous les importateurs devront dorénavant obtenir un permis d'importation. La mesure a été prise après accord avec l'Organisation internationale du café.

●

LA COMMISSION DES VALEURS MOBILIÈRES du Québec (CVMQ) vient de recommander au ministre des Consommateurs, Coopératives et Institutions financières de nommer un administrateur gouvernemental à l'Entraide immobilière Laurentienne de même qu'au Crédit hypothécaire qui gère depuis peu ses fonds. L'Entraide immobilière Laurentienne, qui vendait des plans d'épargne, a perdu son permis le 17 juillet 1975. Par la suite, ce syndicat coopératif a signé un contrat de gérance "illégal et inéquitable" avec Le Crédit hypothécaire Inc., afin que ce dernier administre ses activités et ses actifs pendant 15 ans. Et comme "il y a eu malversation, abus de confiance ou autres inconduites d'un ou de plusieurs membres du conseil d'administration", la CVMQ recommande au ministre de nommer un administrateur gouvernemental pour protéger les quelque 6,000 sociétaires, surtout de l'extérieur de Montréal, ayant souscrit $8.4 millions.

●

LE TAUX DE CHOMAGE américain s'est légèrement réduit en septembre, revenant à 7.8 pour cent de la population active contre 7.9 pour cent en août, a annoncé hier le département du Travail. Environ 7.4 millions d'Américains étaient sans emploi le mois dernier contre 7.5 millions le mois précédent, précise le département. Ces statistiques semblent indiquer qu'il n'y a guère eu d'amélioration, sinon minime, dans le secteur de l'emploi aux Etats-Unis en septembre, ce qui confirme la "pause" prolongée de l'économie américaine. Le taux de chômage américain, qui était retombé à 7.3 pour cent en mai était remonté à 7.9 pour cent en trois mois consécutifs de hausse.

●

LA PROLONGATION DE DISPUTES au niveau local pourrait retarder la réouverture prévue pour le milieu de la semaine prochaine des usines américaines de Ford Motor, paralysées par une grève générale depuis le 15 septembre. Les 170,000 ouvriers du constructeur, notent les experts, devraient ratifier sans trop de problèmes d'ici mardi prochain l'accord sur un nouveau contrat de travail de 3 ans conclu cette semaine entre le syndicat des ouvriers de l'automobile (UAW) et la direction de Ford Motor. Mais ceci ne signifie pas que tous les ouvriers en grève retourneront immédiatement au travail. Des accords particuliers sur les conditions de travail dans plusieurs des grosses usines du constructeur devront d'abord être conclu et ce processus pourrait prolonger la grève de plusieurs jours.

●

DES NÉGOCIATIONS AMÉRICANO - CANADIENNES sur les questions énergétiques se sont ouvertes hier à Washington. Les conversations doivent notamment porter sur la fourniture de pétrole et de gaz naturel canadiens aux Etats-Unis, ainsi que sur les modalités d'acheminement vers l'Amérique du gaz produit en Alaska. Les négociations sont conduites pour le Canada par M. Gordon MacNab, ministre adjoint au ministère des Mines et pour les Etats-Unis par M. Julius Katz, sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires économiques.

Seul Québec peut sauver St. Lawrence Columbium

par Pierre GRAVEL

Le gouvernement du Québec se portera la semaine prochaine au secours de la St. Lawrence Columbium & Metals Corp. dont les actifs sont menacés d'être mis en vente sous peu par la Banque Canadienne Impériale de Commerce.

C'est du moins l'assurance qu'en a donnée hier à LA PRESSE le ministre des Richesses naturelles, M. Jean Cournoyer. Ce dernier a en effet confirmé qu'il recommandera mercredi au Conseil des ministres que le gouvernement propose une entente en ce sens à la banque.

"Il s'agira, a-t-il précisé, non pas d'une subvention directe à l'entreprise mais plutôt d'une offre de garantie financière à la banque." Cette garantie pourra être de l'ordre de $1.2 million correspondant à la dette actuelle de la St. Lawrence envers la banque.

Cette proposition sera cependant conditionnelle à l'assurance fournie par la banque qu'elle investira au moins $2.5 millions dans l'entreprise pour permettre sa relance. Au moins en attendant qu'une autre société industrielle ou minière s'associe à la St. Lawrence dans l'exploitation des gisements de columbium à Oka.

La recommandation du ministre fait suite à une étude par un groupe d'experts dirigés par un sous-ministre adjoint des Richesses naturelles, M. Daniel Perlstein, qui se sont penchés depuis la mi-août sur les difficultés rencontrées par cette société contrôlée par M. Jean-Joffre Gourd, de Montréal.

Ces difficultés remontent à quelque temps déjà et sont antérieures, semble-t-il, au conflit de travail qui a éclaté à Oka en février dernier et qui serait sur le point de se régler.

C'est en effet aujourd'hui que les 175 ouvriers de la St. Lawrence doivent se reunir pour se prononcer sur une entente de principe intervenue récemment entre les négociateurs patronaux et syndicaux en présence d'un conciliateur du ministère du Travail.

Cette grève avait cependant été précédée de plusieurs autres affrontements entre la direction de la St. Lawrence et quelques-uns de ses cadres administratifs intermédiaires remplacés depuis. Ces deux crises ont largement contribué, selon plusieurs observateurs du milieu des mines, à réduire la productivité et du même coup la rentabilité de l'entreprise.

En juin dernier, celle-ci faisait face à environ $5 millions de dettes dont $1.2 million à la Banque Canadienne Impériale de Commerce, le solde étant constitué de comptes a payer et prêts hypothécaires dont plus de $2 millions avancés personnellement par Jean-Joffre Gourd.

Le 25 juin, la banque décidait de saisir les actifs de la société. On évalue en certains milieux à environ $10 millions la valeur potentielle des installations d'Oka dans des conditions normales d'opération. Sans compter les $29 millions que représente un gisement encore inexploité et contigu à la mine de la St. Lawrence présentement en activité. Du moins, selon l'avis d'une firme spécialisée en administration minière, la Pinckoc, Allen et Holt, d'Arizona, qui aurait récemment procédé à une étude à ce sujet.

Cette saisie des actifs serait survenue, d'après plusieurs sources, au moment où J.J. Gourd négociait activement un projet d'association avec d'autres financiers qui auraient apporté le capital nécessaire pour relancer efficacement son entreprise. L'objectif de ce dernier demeurant toujours de conserver le contrôle de la St. Lawrence.

Il va de soi que l'annonce de la faillite éventuelle a sérieusement compromis les négociations en cours. Il apparaissait dès lors plus avantageux pour les partenaires pressentis d'attendre tout simplement pour s'approprier ensuite, à bon compte et sans Jean-Joffre Gourd, la propriété complète des installations.

Rejoint hier à son bureau de Montreal, ce dernier a refusé de confirmer ou d'infirmer la nouvelle de l'assistance prochaine du gouvernement, alléguant que les tractations en cours sont trop délicates pour faire l'objet de débats publics. Il n'a pas nié cependant que le temps presse et qu'il ne pourra pas indéfiniment investir pour maintenir en vie une entreprise qu'il n'a plus seul la possibilité de relancer.

C'est sans doute, semble-t-il, le souci du ministre Cournoyer de donner à la St. Lawrence un peu de répit qui explique la démarche prochaine du Conseil des ministres.

Plusieurs personnes interrogées hier par LA PRESSE demeurent cependant sceptiques quant à l'efficacité à moyen terme de la mesure gouvernementale. Compte tenu de la complexité des problèmes financiers de la St. Lawrence, on se demande s'il s'agira vraiment d'un répit avant un nouveau départ... ou d'un dernier sursaut avant la fin! Dans les deux cas, le gouvernement pourra toujours prétendre, concluent-ils, qu'il a quand même fait sa part...

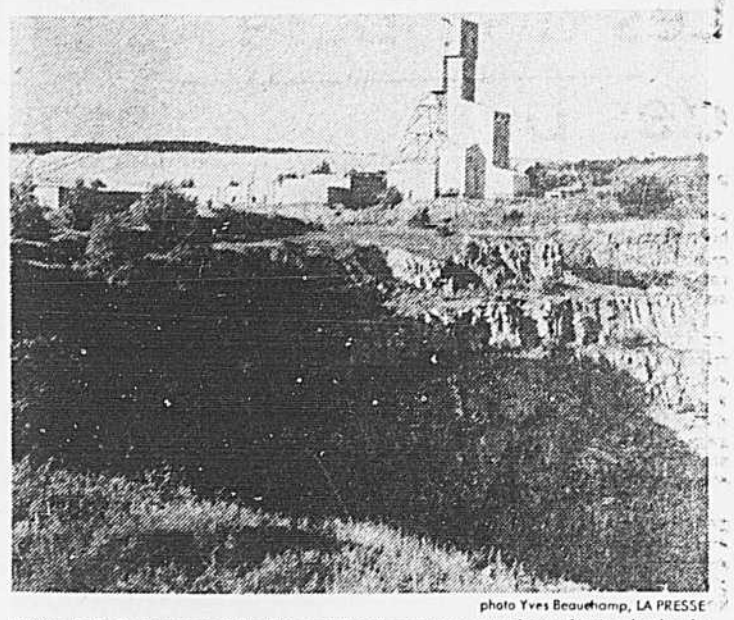


photo Yves Beauchamp, LA PRESSE

L'usine de la St. Lawrence Columbium est fermée par une grève depuis février dernier. Le syndicat se prononce aujourd'hui sur un accord intervenu récemment.

Le prix de la pinte de lait augmente de trois cents

Le lait coûtera trois cents de plus la pinte à compter du premier novembre.

La Régie des marchés agricoles a en effet annoncé que la hausse touchera le lait sans égard au pourcentage de gras et sans égard à la capacité du contenant.

Le consommateur devra également faire les frais du passage au système métrique. Le litre de lait, coûtera un cent de plus, que la même quantité convertie en pinte.

La Régie explique que cette augmentation de un cent est due au fait que la productivité de l'équipement converti au système métrique diminuera et que la main d'oeuvre affectée aux opérations d'embouteillage, d'entreposage et de distribution devra manipuler plus d'unités de contenants pour un même volume de lait transigé.

L'organisme gouvernemental fait remarquer que la ménagère épargnera un cent sur tout achat de quatre litres, qui est sensiblement moins qu'un gallon.

Avec ces hausses de prix, la pinte de lait homogénéise coutera au moins 51 cents alors que le litre, qui ne représente que 0.88 pinte, se vendra dorénavant 49 cents. Precedemment les prix autorises par la Regie étaient de 51 cents pour la pinte de lait et de 15 cents pour le litre.

La Regie sent par ailleurs le besoin d'expliquer sa decision dans un long communique. L'organisme explique que de cette augmentation de trois cents la pinte, un peu plus d'un cent ira aux producteurs de lait.

Les deux cents additionnels ira aux compagnies laitieres. La Regie estiment que les augmentations de salaires consenties dans ces entreprises depuis mai 1975, date de la derniere hausse des prix du lait, représentent une valeur de un cent et demi la pinte. L'autre demi cent est accorde parce que les frais généraux des entreprises ont augmenté au rythme de 10 p. cent.

L'organisme precise que cette augmentation a été prise apres que les producteurs aient demande des hausses de prix qui auraient signifie une augmentation de sept cents et demi la pinte pour le consommateur. La conversion au système métrique aurait meme coûte deux cents et demi de plus aux consommateurs.

Au lieu de toucher une augmentation de $2.99 le cent livres de lait, les producteurs devront se contenter d'une augmentation de seulement 45 cents le cent livres.

L'importance des investissements américains au Canada diminue

La part des investissements étrangers directs détenus par des Américains diminue.

Selon les dernieres donnees publiées hier par Statistique Canada, les investissements directs américains s'élevaient à pres de $29 milliards à la fin de 1974, soit 80 pour cent des $36.2 milliards investis par des étrangers au Canada.

En 1970, la part des Americains etait de 84 pour cent.

Le total des investissements étrangers directs a augmenté de 10 pour cent au cours de 1974 mais cette croissance était légèrement inférieure à la hausse de 11 pour cent enregistrée en 1973.

D'autre part les Britanniques ont réussi à maintenir leur part malgre la nationalisation de leurs intérêts dans le complexe hydro-électrique de Churchill Falls.

A la fin 1974, les investissements britanniques atteignaient $3.5 milliards.

Par ailleurs, les investissements directs appartenant aux pays de la Communauté économique européenne, autres que la Grande-Bretagne, ont faiblement augmenté jusqu'a $2,017 millions. Les Pays-Bas qui, avec $807 millions ont contribué majoritairement à cette augmentation, viennent en tête de ce groupe de pays prenant la place de la France dont les investissements ont diminué de 5 pour cent depuis 1973 pour s'etablir à $580 millions.

Pour sa part, les investissements japonais au Canada s'élevaient a $258 millions à la fin de 1974, soit une augmentation de $8 millions.

Le secteur manufacturier demeure le secteur choyé par les investisseurs étrangers. Les investissements ont ainsi augmenté de 12 pour cent dans ce secteur pour atteindre $14,796 millions. Ce secteur a absorbé 41 pour cent des investissements étrangers.

Les investissements dans le secteur pétrolier et du gaz naturel ont cru de six pour cent à $8.9 milliards. Ce secteur représentait 25 pour cent des investissements étrangers totaux.

A la fin de 1974, les étrangers avaient investi $4,032 millions dans le secteur minier, $1,309 millions dans le secteur financier et $2,375 millions dans le commerce.

Socialisme et capitalisme ne convergent pas: ils s'usent au profit d'un modèle monolithique

par Jean POULAIN

"A force de s'entendre dire sur une voix grave de professeur que tel gouvernement révolutionnaire vient de nationaliser les entreprises, les banques et les compagnies d'assurance, le citoyen occidental se persuade qu'en effet ce serait un bon remède à ses propres maux. Il ne lui est plus étrange à la langue de prendre les régimes marxistes ou tiers-mondistes (la Yougoslavie, Cuba, la Chine, le Portugal) comme modèles parce qu'ils sont cautionnés par les média, voire par les partis, qui insinuent leur message dans un cerveau distrait.

méricain Thomas Molnar pretend que la soi-disant convergence du libéralisme et politique et du système communiste n'existe pas.

En réalité, explique le professeur dela City University de New York, les deux systèmes sont usés et sur la voie d'un déclin rapide.

Dans cette transformation, les pays communistes et le Tiers-Monde de détachent du modèle occidental et s'acheminent vers ce que l'auteur appelle le monolithisme, soit un socialisme de technocrates qui liquide les institutions implantées par la conquête occidentale ou bien les vide de son contenu, c'est-à-dire de

une espèce d'arme secrere de la bourgeoisie occidentale.

L'usure du libéralisme — c'est-à-dire des notions combinées de paix, de progres et de la puissance dela société civile, le recul de l'Etat en tant que gardien du bien commun... s'accompagne de l'usure de la démocratie.

L'auteur constate que de nos jours les électeurs n'utilisent pas leur droit de vote dans une proportion supérieure à 60 pour cent, ce qui donne le pouvoir de décision à un peu plus de 30 pour cent ou un tiers seulement de la population.

l'auteur nos societes vivent dans un état de siege, seulement l'ennemi, dans cette drôle de guerre, se trouve a l'intérieur. Son nom est ANARCHIE.

L'usure de la democratie n'est donc pas autre chose que l'usure de l'Etat, ce qui peut paraitre paradoxal à une époque de totalitarisme.

Nous sommes donc témoins des attaques concentrées dont l'objet est l'Etat démocratique-libéral et qui finissent par l'user.

La prédominance de la société civile en porte la responsabilité principale soutient Thomas Molnar, tout comme la noblesse et le clerge portaient la responsabilité de l'effondrement de l'Ancien Régime.

L'exemple de l'Angleterre

Pour lui, l'exemple typique est celui de l'Angleterre, car la démocratie parlementaire y avait les racines les plus profondes. "Selon les observateurs les plus lucides, dit-il, ce pays est aujourd'hui gouverné, si c'est le mot, par les syndicats, véritables féodalités, à la place du Parlement".

On n'a qu'a considérer le sort de deux catégories dans l'économie de nos pays, les petits et moyens commerçants et entrepreneurs poursuit-il, et les ouvriers d'autre part. La première, point ou sporadiquement organisée en groupes de pression, confie, en dernière analyse, son destin à l'Etat; le résultat est la lutte pour la survie de plus en plus difficile, les faillites, les liquidations, les fermetures sous le poids des impôts et de la bureaucratie. Les employés, réduits au chômage, n'inquiètent guère l'Etat et son partenaire, le syndicat, car les chômeurs sont recueillis et embrigadés par celui-ci: sa clientèle s'en accroit, le nivellement s'étend là où il y eut un noyau d'indépendance.

Mais la nature de la société libérale-démocratique-économique est telle qu'elle engendre sans cesse des associations constestataires, des groupes de pression, qu'on ne peut satisfaire dans le cadre de la légalité.

Aussi la classe des "faiseurs d'abstractions" a decisivement contribue à la baisse du respect du aux institutions et à l'Etat en tant que realites ayant leur nature propre.

Poun conclure ses prophéties l'auteur avance que la nouvelle histoire ressemblera peut-être à celle que connut le monde avant l'aventure occidentale de l'homme, ce qui lui fait dire que notre système actuel sera qualifié plus tard par les témoins du "troisième modèle" comme: "l'Ancien Régime".

La nouvelle classe, puissante, bien que dissimulant son pouvoir sous des apparences démocratiques, populistes et "socialistes" voire "révolutionnaires", termes à la mode, s'emparera de l'Etat ou bien vivra en symbiose avec lui.

"Au lieu d'écraser les institutions, l'Etat en Occident se laisse dissoudre dans la contestation générale declenchée par les groupes de pression et féodalités, et subit un sort semblable à celui des institutions elles-mêmes: abdication de l'autorité, activité décentrée et étendue sur tout le panorama social, glissement incontrôle vers les nouvelles concentrations du pouvoir".

Si l'on peut voir dans cette description une illustration de ce qui germe actuellement au Québec ou qu'a connu plus brutalement le nouveau Portugal, l'on peut, par contre, mettre de l'avant le cas de la Suède ou ce que l'auteur appellerait "féodalités" ont cédé du terrain.

L'ouvrage est dépromant mais a le mérite de créer une prise de conscience des problèmes de base qui assaillent nos sociétés évoluées ou militent encore, Dieu merci, des esprits lcides et réalistes qui sauront défendre et préserver des structures qui ont fait leurs preuves plus qu'il n'en faut.

LE SOCIALISME SANS VISAGE
l'avènement du tiers modèle
par Thomas Molnar
Publié par les Presses universitaires de France (PUF)

l'économie qui s'écrit

"Le fait que le socialisme de fait chaque jour plus abstrait et plus distant des exigences de la vie est non seulement le signe de son épuisement intellectuel, c'est signe aussi que la société industrielle s'est engagée dans une impasse. Des "socialistes" comme Gilles Martinet, H. Marcuse, J.K. Galbraith, Ivan Illitch, etc., ne sont guère capables de sécréter autre chose que des éléemnts d'utopie tels l'autogestion, la conviviabilité, la tolérance répressive et autres slogans devenus, dans le climat intellectuel étouffé de l'Occident contemporain, des hybrides entre les logos gratuit et des programmes d'inaction.

Ce qui ne fait pas de doute, par contre, c'est que la population s'imprègne d'idées "socialistes" à mesure que s'introduit entre elle et la réalité un écran de notions gratuites.

Cette description réaliste et réelle de ce que l'on constate tous les jours, il faut bien le dire, s'intègre dans un cadre — ou plutôt un carcan — d'un pessimisme extrêmement amer, quanr à la survie des institutions politiques et fraichement économiques de l'Occident et qui fait l'objet d'un ouvrage fraichement sorti en librairie.

Dans "Le socialisme sans visage; l'avènement du tiers modèle" l'Auteur Thomas Molnar pretend que la soi-disant convergence du libéralisme et politique et du système communiste n'existe pas.

En réalité, explique le professeur dela City University de New York, les deux systèmes sont usés et sur la voie d'un déclin rapide.

Dans cette transformation, les pays communistes et le Tiers-Monde de détachent du modèle occidental et s'acheminent vers ce que l'auteur appelle le monolithisme, soit un socialisme de technocrates qui liquide les institutions implantées par la conquête occidentale ou bien les vide de son contenu, c'est-à-dire de leur indépendance vis-à-vis de l'Etat et de leur représentavité vis-à-vis du peuple.

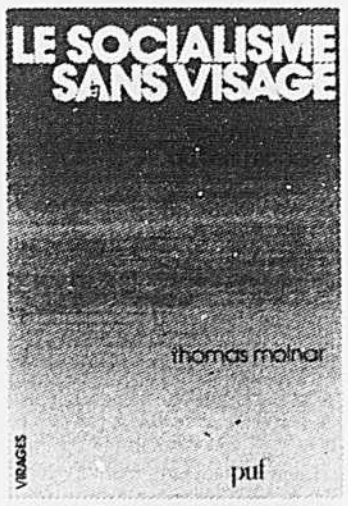
Cette usure de la "trinité laïque": democratie, libéralisme, et économisme lui fait perdre son prestige, notamment auprès du Tiers-monde.

De trop longues habitudes

Elle se manifeste, explique Thomas Molnar comme se manifestent la vieillesse, l'ennui ou l'énervement causé par les trop longues habitudes. Institutions, concepts, prestiges sociaux, solutions politiques, etc., se disloquent et cèdent à d'autres qui ne leur sont pas forcément supérieures.

"On commence à découvrir", ajoute-t-il, "que le libéralisme a des conséquences sur la politique, les mentalités et les moeurs, et que les conséquences sont en partie néfastes". Le remède, serait-il la réforme du libéralisme? C'est douteux répond l'auteur.

Certains dirigeants (du Tiers-monde) sont déjà d'avis que la bourgeoisie occidentale a tout intérêt à tranquilliser les peuples du Tiers-monde, d'arrêter les guerres intestines et conflits sociaux, afin d'empêcher leur évolution vers un haut niveau économique. La pais dans les trois continents sous-développés, serait, d'après cette analyse,



Aussi, la souveraineté populaire, "jamais autre chose qu'une fiction est devenue un mythe entretenu à grands frais et à l'aide du lavage de cerveaux, car on vote, en fin de compte, pour un certain groupe de pression, ne faisant plus confiance ni aux partis ni aux programmes."

Il en résulte, à mesure que la démocratie débouche sur le désordre, que la fonction des institutions est usurpée par les groupes de pression devenus des féodalités.

Sous la démocratie contemporaine, affirme, souvent à bon droit,

Les distributeurs ont peur des bouteilles retournables

par Michel ROESLER

La décision de l'Ontario d'imposer l'usage de contenants retournables inquiète vivement les milieux québécois de la distribution alimentaire qui redoutent que le Québec adopte une législation analogue.

Les raisons de cette crainte sont strictement économiques. Les distributeurs de produits alimentaires estiment que de telles mesures vont accroître sensiblement leurs coûts d'exploitaion par l'obligation d'engager du personnel supplémentaire pour trier et stocker les contenants et par des besoins d'espace accrus.

En Alberta, où une législation de ce genre est en vigueur depuis deux ans, le recyclage de contenants a entraîné, cette année, des frais supplémentaires dépassant les $5 millions.

Une récente étude faite par Provigo portant sur la manutention dans 9 supermarchés pendant 1 an, de 3 millions de contenants consignés montre que cela a coûté $108,000, soit 3.66 cents par contenant (des bouteilles en général). Il faut inclure dans ces frais, le bris, l'espace et la main-d'oeuvre.

Une autre statistique présentée par l'Institut canadien de la distribution alimentaire fait valoir que le seul bris de bouteille dans une épicerie indépendante de moyenne importance entrainait $2,800 de frais annuellement.

L'achat de bouteilles par épicerie, souligne cette même recherche, se situe autour de $1,350 par semaine.

Dans la perspective d'une adoption par le gouvernement québécois d'une législation apparentée à celle qui vient d'être déposée en première lecture au Parlement de l'Ontario, l'Association des épiciers détaillants, l'Association des épiciers en gros, l'Institut canadien de la distribution aliementaire et le Conseil canadien du détail, préparent un mémoire pour s'y opposer mais sans grand espoir.

Ces associations font remarquer que le détaillant voyant son profit sur le volume des ventes amputé par les frais de manutention, limiterait ses ventes aux seuls produits populaires. Ce qui entrainerait la disparition de marques plus modestes.

Des économies d'énergie et de matières premières

En Ontario, le gouvernement a décidé d'adopter une telle législation dans le but avoué de protéger l'environnement.

En fait, a déclaré à LA PRESSE un représentant de l'Association des embouteilleurs de boissons gazeuses du Québec, qui appuie la législation ontarienne et aimerait la voir adopter par le Québec, il y a d'autres raisons: notamment des raisons d'économie d'énergie et de matières premières.

La consommation d'énergie pour fabriquer une bouteille uniservice est la même que celle utilisée pour produire une bouteille retournable. Or une bouteille retournable sert 20 fois.

D'autre part, la fabrication de canette nécessite de l'aluminium. Si le Canada produit de l'aluminium, il doit acheter de la bauxite à l'étranger. Or selon des chiffres cités par Statistique Canada, en 1974 (seuls chiffres disponibles) les Canadiens ont acheté puis jeté 126,141,810 cannettes. Les Québécois, à eux seuls, en ont utilisé 34,956,912.

Aux grands maux les grands remèdes. Tel est le principe directeur de la législation ontarienne qui correspond à la phase 1 d'un plan visant a amener le consommateur à utiliser 80 pour cent de contenants retournables, alors que présentement, il n'en utilise que 20 pour cent. Il y aura une phase 2 si la première ne résoud pas totalement le problème.

Pour renverser cette situation, le gouvernement ontarien, selon les embouteilleurs québécois, est décidé à prendre des mesures très strictes.

Dans le lait, avec la métrication, il faut que d'ici cinq ans tous les contenants soient retournables.

Dans la bière et les boissons en cannettes, la languette doit être seulement semi-détachable.

Dans les boissons gazeuses toutes les bouteilles devront être uniformes pour faciliter la manutention. La seule objection d'importance contre cette décision vient de Coca-Cola dont la presque totalité de sa mise en marché repose sur la forme de ses bouteilles.

Les associations de distributeurs de produits alimentaires qui n'acceptent pas cette législation estiment que les pouvoirs publics, dans le but de supprimer un problème, décide tout simplement de supprimer l'objet. Alors que la politique la plus satisfaisante en matière de protection de l'environnement devrait, selon elles, reposer sur deux principes:
— éducation dès l'enfance dans les écoles sur le respect de la nature;
— emploi de moyens coercitifs sévères comme aux États-Unis.

Les représentants de ces associations ajoutent: "Pour nous une loi semblable signifie plus de camions pour la cueillette des bouteilles vides, des entrepôts plus grands, plus d'espaces dans les épiceries et du personnel supplémentaire. À la fin du compte, c'est le consommateur qui devra payer l'addition."

Il s'agit là d'un débat qui est loin d'être epuisé.

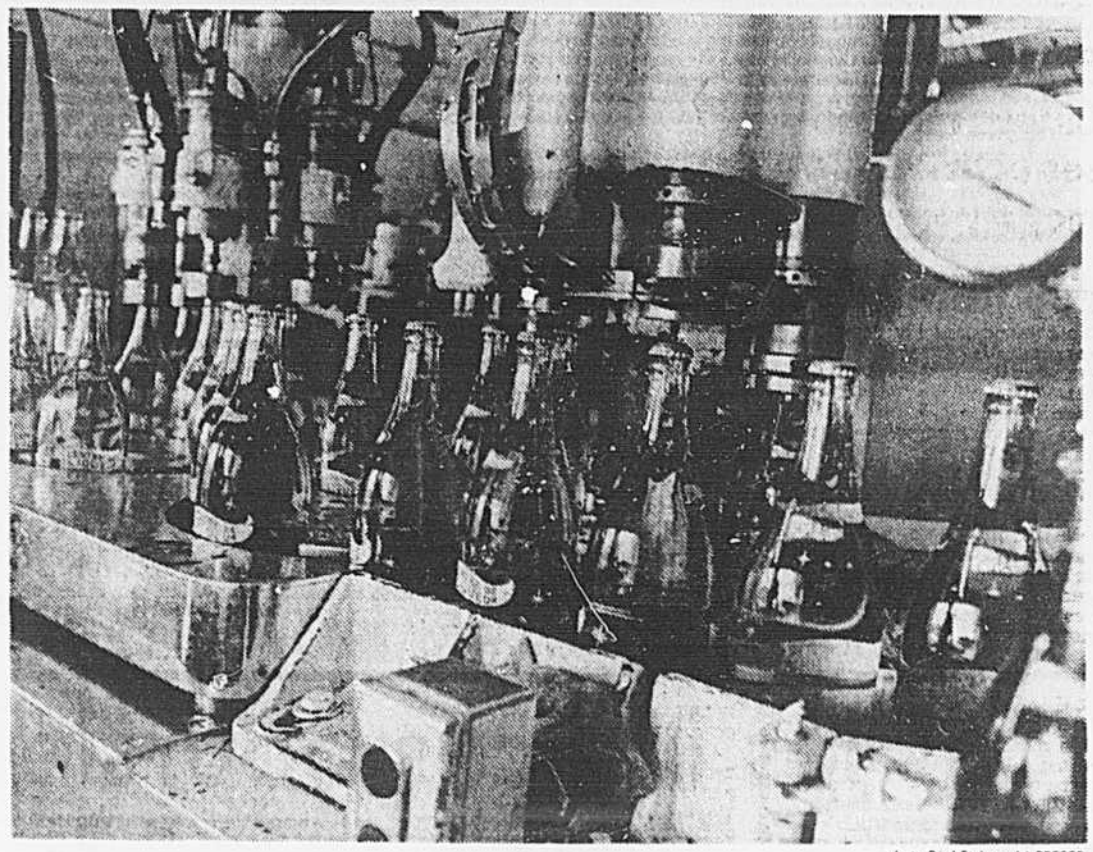


photo Real St-Jean, LA PRESSE

Les nouvelles lois qui obligent une plus grande utilisation des contenants retournables inquiètent de plus en plus les distributeurs québécois. Les entreprises craignent voir grimper leurs coûts de production à cause des opérations additionnelles nécessaires pour trier et nettoyer ces contenants.

L'austérité sera le mot d'ordre mondial

MANILLE (Reuter) — Ce sera l'année des vaches maigres. Tel est l'avis quasi unanime des ministres des Finances et gouverneurs des banques nationales des quelque cent vingt pays membres du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale dont l'assemblée annuelle s'est achevée hier à Manille.

L'austérité est le mot d'ordre, de même que les restrictions financières. Partout dans le monde, les gouvernements vont s'efforcer de réduire les dépenses publiques et de résorber leurs dettes extérieures.

Ministres et gouverneurs sont tombés d'accord pendant leurs délibérations cette semaine à Manille sur la nécessité d'un contrôle plus strict des dépenses budgétaires. La priorité des priorités doit être la lutte contre l'inflation, afin d'éviter une nouvelle flambée alors que l'explosion des prix que le monde a connue depuis 1973 commence à peine à être jugulée.

En dépit d'une reprise de l'économie mondiale qui s'avère plus positive que prévu, ce qui impliquera un niveau de chômage anormalement élevé pendant un certain temps encore dans les pays industrialisés, les ministres sont fermement décidés à ne rien faire qui risque de les écarter de leur lutte contre l'inflation.

L'accent a également été mis à Manille sur la nécessité d'accroitre les crédits mis à la disposition de la Banque mondiale — principale source de financement de l'aide internationale au développement.

Un accord a récemment été conclu aux termes duquel le capital de la banque sera augmenté de huit milliards quatre cent mille dollars, le portant ainsi à quarante et un milliards de dollars.

Mais la Banque mondiale veut plus, beaucoup plus, afin de faire face à l'inflation et d'accroitre son aide au Tiers-monde.

Celui-ci est d'ailleurs invité à "s'aider lui-même". Le président de la banque, M. Robert McNamara, a convié les pays en développement à accroitre leur production alimentaire, à améliorer leur administration et a renforcer leur programme de contrôle des naissances.

Les discours prononcés à la conférence ont pratiquement tous eu pour thème l'ampleur des problèmes économiques auxquels le monde sera confronté d'ici la fin de la décennie.

Et comme pour mieux en souligner la gravité, l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques) a rendu publiques hier ses toutes dernières projections sur la croissance économique dans les principales nations industrielles du monde non commmuniste.

Révisées en baisse, ces projections prévoient une croissance du produit national brut en termes réels (production de biens et services après déduction du taux d'inflation) de l'ordre de trois et demi pour cent au cours du second semestre de cette année.

Ce pourcentage est d'un point et demi inférieur aux projections de l'OCDE rendues publiques, et bien en deçà du cinq pour cent que s'étaient fixé les grandes puissances industrielles en vue d'une "croissance contrôlée".

Si les pays du Tiers-monde n'ont pas évoqué à Manille l'idée d'un moratoire de leurs dettes, celles-ci n-en ont pas moins été un des problèmes des plus coéoccupants. Selon des experts internationaux, la dette globale du Tiers-monde atteindra l'année prochaine le chiffre astronomique de cent trente milliards de dollars, contre soixante milliards seulement fin 1973, avant le quintuplement du prix du pétrole.

Nombre de pays en développement ont contracté des prêts à court terme (un à six ans) sur les marchés des capitaux et sont confrontés à des difficultés croissantes pour les rembourser sans infliger ce faisant une réduction substantielle du niveau de vie de leurs populations.

M. McNamara a mis le doigt sur les problèmes fondamentaux de ces pays dans son discours de clôture hier en les invitant à adopter des politiques économiques saines assurant un taux de croissance élevé et une plus grande justice sociale.

De son côté, le secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, avait brossé un sombre tableau de la situation dans laquelle se trouvent de nombreuses économies, d'ailleurs pas exclusivement du Tiers-monde.

"Tandis que s'accroit la dette destinée à financer des déficits persistants, un nombre croissant de pays qui ont remis à plus tard tout ajustement approcheront des limites au-delà desquelles ils ne pourront plus se permettre d'emprunter, limites au-delà desquelles les créanciers prudents refuseront de leur prêter. Ceci est un problème sérieux qui ne peut être ignoré tant par les prêteurs que par les emprunteurs", a-t-il dit.

"Ajustement" est ainsi devenu le mot clé de cette 31e assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale créés en 1944 par les accords de Bretton Woods. Par ajustement il faut entendre rétablissement de l'économie mondiale sur des bases saines, notamment pour les pays dont la dette extérieure atteint des proportions excessives. En revanche les pays ayant des excédents monétaires tels que le Japon et l'Allemagne fédérale, certains pays producteurs de pétrole sont invités à stimuler la demande intérieure et à accroitre leurs importations. Pour M. Johannes Witteveen, directeur général du FMI, "moins on ajuste, plus grande est la tension. Plus on ajuste, plus la stabilité est grande."

Pepin n'avait pas été assez sévère avec les mineurs

OTTAWA (CP) — Le directeur du programme de lutte contre l'inflation, M. Donald Tansley, a réduit d'un autre six pour cent les augmentations de salaires négociées par les 450 mineurs de la mine Cyprus Avil, au Yukon, a précisé hier un porte-parole du ministère fédéral des Finances.

Les employés, représentés par les Métallos unis d'Amérique, et la compagnie avaient d'abord négocié une augmentation de 36.5 pour cent pour la première année. Toutefois la Commission Pepin avait réduit cette hausse à 14 pour cent.

Après que le syndicat en eut appelé de la décision de la commission, M. Tansley a rendu un jugement encore plus défavorable au syndicat Les augmentations devraient être de huit pour cent la première année, a décidé M. Tansley.

Suite à la première décision de la Commission Pepin, les employés avaient déclenché une grève de huit semaines qui avait affecté toute l'économie du Nord-Ouest canadien.

Par ailleurs, M. Tansley a maintenu sa décision de limiter les augmentations de salaires des employés d'Irving Pulp and Paper.

Les employés d'Irving en avaient appelé d'une première décision de M. Tansley, alléguant qu'elle ne tenait pas compte du contexte historique.

Les compagnies de transport blâment les gouvernements

Si le grand nombre des entreprises privées de transport en commun sont en difficulté financière au Québec, la principale faute incombe aux gouvernements fédéral et provincial, soutient le président de l'Association des propriétaires d'autobus du Québec, M. Jacques Fournier.

Dans un message s'adressant aux transporteurs à l'occasion de leur prochain congrès annuel à Québec, M. Fournier reproche principalement au gouvernement la création des commissions de transport et la politique du transport écolier, notamment l'instabilité des conditions dans lesquelles s'exerce cette forme de transport.

M. Fournier souhaite que la future politique du transport que Québec entend promulguer incessamment soit réaliste et apporte enfin les remèdes appropriés aux problèmes auxquels doivent faire face les services de transport collectif locaux.

M. Fournier prévoit que plusieurs compagnies devront cesser leur exploitation si les règles du jeu déterminées par le gouvernement provincial ne sont pas modifiées. Selon lui, plusieurs secteurs de la population seront alors privés de transport en commun et cette situation anachronique aura des effets néfastes tant du point de vue social qu'économique.

De son côté, souligne-t-il, le gouvernement fédéral avantage financièrement des moyens de transport public qui compétitionnent âprement les entreprises privées de transport en commun. Il rappelle qu'il en coûterait moins cher au gouvernement fédéral de procurer un billet gratuit pour voyager en autobus à ceux qui utilisent l'avion et le train, si on s'arrête au total des sommes versées en subvention à ces deux modes de transport.

Second violon

"Il ne saurait être question, précise-t-il, que l'autobus devienne tributaire des chemins de fer, comme on l'a prôné, en servant à alimenter les services ferroviaires en clientèle."

Le président de l'APAQ dénonce fortement à ce sujet le projet du gouvernement fédéral d'investir des sommes considérables pour donner une nouvelle vitalité aux chemins de fer.

"L'industrie de l'autobus, dit-il, s'oppose formellement à jouer ce rôle qui marquerait la fin des grands et moyens réseaux d'autobus bien organisés et efficaces qui sillonnent actuellement les routes du Québec et qui ont fait que plusieurs régions du Québec délaissées par les autres modes de transport ne sont pas demeurées isolées."

En terminant, M. Fournier réclame pour l'industrie du transport en commun une aide financière du gouvernement, que ce soit sous une forme ou une autre.

"Aujourd'hui, dit-il, d'importantes entreprises privées sont paralysées par des conflits et leur survie est menacée si elles ne reçoivent pas une aide concrète rapidement."

Hausse des ventes d'autos

Les ventes de véhicules automobiles neufs ont atteint $5.2 milliards à la fin août de cette année, ce qui représente une augmentation de 12 pour cent sur les résultats qu'affichait l'industrie automobile pour la période équivalente de huit mois en 75.

Le nombre des unités vendues, au cours de cette période, n'a cependant pas progressé au même rythme que la valeur des expéditions, ne totalisant que 883,514 unités, à peine deux pour cent de plus que l'an dernier.

Les ventes de véhicules (camions et automobiles) ont cependant chuté en nombre au cours du mois d'août, les 95,851 unités représentant quatre pour cent de moins que les livraisons d'août 75.

La valeur totale des ventes a par ailleurs augmenté de plus de deux pour cent pour atteindre $569 millions au cours du mois en question.

Du nombre de véhicules automobiles neufs vendus jusqu'à maintenant au Canada en 1976, l'on compte 55,403 voitures particulières (−6%) et 25,847 véhicules commerciaux (+ 2%) fabriqués au Canada et aux Etats-Unis, ainsi que 13,552 voitures particulières (−4%) et 1,049 véhicules commerciaux (−22%) fabriqués outre-mer.

Les syndicats pourraient bientôt faire une percée dans les banques

par Randall LITCHFIELD
Financial Post News Service

Le spectre de la syndicalisation des employés de bureau menace de nouveau les institutions financières au Canada, et il existe une forte possibilité que les syndicats parviendront à faire une percée.

Deux syndicats distincts visent précisément les employés de seize succursales de trois des cinq grandes banques canadiennes, à savoir la Banque de Nouvelle-Ecosse, la Banque Canadienne Impériale de Commerce et la Banque de Montréal.

Les tentatives précédentes de syndicalisation des employés des banques et des compagnies d'assurance (dont le nombre s'élève à 250,000, selon Statistique Canada) ont échoué dans le passé malgré les vigoureuses campagnes organisées par les syndicats. La dernière tentative a été effectuée en 1974. L'Association des employés de commerce et de services techniques ont commencé à recruter des membres à la compagnie Northern American Life Assurance. Des porte-parole du syndicat avaient alors soutenu qu'ils avaient recueilli l'adhésion d'un tiers des empooyés.

La lutte est actuellement la plus âpre en Colombie-Britannique, où le Syndicat des employés de banque (SEB), section du Syndicat des employés de service et des commerces de détail, a déposé des demandes d'accréditation pour onze succursales de la région de Vancouver représentant 100 employés, et escompte avoir déposé une trentaine de demandes représentant 200 employés d'ici la fin du mois. Un porte-parole du SEB estime cependant qu'on ne prévoit pas de décision avant un mois. Une fois cette décision rendue, les banques et les syndicats ont le droit d'interjeter appel en Cour suprême.

Les perdants exerceront ce droit, ce qui peut retader toute l'affaire d'un an.

En Ontario, cinq demandes d'accréditation ont été remises à la Commission canadienne des relations du travail (CCRT) par le Syndicat canadien des employés de banques (SCEB), filiale, pour le moment, du syndicat canadien des travailleurs de l'industrie chimique.

Les banques luttent pour maintenir un précédent établi en 1959, lorsque la CCRO a rejeté une demande d'accréditation du Syndicat des travailleurs généraux du district de Kitimat pour une succursale de la Banque de Nouvelle-Ecosse. La Commission avait dans ce cas pris le parti de la banque sous prétexte qu'une unique succursale ne constituait pas une unité de négociation suffisante parce qu'elle entraverait la possibilité de manoeuvre de la banque pour les mutations de personnel. Depuis, les syndicats se sont tenus tranquilles, désirant nullement gaspiller leurs maigres ressources pour la campagne nationale d'organisation qui serait nécessaire pour faire accréditer toutes les succursales ou le siege d'une banque, qu'elle qu'elle soit. Toutes les banques ont demandé à la CCRO à être entendues avant qu'une décision soit prise.

L'initiative du SCEB et du SEB découle en partie des changements survenus dans les relations ouvrières au Canada depuis la première décision rendue par le CCRO. Un porte-parole du SEB déclare que l'évènement peut-être le plus important survenu au cours des 17 années a été la décision du gouvernement d'accorder aux fonctionnaires fédéraux le droit de se syndicaliser: "Nous nous considérons comme des quasi-fonctionnaires, et nous espérons que l'attitude de la Commission s'est assouplie au cours des années.

Si la CCRO décide effectivement de tenir une audition, le syndicat fera valoir que la décision de la Commission de refuser l'accréditation enlèverait aux employés de banque le droit de se syndicaliser, comme le lui garantit le Code du travail.

Le syndicat a l'intention également de cter, comme précedent, le cas de parties de l'industrie du transport maritime qui ont été accréditées en vertu du code fédéral, sans que tous les bateaux d'une même compagnie soient syndicalisés. Toutefois, Roman Gralowicz, président du Syndicat international des gens de mer, nie qu'il existe un tel précéent.

Entre temps, les banques deviennent nerveuses. La Banque de Commerce, quant à elle, a mis surpied, dit-on, une campagne concertée d'éducation, comportant des réunions hebdomadaires pour les cadres, afin de faire obstacle à la menace du sydnicat. Le vice-président de la Banque de Commerce, division du personnel, E.S. Duffield, s'est refusé à tout commentaire.

La direction de la Banque de Nouvelle-Ecosse s'est refusée elle aussi à tout commentaire quand on lui a demandé si elle avait organisé des activités similaires.

Les compagnies d'assurance peuvent respirer plus facilement pour le moment, mais les syndicats ont préparé des plans précis qu'ils appliqueront dans leur cas, le moment venu. En 1972, lorsque le Congrès du travail du Canada a formé l'Association des employés de commerce et de services techniques, le but initial était de syndicaliser les employés des compagnies d'assurance. Le représentant du CTC, William Howes, indique que près de $400,000 par an sont venus alimenter l'Association depuis lors, la majeure partie de cet argent étant conservé en vue d'une utilisation ultérieure.

Le syndicat n'a eu aucun succès jusqu'à présent dans la syndicalisation des employés d'une compagnie d'assurance, mais Howes dit que ce moment approche. "Nous prévoyons quelque chose d'ici deux ou trois ans, dit-il. En attendant nous constituons des dossiers sur toutes les institutions financières du pays."

comment s'y retrouver à la bourse

Le lecteur trouvera dans la premiere colonne des tableaux des cotes boursieres le nom des compagnies publiques inscrites sur le parquet de la Bourse de Montreal, Toronto, New York, Americaine, de Vancouver et d'Alberta. La deuxieme colonne indique le nombre d'actions transigees la veille (ventes ou achats), la troisieme mentionne le prix le plus eleve auquel le titre a ete vendu durant la journee, la quatrieme mentionne le prix le plus bas auquel le titre a ete vendu durant la journee, la cinquieme fixe le prix de l'action a la cloture de la Bourse la veille et la derniere colonne indique le changement survenu entre le prix de clôture la veille et celui de l'avant-veille. Le prix des actions est exprime en dollars pour les grandes societes et en cents pour les entreprises juniors.

Sur le marche des options, la presentation des tableaux de Montreal et de Chicago est differente. Dans le premier cas, vous trouverez dans la premiere colonne le titre des actions transigees a Montreal et Toronto et le prix auquel l'option vous donne le droit de les acheter. Dans les trois autres colonnes, vous trouverez d'abord le nombre d'options vendues pour novembre, fevrier ou mai et le prix de l'option en cents canadiens (pour 110 ou 230) ou en dollars canadiens (pour 2¾ ou 5½).

Dans la derniere colonne, on retrouve le prix de clôture des actions la veille a la Bourse de Montreal. Quant au marche de Chicago, aucun volume de transactions n'apparait sur le tableau, sauf pour l'ensemble des contrats conclus la veille.

Sur le marche des obligations, on retrouve trois grandes categories de titres: d'abord ce qu'on appelle communement les "Canadas" (le taux d'intérêt, la date et l'annee d'echeance, le prix offert à la vente et à l'achat), puis les obligations des gouvernements, des societes d'Etat, des entreprises de services publics et des entreprises en general et enfin les obligations convertibles en actions ordinaires de divers types de societes. Pour plus d'informations à ce sujet, communiquez directement avec votre courtier.

Au tableau des dividendes, que vous procure la propriété d'actions d'entreprises diverses, on retrouve le nom des societes qui distribueront des dividendes, le dividende lui-même verse pour chaque action sur une base trimestrielle (trim.), semestrielle (sem.) ou annuelle (ann.), la date du versement par la compagnie a ses actionnaires et la date à laquelle vous deviez être inscrit pour avoir droit au dividende.

Lorsque le nom d'une compagnie est suivi d'une lettre entre parenthèses ("A"), ("B"), cela identifie le type d'actions de classe "A" ou "B" sur lesquelles l'entreprise versera ses dividendes. Le même cas s'applique aux dividendes d'actions privilégiees (pr.). Par ailleurs, au lieu d'exprimer en cents ou en taux d'interet le dividende qu'elle versera, une entreprise peut egalement l'exprimer en pourcentage (par exemple 100 pour cent du prix de l'action). Enfin, une entreprise qui vient de vendre une usine ou un immeuble, peut choisir de redistribuer ses profits sous forme de "dividende special". Lorsqu'on retrouve un signe (x) apres la mention d'une entreprise, cela veut dire que les dividendes sont verses en dollars ou en cents americains. Par contre, le signe (y) refere a une autre monnaie.

les faits saillants de la Bourse

MONTREAL:

Volume:

Vendredi	272,500
Jeudi	357,100

Faits saillants:

	Vendredi	Jeudi
Actions trans.	172	171
Gains	53	52
Pertes	83	70
Inchangees	36	49
Hauts 76	6	7
Bas 76	40	38

Valeurs les plus actives

	Vol.	Clôt.	Var.
Nrl Telecom	12,290	3?¼	+¼
[illegible]	12,120	35½	[illegible]
Massey	10,700	22⅝	inch.
Simpsons Sears	8,010	9	inch.
Alcan	7,650	23⅛	-⅛

Mines et petroles

		(en cents)	
Kiena	20,500	.95	+.03
Stand Gold	20,000	.13½	+.01½
Tahsan	6,541	.30	inch.
New Jehorke	5,571	.59	+.05
Cons Louanna	4,500	.11	+.01½

TORONTO:

Volume:

Vendredi	1,408,000
Jeudi	1,486,000

Faits saillants:

	Vendredi	Jeudi
Actions trans.	594	605
Gains	150	171
Pertes	217	178
Inchangees	227	259
Hauts 76	8	6
Bas 76	20	26

Valeurs les plus actives

	Vol.	Clôt.	Var.
Abbey Glen	46,450	6⅞	inch.
Massey	41,425	22⅝	-⅛
Albta Eng Co	37,145	12	+⅛
Weston	28,100	14⅛	-⅛
Alcan	22,495	23⅛	-⅛

Mines et petroles

		(en cents)	
Asamera	53,450	9⅞	+⅛
Mcadam	34,200	.48	-.01
Albta East Gas	29,250	14⅝	-⅛
D Brien	28,400	1.03	+.01
Texore	15,000	.05	-.01

NEW YORK:

Volume:

Vendredi	18,240,000
Jeudi	19,830,000

Faits saillants:

	Vendredi	Jeudi
Actions trans.	1,859	1,885
Gains	455	893
Pertes	945	532
Inchangees	459	460
Hauts 76	41	37
Bas 76	20	33

Indices Dow Jones:

	Ouv	Haut	Bas	Clôt	Var
30 Ind	966.17	969.25	949.72	952.38	-12.71
20 TRANSP	211.55	213.06	208.38	209.56	-1.46
15 S.P.	98.35	98.99	97.74	98.16	-0.26
65 Co.	304.42	305.86	299.98	301.04	-3.01

Indices Standard & Poor:

Haut	Bas	Ferm	Var
NON DISPONIBLES			

fonds mutuels

PAR LA PRESSE CANADIENNE

Institute Members	
AGF Group	
Amer Grth	4.49
Cdn Gs Eqy	12.44
Cdn Sec Gth	4.78
Cdn Trusteed	4.52
Corp Invest	5.74
Corp Inv Stk	4.70
Gwth Equity	5.78
Japan	8.32
nMoney Mkt	10.00
Special	2.94
All Canadian Gr	
Compound	5.63
Dividend	5.82
Northrn Eqy	3.24
Revenue Gth	3.90
Venture	3.17
4000	3.85
Calvin Bullock Gr	
Acrofund	1.15
CIF	4.20
Ciag Inv Grp	
nvCo-opera	9.95
nvLdmk GF	9.88
Eaton Group	
vBeaubran	4.08
vnBolt TremE	5.55
Cdn S Afr Gd	2.80
Canagex Gr	
vBond	9.31
Fund	8.89
Internatnl	7.79
vMortgage	10.15
vCapital Gth	9.45
xChase	6.59
CML Group	
Growth	6.20
Intl Energy	2.33
Intl Gth	4.32
Intl Income	3.32
Univest	4.73
xComp Cap	4.15
Desjardins Gr	
Canadian	7.19
vHypotheq	4.26
vInternatl	6.87
vObligatns	5.05
vQuebec	3.64
vPEP	2.10
nvSpec	4.27
Dixon Krog	5.37
vDomin Comp	6.60
Commwth	14.52
Growth	7.02
Income	4.51
Internatnl	6.81
Leverage	3.88
Venture	3.36
Viking	4.98
Guardian Gr	
Enterprise	.81
GIS Comp	8.41
GIS Income	2.56
vGrwth Fund	7.93
North Amer	3.18
Mutual Acu	5.32
Mutual Inc	4.33
Sec Income	9.58
World Equity	5.46
Investors Group	
vGrowth	10.94
vInternatnl	5.68
vJapan	8.83
vMortgage	4.81
vMutual	5.31
vRetiremnt	5.44
vProvidt Mu	6.88
vProvidt Stk	4.93
Nat Res Gth	3.60
Planned Invest Gr	
Canada Cum	5.50
Canada Grth	6.31
Pld Resourcs	3.91
Dreyfus Group	
vInc	12.19
vInternatnl	13.43
nExecutv Can	5.73
nExecutv Intl	1.35
xFid Trend	21.30
nHarvard	6.26
Heritage	1.80
Industrial Gr	
Indust Amer	2.28
Indust Div	6.03
Indust Eq	4.99
Indust Gth	15.27
Indust Incm	10.09
Indust Pens	20.07
ITCO	4.87
Keystone Gr	
Cus K-2	5.13
Cus S-1	18.85
Cus S-4	3.47
Polaris	3.16
xLex Rsrch	14.89
xManhatn	2.76
Marlborough	4.75
Natrusco	13.03
NW Group	
vCanadian	4.54
vEquity	6.33
vGrowth	4.82
xOne Wm St	14.54
xOppenhmr	6.35
Pld Sec Inc	5.60
Taurus	4.71
Pret et Revenu Gr	
American	8.97
Canadien	6.12
Retraite	6.23
Prevest Mut	6.68
Prudential Gr	
Growth	5.52
Income	5.11
Savings Invest Gr	
American	8.89
Canadian	6.09
Retiremnt	6.24
United Bond Str	
vRoyFund	5.91
vRoyFnd Inc	4.98
United Group	
vAccumula	3.92
vAccumula R	4.22
vAmerican	1.30
vCont Mortg	5.02
vHorizon	2.01
vSecurity	4.57
vVenture	2.45
vVenture Ret	4.21
Universal Gr	
Save Equity	8.23
Save Income	5.18
Non Members	
Assoc Inv	5.14
Pemberton Gr	
nPacific Div	4.98
nPacific Inc	2.71
nPacific Res	2.52
nPacific Ret	4.41
nPacific US	4.12
PHN Group	
vBond	10.94
vCanadian	7.28
Fund	13.86
vPooled	28.39
nvRRSP	11.12
PMF Managmnt	
nPension Mu	6.11
nXanadu Fd	3.74
Principal Gr	
Collective	5.82
Growth	4.22
Venture	2.69
Scotiafd Gr	
Scotiafund	.90
Scotiafd Mtg	1.02
Sterling Eqty	5.60
xTech	7.24
vTemple Gth	10.36
Trans Canada Gr	
A	5.06
C	10.79
Special	4.17
Vanguard	5.47
Western Grth	4.80

les devises

PAR LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE

Afrique du Sud	Rand	$1.1216
Allemagne	Deutsche Mark	$0.3991
Angleterre	Livre	$1.6225
Argentine	Peso	$0.0044
Australie	Dollar	$1.2145
Autriche	Schilling	$0.0567
Belgique	Franc	$0.0261
Bresil	Cruzeiro	$0.0886
Danemark	Couronne	$0.1673
Espagne	Peseta	$0.0145
France	Franc etr.	$0.1965
Hollande	Florin	$0.3830
Italie	Lire	$0.001160
Japon	Yen	$0.003389
Mexique	Peso	$0.0497
Etats-Unis	Dollar	$0.9736
Norvege	Couronne	$0.1835
N.-Zelande	Dollar	$0.9624
Suede	Couronne	$0.2292
Suisse	Franc	$0.3985

Tous les indices boursiers sont à la baisse

revue boursière

par la Presse Canadienne

La lenteur des transactions et les prix peu eleves ont coopere a etablir des baisses notoires sur les marches boursiers canadiens, au cours de la semaine qui vient de finir, en depit d'un bref encouragement survenu jeudi avec la presentation de chiffres encourageants sur l'indice des prix a la consommation.

Statistique Canada a signalé une hausse de cinq dixiemes d'un pour cent dans cet indice, ce qui a porte à 6.5 pour cent l'augmentation en 12 mois.

Selon des analystes, la chute continue enregistree a New York a contribue a la chute des marches canadiens.

En fin de semaine, l'indice industriel Dow Jones atteignait un bas niveau memorable en huit mois, soit 952.38, donc une chute de 27.51 sur la semaine precedente.

A Toronto, l'indice industriel a perdu 3.81 pour finir la semaine a 180.17, son point le plus bas depuis le 13 janvier. L'indice industriel à Montreal a baissé de 1.12 pour atteindre 179.55. Par ailleurs, a Toronto, l'indice aurifere a perdu 2.77 à 211.86, en dépit d'une chute de seulement 12½ cents dans le prix mondial des lingots. Vendredi, à Londres, l'or a fermé à $111.12½ l'once.

L'indice des métaux communs à Toronto a perdu 2.31 à 81.21 et l'indice des pétroles de l'Ouest 3.51 à 203.51, soit les deux niveaux les plus bas enregistres depuis neuf mois.

A la Bourse de Montreal, l'indice composite a recule de 3.65 à 180.35.

Le nombre des actions échangées a diminué sur le marché torontois, mais leur valeur a augmente. Un total de 6.93 millions d'actions ont changé de mains, 280,000 de moins que la semaine precedente. Mais leur valeur a augmenté de $260,000 à $69.57 millions.

A Montréal, le nombre d'actions echangees a baisse de 310,000 à 1.16 million, avec une valeur de $19.06 millions, soit une chute de $2.51 millions.

Les obligations

Les prix ont oscillé entre aucun changement et légerement plus bas, sur un marché modéré, cette semaine, à la Bourse canadienne des obligations.

Le court terme n'a pas subi de changement, cependant que les valeurs à moyen et à long terme ont perdu ⅛ de point. Les obligations provinciales et de sociétés sont demeurées stationnaires.

Les prêts au jour le jour étaient disponibles à 8¼ pour cent. Les bons du Trésor a trois mois ont ete echangés à 9.10 pour cent, à comparer à 9.11 pour cent la semaine précédente; et les bons à six mois à 8.97 pour cent, en comparaison de 8.95 pour cent.



A New York

Une nouvelle semaine noire à Wall Street où l'indice des industrielles a perdu 27 points, ce repli faisant suite à une chute de près de 30 points la semaine derniere. Le Dow Jones, à 952.38, a clôturé hier à son niveau le plus bas depuis le 17 fevrier dernier. L'activité a neanmoins été relativement reduite.

La bourse reflete ainsi le manque de confiance du monde financier et des milieux d'affaires en une prompte sortie de la pause economique constatee depuis juillet.

Lundi la baisse n'a pas été très accentuée et elle a surtout été attribuée à la fête juive du Yom Kippour. Elle devait reprendre de plus belle dès mardi avec des informations prévoyant des resultats financiers decevants pour les entreprises americaines. Une courte reprise technique a ete constatee jeudi mais hier, la publication d'une forte hausse des prix de gros en septembre (plus de 0.9 pour cent) et d'une situation sensiblement inchangée sur le front du chômage a entraîné le marche vers une nouvelle et forte chute.



MONTREAL

INDICES À LA BOURSE DE MONTRÉAL

	Ind.	Serv. pub.	Banques	Comp.	Pap.
Var. 8 oct.	-1.02	-0.65	-1.41	-0.98	-0.03
Fer. 8 oct.	179.55	145.6	247.77	180.35	116.95
Hauts 76	209.49	146.90	263.14	201.35	130.98
Bas 76	176.11	124.61	235.76	173.10	96.38
Hauts 75	206.71	141.94	281.74	199.62	117.89
Bas 75	159.17	119.14	212.0	157.40	93.46

	Volume	Haut	Bas	Clôt	Var	1976 Haut	1976 Bas
A and B							
Abti A	250	$6	[illegible]	[illegible]		6¼	105
Abitibi	4259	$12	11¼	11½	-⅛	13¼	8¼
Alta East g	400	$15¼	15	15	-⅛	16	4¼
Alta Gas I	315	$13½	13½	13½		14½	11¼
Alcan	[illegible]	$25¼	23¼	23¼	-2¼	29¼	19¼
Algoma St	3748	$24¼	23¼	23¼	-⅛	28¼	23
Alg a	200	$26	25¼	26	+⅛	26	25
Alum pr	100	$12¼	12¼	12¼	-⅛	12½	12¼
Alum 2p	200	$34	34	34		38	34
Aquitaine	315	$16¼	16	16¼	-⅛	24¼	15¼
Asbestos	617	$30¼	30	30¼	-⅛	33½	21
Astral	300	130	130	130	+5	180	120
Atco a	400	$12	12	12		16½	12
Banister	100	$8	8	8	-1¼	11	7
Bank Mtl	27654	$15¼	15¼	15½	-⅛	17½	15
Bank NS	16353	$43½	43	43	-¼	43¼	37
Bank CN	5898	$14	14¼	14¼	-½	16½	13
Bq Deprg	1326	$11½	11½	11½	-½	16	11¼
Bq Pr Can	2530	$12¼	12½	12¼		14	12
Bathst	1996	$8	8	8		8¼	8
Bell Canad	13440	$50	49¼	49¼	-½	51¼	43
Bell C pr	162	$25¼	25¼	25¼	+⅛	26	24
Bell E pr	256	$27	26¼	26¼	+⅛	27¼	25½
Bell wt	25100	$5¼	495	5¼		6¼	170
BC RT a	495	$14	13¼	13¼	-⅛	14¼	13
BC RT w	1360	202	190	200		250	155
Bomb Mlw	1176	$9	9	9	-⅛	9¼	9
BP Can	2100	$8¼	8¼	8¼	-⅛	11¼	8¼
Brcan a	4067	$10¼	10½	10½		12¼	9¼
Brcan b	506	$10½	10½	10½		10¼	9¼
Brcan Pr d	1000	$24¼	24	24¼	+⅛	24¼	24
BCFP	1150	$23	22½	22½	-1	24	16¼
BC Phone	2400	$12¼	12½	12½	-⅛	13¼	10¼
BC T 16	1150	$26¼	26¼	26¼	+⅛	26¼	26
Bruck A	410	$5	5	5		8	5
Bruck B	215	200	200	200		200	200
C and D							
CAE A	440	$10	9¼	9¼	-⅛	12	8¼
Cal P a	1576	$32	30¼	30½	-1¼	32¼	27½
Cal 9 t 4	1500	$103	103	103	+1	103	100½
Camp a	120	416	410	410	-20	5¼	405
CCemt a	28477	$9	8¼	8¼	+⅛	11½	8¼
Can Devlp	315	$98¼	98¼	98¼	+⅛	100¼	95¼
C Pack c	200	$19½	19½	19½		23½	19½

	Volume	Haut	Bas	Clôt	Var	1976 Haut	1976 Bas
Can Perm	500	$15¼	15¼	15¼	-⅛	19¼	15¼
C P un	2000	$8	8	8		8¼	8
C Smith	915	$35½	33¼	35	-1¼	35¼	33¼
C Trst a	8400	$20	19½	19½	-½	26¼	19½
Cdn Cable	1040	$17¼	17	17	-1	18¼	12
Cble w	300	175	175	175	-25	200	175
C Cel	875	$6½	6¼	6½	-⅛	7¼	475
C Hydro	320	$7¼	7	7	-⅛	10	6¼
C Imp Bank	5830	$26¼	26¼	26¼	-½	28¼	24½
CIL	425	$22	21	21½	-1½	25	18
C Ind Pa	556	$15	15	15		16¼	14¼
CI Pow pr	300	$12½	12½	12½	-1	14¼	11
CP Inv	8985	$20½	19½	19¼	-1	22¼	15¼
CPI pr	890	$40½	39¼	39¼	-2	45	31¼
Cdn Salt a	200	$14	13½	13½	-½	17¼	13
Cdn Tire A	1967	$39¼	37¼	39		52	37¼
CUtil e	2180	$27¼	27¼	27¼	+⅛	27¼	26
Canron	3065	$23¼	23	23	+⅛	24¼	18
Cantol	130	305	305	305	-20	350	280
CP Ltd	31327	$17¼	17	17¼	+⅛	18¼	13¼
CP O4 p	1000	480	480	480	+5	5	450
CP A p	3700	$8¼	8¼	8¼	+⅛	8¼	8¼
Carl OK	6345	280	275	279	-6	405	255
Carl OK a	230	$21	21	21	+⅛	21½	19½
Carl OK b	305	$25¼	25¼	25¼	+⅛	25¼	16
Celanese	3570	390	375	375	-15	6½	375
Cent Dus	3500	65	65	65	-5	89	65
Cent East a	1833	$11½	10¼	11½		14½	10¼
Chieftain	500	$9½	9¼	9¼	-⅛	11¼	8¼
Chrysler	12554	$19¼	18¼	19¼	+⅛	22	10¼
Coles B	250	$8¼	8¼	8¼	-⅛	9¼	8½
Cominco	28194	$36½	35½	35½	-1¼	41¼	33¼
Cominco a	300	$28¼	28	28		28¼	25½
Comodor	600	$5¼	5¼	5¼	-⅛	7¼	440
Con Bath	8701	$34	32	32½	-2¼	38¼	25¼
C Text	300	200	200	200		255	150
Con Gas	8625	$13	12¼	12¼	-⅛	13½	11½
C Gas B	1300	$20	20½	20½	-½	22	20½
Con Glass	1760	$14¼	14¼	14¼	+½	15¼	11½
Equirid	1100	145	140	140	+15	210	125
Cran RL	370	$9½	9½	9½	-⅛	11¼	8¼
Cr Fonc	130	$95	95	95	+⅛	95	90
Cr Zell A	200	$17½	17¼	17¼		19½	15
Crush Int	2200	$8	7¼	7¼	-⅛	11¼	7¼
Daon	200	$7¼	7¼	7¼	+½	7¼	6¼

	Volume	Haut	Bas	Clôt	Var	1976 Haut	1976 Bas
Denison	150	$62¾	62¼	62¼	-1¼	67¼	56
Dome Pete	3650	$35½	34	34	-1	45	31½
D Bridge	2176	$38½	37	37	-1½	40	26½
Dofasco a	10881	$27½	27¼	27¼		30¼	23
Dom Store	200	$14½	14½	14½		18	13¼
D Tex a	6753	$8½	8	8½	+⅛	9¼	8
Domtar	9738	$21¼	19¾	19¾	-1¼	26½	19¾
Donohue	500	$8	7¾	7¾		11	7¾
Donohue Pr	1000	$15½	15½	15½	+⅛	15¼	14
Du Pont	465	$14½	14¼	14¼		22	14
Dupuis A	1050	160	160	160		275	160
Dylex	1500	$6½	6½	6½	-⅛	8	6½
E to K							
Enheat a	500	210	210	210	+10	415	200
Fal Nck	2920	$38	35	35¼	-3¼	45	30
Fin Coll	7050	160	153	160	+3	210	130
Francana	200	$6¼	6¼	6¼		9	6¼
Fulcrum	30000	285	285	285	-15	340	275
Gaz Metr	235	$6½	6½	6½		7	5¾
GMC	256	$71¼	71¼	71¼	+1	71¼	60¾
Genstar L	494	$21¾	21¼	21¼		24	19
Grafton	600	$29¼	29¼	29¼		36	29
GBC	200	$6½	6½	6½	+⅛	6½	5
GL Paper	1765	$29½	29½	29½		33	20¾
Guar Trst	300	$5½	5½	5½		7	5½
Gulf Can	6005	$25¼	24¾	24¾	-1¼	31¼	24¾
Hambro n	500	$15	13¼	15		15½	10
Hawker S	377	$5¼	5¼	5¼		8½	5¼
Home A	2936	$26	24¾	25	-1¼	34¾	24¾
Home B	2199	$20½	20½	20½	-1	30½	20½
Huds Bay a	1592	$18¼	16¾	16¾	-1¼	22	15¾
H Bay Co	991	$16¼	16½	16¼		20¼	16
HB Oil Gas	1945	$32½	31	31	-1½	41	31
Husky Oil	8231	$17	16¼	16¼		22¼	16¼
IAC	1532	$17½	17	17		20¼	16¼
In Accept p	558	$57¾	57¾	57¾	+7¾	57¾	57¾
Imp O a	20830	$21	20¾	20¾		26	20¾
Imasco A	1388	$24½	24	24½	+⅛	27¼	22½
Imasco Pr C	1167	310	310	310		330	310
Indal	448	$14½	14½	14½	+⅛	15	12
Inland Gas	361	$9¾	9¾	9¾		9¼	9
Inco a	35911	$32¼	31	31	-1¼	35¼	25¼
IU Int	5615	$11½	11¼	11¼		13½	9¼
IPL a	1541	$15½	15	15		16	12¼
Jnnex a	104	$11¾	11¾	11¾	+⅛	11¼	11¼
Jnnex d	1064	$70	7	7¼	+⅛	70	5½
Kaiser Re	1955	$13¼	12½	13¼	+⅛	16¼	9½
Keen	130	140	140	140	-260	280	140
L to N							
Labatt a	4926	$17¼	17¼	17½	+⅛	18¼	15
Labatt pr a	476	$17¼	17¼	17¼	+⅛	18¼	15¼
Lau F 125	360	$13½	13½	13½	+⅛	14¼	13
Lau Fn 140	455	$14¼	14¼	14¼		14¼	14¼
La Veren	7629	475	430	470	-5	5	385
La Vrdy a	1125	$5½	5¼	5¼	-⅛	5½	440
Loeb Co A	249	425	415	425	+45	5½	380
Loeb Co B	152	400	400	400	+20	5½	380
MB Ltd	13727	$22¼	21¾	22¼		24	17¼
Maislin	476	345	340	340	-10	440	300
Mrt El a	229	$8¼	8¼	8¼		8¼	7
Maritime	652	$18¼	18½	18½	-⅛	18¼	15½
Metro a	154	$8	8	8		8½	7¼
Mass Fer	36959	$22¼	21½	22¼	+⅛	32	20½
Mas F a	445	$26½	26½	26½	+⅛	27¼	25

	Volume	Haut	Bas	Clôt	Var	1976 Haut	1976 Bas
Mas F b	1629	$26	25½	25½	+⅛	26½	25
Melchers	3311	270	265	265	-5	400	250
Mercantl	5928	$16¼	15¼	15¼	-1	18¼	12¼
Metro a	182	$11¼	11¼	11¼	-1¼	16	11½
Micc Inv	1321	$9¼	8¼	8¼	-½	11¼	8¼
Mitch B	313	$10	10	10	+½	10	8½
Molson A	506	$16¼	16¼	16¼	-⅛	19	16½
Molson B	355	$15½	15½	15½	-⅛	17¼	15¼
Monenco B	500	$8	8	8	-202	8	8
Mnt Trst	575	$11	11	11		13¼	10
Moore	23235	$34	32¼	32½	-1¼	51½	32¼
Multi Ac	372	425	425	425	-15	460	255
Nat Drug	158	$5¼	5¼	5¼	+⅛	5¼	495
N Sea Pr	100	$12½	12½	12½		14	10
NB Tel	3109	$17¼	17	17¼	+⅛	17¼	13¼
Nfl cl a	4777	$12	11½	12	+⅛	12¼	10¼
Nfld pr d	547	$8¼	8¼	8¼	+½	8½	7¼
Nfld pr e	517	$9¼	9¼	9¼		9¼	9
Nfld tel	120	$6¼	6¼	6¼	+⅛	7	6½
Noran a	7644	$36	34¼	34¼	-1¼	39¼	29½
Norcen	4027	$12¼	11¼	12	+⅛	13¼	10¼
Norc B	470	$21¼	21¼	22		23	21½
Nor Tel	18961	$33½	32	33¼	+1½	40¼	26
Nor T w	7743	$14	12½	13¼	-⅛	20½	8
N West Sport	133	400	400	400	+60	400	300
O to S							
Ogil 7pr	395	$20	19	20	+1	21	18
Oshawa A	412	370	370	370	-10	5¼	370
Oshawa w	2500	10	10	10	+7	10	10
Pac Pete	5895	$25½	25	25¼	+⅛	32¼	25
Pancan	7625	$21½	20½	21¼	-1	25¼	16
Peopl St	162	350	350	350	+25	385	290
Petrofina	2066	$17	17	17		22	16¼
Pitts c	500	$5	5	5	-44	49¼	5
Polysar a	475	$24¼	24	24¼	+⅛	25¼	23
Pop S	2200	$5½	5	5	-⅛	6¼	410
Popular	1415	225	225	225	+5	240	175
Pow C a	10275	$8¼	8¼	8¼	+⅛	11½	8
Pow C c	400	$29	28¼	29	+⅛	31	27
Prefac a	4800	135	125	135	+10	225	105
Prior G	250	$5¼	5¼	5¼		5¼	5¼
Price Com	2333	$14¼	13¼	13¼	-½	17¼	13½
Provigo	725	$9¼	8	8½	-½	11½	8
Qebcor	27800	$7¼	6¼	7	+½	7¼	5
QSP Ltd	100	350	350	350		11¼	350
Que Tel	1759	$17¼	17¼	17¼	+⅛	17¼	14½
QueT 4½p	175	$10	10	10		10	8¼
Qt 73 4	100	$16¼	16¼	16¼	+⅛	17½	14¼
Readers D	155	$10¼	10¼	10¼	+⅛	13½	6½
Redpa a	260	$25¼	25½	25¼	+⅛	26½	22½
Reed S a	5500	$6¼	6	6¼		7¼	6
Reitman A	11156	$11	10	10	-1¼	14¼	10
Res Ser	200	120	120	120	-20	245	120
Rio Algom	400	$32½	32½	32½		36¼	29
Rolland	100	$5	5	5	-⅛	7¼	5
Rolland B	260	$5¼	5¼	5¼	-⅛	7	5¼
Ronald Fd	7340	$11¼	11¼	11¼	-⅛	13	11
Rothman	400	$14	14	14	-½	19¼	14
Royal Bank	5005	$29¼	28¼	28¼	-½	31¼	23¼
Ry Trt a	936	$18¼	18	18	-½	24¼	17¼
St L Cem A	7094	$16¼	16¼	16¼	-⅛	17¼	15
Scot Lasal	5000	245	240	240		320	195
Seagram c	4504	$25	24½	24¼		31¼	22¼

	Volume	Haut	Bas	Clôt	Var	1976 Haut	1976 Bas
Sero n A	750	$7¼	7¼	7¼	+⅛	8	7½
Selki a	1400	$11½	11½	11½		12¼	11½
Shell Can	5632	$15	14¼	15	+⅛	18	14½
Simpsons	2200	$6	6	6		8	5¼
Simpsons S	16701	$9	9	9		11½	8¼
Stham a	3550	$22¼	22	22	-½	26	21
Stelco a	8730	$27¼	27¼	27¼		31	26¼
Steinbg A	1075	$15½	15¼	15¼		20¼	14½
Sup Elec	2000	$6	56	56	-1	57	42
T to Z							
Talcor	300	$11¼	11¼	11¼		11½	7¼
Tele Met 6	125	$6¼	6¼	6¼	+⅛	8¼	5½
Texaco	240	$24¼	24¼	24¼	+⅛	30½	22½
Texasgulf	5310	$33¼	33¼	33¼	-⅛	38¼	33
Thom A	6590	$12½	12¼	12¼		14¼	12¼
Tor Dm Bk	3252	$19¼	19¼	19½	-⅛	20¼	17¼
TD Rit un	485	$24¼	24	24		26¼	22¼
TD Rit w	1700	95	95	95	+15	240	80
Tot Pet A	3130	$5¼	5¼	5¼		8	5¼
Trd a	100	$13¼	13¼	13¼		15¼	12½
Tr Can PL	14355	$12¼	12½	12¼	+⅛	13¼	10¼
Trans C PL	205	$32	32	32	+⅛	32	29
Trans Mt a	400	$9¼	9¼	9¼	+⅛	12¼	8¼
Trizec Crp	2941	$12	11¼	11¼	-1¼	15¼	11¼
Trust Gen Ca	197	$20¼	20¼	20¼		21¼	20
Ultrmar	300	190	190	190		415	190
Unigesco a	4500	175	170	175	+5	175	115
Unigesco b	2620	150	140	140	-5	150	90
Un Carbid	910	$22¼	22	22¼	+⅛	23¼	20¼
Unt Bank	3701	310	300	300	-5	400	275
UAP In A	1700	$26½	26¼	26½	+1½	26½	24¼
Velcro	505	$6¼	6¼	6¼		8¼	6
Walk a	4728	$30¼	29¼	30		33¼	28¼
Walk b	4400	$29¼	29¼	29¼		30½	29¼
Warnco	500	$6¼	6¼	6¼		8	6¼
Webb Knp	11000	71	65	65	-5	71	30
Weldwod	100	$10¼	10¼	10¼	-⅛	13	10¼
Westcst	2265	$26¼	25¼	25¼	-⅛	26¼	22¼
Wstburne	200	$9¼	9¼	9¼	-⅛	13¼	8¼
Weston	315	$14	14	14		18¼	13½
Wstn 4½p	125	$45½	45½	45½	+⅛	45½	43
Woodward	300	$18	18	18		21¼	18
York Lam	1500	60	60	60	-5	120	60
Zellers	2000	350	340	340	-5	5½	340
Ziebart	600	85	85	85	+5	102	75
Zodiac	700	38	38	38	+3	50	27
Junior Industrials							
Amb Db	1000	40	40	40	-10	50	19
Belg Stand	2100	76	75	75	-5	134	75
Delt Pan	100	105	105	105		120	55
Domico	210	305	305	305		350	250
Isec Canada	8600	115	100	115	-5	130	100
Mid Ind	3000	30	30	30		37	25
Paco Cp	200	190	190	190		200	150
Polcon	4100	30	30	30	+15	40	30
SparCap	5000	5	3	3	-3½	12	3
Val Mr A	350	100	100	100		150	80
Mines and Oils							
Abcourt	900	35	35	35		50	25
Abitib Asb	9556	90	86	87	-8	149	80
Acroll Ltd	39200	48	46	48	+1	75	39
Atl Nick	1000	5	5	5		5	5

	Volume	Haut	Bas	Clôt	Var	1976 Haut	1976 Bas
Basic Res	1500	$8¼	8	8	-⅛	12	7¼
Baker Tlc	12000	20	19	20	+1	25	11
Bateman	2000	3	3	3	-½	8	2½
Bellechs	600	16	16	16	-4	40	16
Bluewtr	2400	205	180	205	+65	300	121
Bruneau	10000	12	10½	12		37	10
Brunswk	500	$5¼	5¼	5¼	-⅛	[illegible]	400
Cadillac Ex	1000	66	66	66	-1	115	52
Cdn Mag	1000	3	3	3	-1	11	2
Chesbar Iron	1649	72	71	72	+1	168	49
Chib Cop	4000	10	8	10	-1	25	8
Con Quest	4000	5½	5½	5½		5½	2
Cons Imp	14039	25	24	24		37	13
Conuco	6200	50	50	50		55	30
C Louane	13000	11	9	11	-12	23	9
Con Prop	7000	3½	3½	3½		9	3½
Dome Mns	294	$36½	36¼	36¼	-1	43¼	32¼
Dumont	19500	16	15	16	+1	19	7
Dan Mn	6700	35	28	30	-5	89	28
East Mal	1200	140	135	140		245	125
East Su a	400	141	141	141	-7	165	141
FNorm	200	250	250	250	+50	[illegible]	185
Gold Briar	1000	30	6	30	+10	49½	6
Goldex	1300	21	21	21	+1	20	18
Gr Coast	2400	20	18	18	+1	40	17
Hartland	1000	8	8	8	+2	8	2½
In Norv	2666	15	14	14	-1	17	4
Kiena	27700	95	90	95		155	90
Ladubor	2600	41	40	40	-9	52	40
Lynx CEx	22200	75	70	73	-2	125	65
Mcdn In	3000	65	61	61		48	43
Massval	1000	7½	7½	7½	+½	18	5
Menorah	6000	5	5	5		8	3
Mdepsa	1300	30	30	30	-1	45	12
Mistango	10000	2	2	2	-1	7	2
Mt Jamie	40500	33	29	31	+4	52	20
M Pleas	6000	13	13	13	-1	18	12
N Jobu	12785	61	51	59	+2	85	16
N Insco	4562	41	40	40	-1	49	34
N Ungava	2000	13	13	13	-1½	20	10
NW Unis	1000	4	4	4	+2	4	4
Nocana	11000	30	28	30		36	20
Nordore	6000	20	16	20		80	15
Norsemn	500	14	14	14		20	5
Obrien Gold	400	102	102	102		111	56
Phoenix	1600	335	325	325	-5	6¼	200
Profo Ex	2296	45	45	45	-1	58	8
Que Expl	6000	28	25	25	-2	62	24
Que Cobit	6700	149	140	145		220	75
Queenstn	2500	27	27	27		43	18½
Renzy	2000	20	18	20	+7	20	10
Roy Agas	6000	18	17	17		43	17
Sil Stack	6750	22	21	22	+1	32	7
S Dufault	2500	30	4	4		30	3½
Stand Gld	37000	13½	12	13½	+1½	24	12
Stafrd	6050	30	23	30	+9	75	15
Tagami	1175	10	10	10	+1	13	6
Talisnn	7041	32	30	30	-3	60	5
Teck Corp A	200	400	400	400		425	380
Troilus mn	500	30	30	30	+21	30	4
Untd Asbes	2900	380	350	350	-30	5¼	350
Viking Res	6900	25	15	15	-385	400	15
W Q Mn	7000	11	9½	11	-2	38	9½

TORONTO

INDICES À LA BOURSE DE TORONTO

	Ind.	Aur.	Met.	Pet.
Var. 8 oct.	-1.42	-0.43	-0.33	-0.16
Fer. 8 oct.	180.47	244.86	81.24	203.51
Hauts 76	198.42	333.48	95.55	244X.07
Bas 76	172.35	220.95	73.70	194.76
Hauts 75	197.14	459.94	82.95	208.20
Bas 75	157.13	229.32	57.26	112.32

	Volume	Haut	Bas	Clôt	Var	1976 Haut	1976 Bas
A-B							
A G F M	3200	175	165	165	-7	250	165
Abby Glen	82327	$6½	6¾	6½		6¼	310
Aby Gln w	2500	90	90	90	-5	160	53
Abitibi	22885	$12¼	11¼	11¼	-½	13¼	8¼
Abitbi 7p	725	$39½	39¼	39½		42	38¼
Abitbi 10	875	$51¼	51	51		52	49½
Acklands	2895	$12	11½	12	-⅛	15¼	11½
Acklnd 2p	300	$12	12	12	-⅛	14¼	12
Acme Gas	4500	7	6½	6½		11½	5
Adanac M	2100	19	19	19		40	17
Advocate	17500	320	290	310	+5	320	125
Afton Min	750	$6¼	6¼	6¼		7½	5¼
Agnico E	12630	355	325	355	+15	5½	290
Agra Ind A	15500	$7¼	6¼	6¼		8¼	5¼
Ahed M	4725	200	165	180	-20	235	80
Albany	13625	30	28½	28½	-1½	49	21½
All East G	132550	$15¼	14¼	14¼		16¼	8¼
All Energy	83870	$12¼	11¼	12	-⅛	12¼	8½
Alta Gas A	7548	$13¼	13¼	13¼		14¼	11
Alta G C p	1605	$58	57	58		61	56
Alta G D p	22	$154	154	154		154	127
Alta G E p	100	$21	21	21		21¼	19¼
Alta G F	7845	$26	25½	25¼	-⅛	26¼	25
Alta Nat	100	$28½	28½	28½		29¼	23
Alcan	88549	$25¼	23¼	23¼	-2¼	29¼	19¼
Alcan pr	575	$28½	28¼	28½		30	27
Algo Cent	2435	$12	12	12	-½	15	10¼
Algoma St	5919	$24¼	23¼	23¼	-⅛	28¼	23¼
Algoma St p	8200	$26½	25¼	26½	+⅛	26½	25
Algon	106	$5½	5½	5½		7	5½
Algonq pr	23520	$5¼	5¼	5¼	+⅛	6	450
All Can B	6700	245	225	245	+10	260	215
Allarco Dv	700	$11	10¼	11	+⅛	12¼	8¼
Alliance B	1250	325	365	375	+5	5	340
Almipex	7920	$6¼	6¼	6¼		7½	490
Alumia ¼ pr	300	$12¼	12¼	12¼	+⅛	11	12
Almin 4½ p	1285	$34	34	34		38¼	34
Alum 3rd p	7200	$28	27½	27¼	+⅛	28	25½

	Volume	Haut	Bas	Clôt	Var	1976 Haut	1976 Bas
Am Bonza	20825	$5½	5⅛	5½	-⅛	6¼	251
Am Larder	3000	21	20	20	-1	31	12
Am Eagle	8850	43	41	42	-2	70	34
Am Leduc	13500	7	7	7		11	6
Andres W	800	$8½	8¼	8¼	-⅛	11¼	8¼
Ang Cl 4½	430	$22½	22½	22½	-⅛	23½	21¼
Ang Cl 290	1000	$29¼	29	29¼	+⅛	30	27½
Ang Cl 315	225	$32½	32½	32½		33¼	29½
Ang U Dev	1500	77	77	77		121	75
Anthes B p	240	$60	60	60		65	60
Anthes C p	231	$60	60	60		65	60
Aquitaine	4285	$16½	16	16¼	+⅛	24¼	15½
Arbor C	2250	48	48	48		80	45
Args 250 p	260	$28½	28½	28½		29¼	27
Args 260 p	250	$28	28	28		28½	26¼
Argus B pr	2152	$28¼	27½	27½		29	27
Argus C pr	100	$15¼	15¼	15¼	-⅛	16	13¼
Asamera	70850	$9½	8¼	9¼	+½	10¼	7¼
Asbestos	5662	$30¼	30	30	-½	33½	21½
Ashland C	920	$9¼	9¼	9¼	-⅛	12¼	9
Asoc Porc	2171	41	41	41		77	44
Atco A	12450	$12¼	12	12¼	-½	16½	12
Auric Res	3111	22½	21	21	+½	37	20½
Ato Hard A	2300	$13	13	13	-⅛	14¼	11¼
Avocas M	11000	16	14	14	-½	22	12
BC Sugar A	2065	$22¼	21½	21½	-1¼	23¼	20
BC Sugar P	340	$11¼	11¼	11¼		12	11¼
BP Can	5883	$8¼	8½	8½	-⅛	11¼	8¼
Bad Boy	3400	260	235	260	+20	460	235
Banister C	3985	$8¼	8	8		11¼	6½
Bank BC	965	$21¼	21¼	21¼	-½	23½	18¼
Bk BC r	13300	173	165	172	-2	175	100
Bank Mtl	45833	$15¼	15¼	15½	-⅛	17½	15
Bank N S	37651	$43¼	43	43	-⅛	44¼	37
Bankeno	14844	150	136	139	-10	278	136
B Cdn Nat	1463	$14½	14¼	14¼	-½	16½	13
Barex	2500	8½	8½	8½		12	9
Bartaco	309	160	160	160		200	140
Barv Expl	1500	35	33	33	-2½	74	33
Bathrst p	250	$11½	11½	11½		12½	11
Baton B	1300	$8½	8½	8½	-⅛	9	7

	Volume	Haut	Bas	Clôt	Var	1976 Haut	1976 Bas
Bay Mills	100	$9	9	9	+⅛	14	8¼
Beavr E A	200	425	425	425	-50	475	365
Becker B p	2815	$5¼	5½	5½		8½	5
Bell Canad	46914	$50¼	49¼	49¼	-½	51¼	42¼
Bell A pr	266	$49¼	49¼	49¼	-½	51	43
Bell B pr	3260	$50¼	50	50	-⅛	51	44¼
Bell C pr	835	$25¼	25¼	25¼		26	24¼
Bell D pr	2300	$52¼	51½	51¼	-⅛	52¼	47¼
Bell 2.28	15655	$27¼	26¼	27	-⅛	27¼	25½
Bell Can W	105200	$5½	490	5¼	-⅛	6¼	165
Beth Cop A	3043	$12½	12	12	-⅛	14¼	11¼
Biltmore I	100	160	160	160	-10	225	125
Black P A	500	400	385	385	-20	470	355
Blakwod A	1000	415	405	410	+5	8¼	405
Block Bros	8800	420	400	410		455	345
Bomac A	100	315	315	315	-10	375	300
Border C	4100	235	212	235	+25	265	175
Bovis Cor	6650	70	70	70	-1	112	70
Bow Valy	21270	$21½	19½	19¼	-1¼	28¼	15½
Bowater	228	240	240	240		415	260
Bow m pr	230	$39	39	39		39	39
Bralor Res	11476	280	255	280	-1	380	191
Bramalea	7030	$6¼	5¼	6¼	+⅛	7	495
Brameda	11609	112	106	110	+3	215	100
Brascan A	25575	$10¼	10¼	10½		12¼	9¼
Brscn 8½ p	8840	$24¼	24	24¼	+⅛	24¼	24
Brenda M	17955	$7½	7	7	-½	9	440
Brdg Tnk p	225	$40¼	40¼	40¼		41	38
Bridger	17100	$6	5¼	5¼	-⅛	7¼	325
Bright A	200	$7¼	7¼	7¼	+⅛	9½	5¼
Brinco	1262	450	385	390	+5	460	350
BCFP	4110	$23	22½	23	-⅛	24	15½
BCFP pr	310	$32¼	32¼	32¼		35	32
BC Pack B	250	$19¼	19	19¼	+⅛	21¼	15¼
BC Phone	10160	$13	12½	12¼	-⅛	13½	10¼
BCPh 4¾ p	2110	$45	43¼	45		45	41½
BCPh 4½ p	150	$46	46	46		47	44
BCPh 4¾ p	240	$49½	47½	49½		49¼	46
BCPh 1956	295	$48½	48	48		49½	46¼
BCPh 4.84	2075	$13	12¼	13		13½	11
BCPh 5.15	225	$53	53	53		53	49¼
BCPh 5½ p	270	$59	59	59	-½	60	55½
BCPh 6 pr	113	$63	63	63		63	56
BCPh 6.80	360	$18½	18¼	18¼	-⅛	18½	17
BCP 7.04 p	455	$18¼	18¼	18¼	-⅛	19¼	17¼
BCP 10.16 p	1610	$27	26¼	26¼	+⅛	27	25½
Broul Reef	5100	22	21	22		29	21
Bruck A	945	$5	5	5		8	425
Bruck B	160	200	200	200		225	100
Brunswk	19331	$5½	5¼	5¼	-⅛	6½	385
Budd Auto	2460	$5¼	5¼	5¼	-⅛	7¼	450
Budd A w	475	170	160	160	-10	280	140
Bulora Cor	10900	15	14	15	-1	54	12
Burns Fds	786	$10¼	10¼	10¼	-⅛	11¼	10
Bushnell	400	$5	5	5		6¼	475
C							
CC Yachts	100	365	365	365	+5	420	240
CAE A	13512	$10	9¼	9¼	-⅛	12	8¼
CFCN	350	$8½	8¼	8¼	-⅛	9¼	5½
Cad Frv	2232	$10	9¼	10		11¼	9
Cad Frv A	210	$16½	16½	16½		17¼	15¼
Cal Pow A	11888	$31¼	30½	30½	-1½	32¼	27
Cal P 4 p	25	$43½	43½	43½		44	40½
Cal P 4½ p	1036	$49	49	49	+1	49	47
Cal P 5 p	225	$53	52½	53		53	52

	Volume	Haut	Bas	Clôt	Var	1976 Haut	1976 Bas
Cal P 5.40 p	256	$91	90	90		93	82½
Cal P 7½ p	1300	$82½	82	82½	+1	82½	75½
Cal P 10 p	244	$105	104½	104½	+½	107	101
Cal P 9.80	280	$102½	101	102½	+1	104	100
Cal P 9.75	100	$103	102	103	+2	103	99
Calmor IB	2300	52	52	52	-3	76	50
Calvrt Dle	1900	230	220	230		270	125
Calvert	2000	15½	15½	15½	-½	24	13
Cam Mine	42100	34	31	31	-3	54	29
Camflo	18185	$8¼	6¼	7¼	+⅛	11¼	5
C Chib A	5202	355	340	355	+5	465	340
Camp RL	2060	$20	19½	20	+½	27	16½
Campau A	3967	420	405	405	-15	5¼	405
Campau 7p	3390	$7¼	7	7		8	7
Can Cem A	9360	$9	8½	8¼	+⅛	11¼	8½
Can Cem C p	385	$14¼	14¼	14¼		14¼	13
CDC pr B	1512	$99	98¼	99		101	95¼
Can Malt A	576	$18¼	18½	18¼	-¼	22½	17½
C Nor West	12812	$8¼	7½	7¼	-½	9¼	470
C Pakrs C	575	$19½	19½	19½		23¼	19¼
Can Perm	15261	$15½	15¼	15¼		19¼	15
C Safway p	210	$79¼	79¼	79¼		79¼	79¼
CS Pete	20275	270	253	264	-1	405	253
Can Trust A	6136	$20¼	19½	19½	-⅛	26½	19¼
C Trust 7¼	1400	$18¼	18¼	18¼	+⅛	21¼	18
C Tung	2400	430	425	430		475	275
C Cablesy	1012	$17¼	16¼	16¼	-1	18½	12¼
C Cable w	2520	190	175	180	-25	235	100
Cdn Cel	4520	$6¼	6½	6½	-⅛	7¼	475
C Ex Gas	34900	435	420	420	-15	470	270
C Found	500	305	305	305	+5	350	230
CGE	655	$23¼	23¼	23¼	+⅛	28½	22¼
CG Invest	810	$19¼	19	19¼		21¼	18¼
C Hidrogas	5000	95	90	93	-5	125	86
C Homestd	28125	$5¼	490	5	-½	7¼	490
C Hydro	9900	$7¼	6¼	7	-⅛	10	5¼
C Hydro pr	150	$11¼	11¼	11¼	+⅛	11¼	10¼
Cl Bk Com	18402	$27	26¼	26¼	-⅛	29	24½
CIL	2955	$22	21¼	21¼	-⅛	25	18
Cl Powr A	2350	$15¼	14¼	15¼	+⅛	16½	14½
C Lencour	2666	6	6	6		18	8½
C Malart	3700	27	27	27		65	19
C Manoir A	1800	460	450	450	-10	5¼	375
C Marconi	400	425	425	425	-10	5¼	415
C Merrill	11700	$9½	9¼	9½	+½	10¼	5¼
Cdn Nat Res	3100	425	390	400	-30	5¼	390
C Ocdental	3006	$15¼	14½	14¼	-⅛	17	9¼
CP Inve	19125	$20¼	19½	19½	-1	22¼	15¼
CP Inve pr	1060	$41	38¼	38¼	-3	45	31¼
CP Ltd	68764	$17¼	17	17¼	-⅛	18¼	13¼
CPL A p	2980	$9	8¼	9	+¼	9	8¼
C Reserve	2759	350	340	340	-5	465	273
Cdn Sup O	5525	$41½	39½	40¼	-1	47	38¼
Cdn Tire	1010	$37½	36	36½	-½	48	36
Cdn Tire A	17294	$39½	37¼	39¼	+⅛	52½	37¼
C Uilties	6775	$12½	12	12½	+⅛	12½	9½
C Util 4¼ p	210	$42¼	42¼	42¼		44	40¼
CUtil 6 pr	150	$62	62	62	+3	65	59
C Util $1.25	242	$24¼	24¼	24¼	-½	24¼	19½
C Util 10¼ p	2045	$27½	27¼	27½	+½	27½	25¼
C Util w	43430	420	400	410		420	235
C Vickers	140	$21	21	21		27	17
CWN G 4 pr	25	$8½	8½	8½		8½	8
Candel Oil	192	$11½	11½	11½		15½	11½
Canron	4365	$23½	22¾	23½	+¼	24¼	17½
Canron pr	74	$95	95	95		95	88

	Volume	Haut	Bas	Clôt	Var	1976 Haut	1976 Bas
Capit Div	1500	27½	27½	27½	+½	36	27
Cara	1101	$6¼	6¼	6¼		6¼	430
Carl OK	15172	289	275	275	-7	405	254
Carl A p	1157	$21¼	21	21		21¼	19
Carl B p	100	$25¼	25¼	25¼		26	23½
Carma A	3410	$9	8¼	9		12	8¼
Carrier JD	400	140	136	136	+3	230	131
Cassiar	4881	$5½	5¼	5½	+⅛	8½	5
Cassidy L	100	390	390	390	+20	430	360
Celanese	5800	390	370	375	-20	6½	370
Celanes 1 p	2125	$9	9	9		10¼	9¼
Celan 175 p	480	$16¼	16¼	16¼	+⅛	17½	16
Cli Est A	144	$11½	11½	11½	-½	14¼	10½
Cent Pat	225	65	65	65		103	75
Centurion	1500	$5½	5½	5½		5¼	5
Charter Ol	2700	325	300	325		425	300
Chib Kay	11000	12	10½	10½	-1½	15½	9
Chieftan D	5825	$9¼	9¼	9½	-⅛	12¼	8¼
Chimo	5600	93	91	93	-1	104	88
Chrysler	28131	$19¼	18¼	19¼	+⅛	22	10½
CHUM	2058	$6¼	6¼	6¼	+⅛	8¼	6
CHUM B	520	$7¼	7¼	7¼	+⅛	9½	6¼
City Sav T	150	$16½	16½	16½		16½	9
Cty Sav 10¼	900	$10½	10¼	10¼	-⅛	10¼	9¼
Claiborne	3500	200	180	190	-10	230	180
Coch Will	11600	26	24	24	-2	40	20½
Cockfield	600	445	435	435		465	405
Coin Lake	1300	7	7	7	-2	11½	7
Coldstm	587	32	32	32	-8	80	30
Coles Book	7750	$9	8¼	8¼		9¼	7½
Cominco	18053	$36¼	35½	35½	-1¼	41¼	33
Cominco A	3315	$28	27¼	27¼	-⅛	28	25¼
Com Cap	3312	350	340	340	-5	350	275
C Holiday I	4250	355	350	350	-5	385	250
Compr Ap	100	$12¼	12¼	12¼		12½	9¼
Comtech	200	300	300	300		415	275
Conduit A	500	325	325	325	+10	330	300
Coniagas	8200	65	62	62		80	44
Con Chm A	600	$9	9	9		9¼	380
Con Bath A	3181	$34	32½	32½	-2	38¼	25¼
Con Bath p	210	$16¼	16¼	16¼	+⅛	17¼	15¼
C Bath 68 w	275	$14	13¼	13¼	-1¼	18½	8
Con Bldg	635	250	245	245	-20	282	212
Con Fardy	22380	355	315	340	-20	440	250
C Durham	23720	64	61	61	-2	77	48
C Marben	7912	106	96	96	-10	119	34
C Morisn	6700	170	161	161	-7	214	130
Cons Pipe	100	420	420	420	+25	420	315
Cons Prof	7071	19½	19	19½	+½	35	18
C Rambler	3100	152	151	151	-4	180	95
C Rexspar	21920	105	95	100	-1	145	60
Con Textile	900	200	200	200	-5	250	150
Con Distrb	7700	400	390	400		475	330
Cons Gas	29241	$13	12¼	12¼	-⅛	13½	11½
Con Gas B	100	$58½	58½	58½	+½	58¼	54
Con Gas D	6030	$21	20½	20½	-½	22¼	19¼
Con Glass	1900	$14¼	14¼	14¼	+⅛	15¼	11¼
Control F	1325	290	285	290	-10	310	250
Conwest	2420	315	310	310	-15	405	310
Cooper C	700	475	450	450	-15	5¼	230
Cop Fields	3141	119	112	119	+4	144	112
Corby vt	380	$18½	18¼	18½		18¼	15¼
Corby B	600	$17¼	16½	17¼	+½	17¼	15¼
Cornat Ind	6789	480	465	465	-15	5	400
Corp Food	500	$7½	7½	7½		9½	5¼
Cr Food A	320	$25¼	25¼	25¼	-1¼	26½	23

	Volume	Haut	Bas	Clôt	Var	1976 Haut	1976 Bas
Coseka R	29136	350	315	330	-20	415	295
Costain R	1500	$8¼	8¼	8¼		10¼	7¼
Costin R w	1100	290	250	250	-50	365	200
Courvan	9750	7	7	7		17	2
Craig Bit	430	$6¼	6¼	6¼		6¼	330
Craignt	20175	$6¼	6	6	-⅛	6½	465
Crain R L	6850	$9¼	9¼	9¼	-⅛	12	8¼
Crestbrk	1700	430	410	415	+5	5¼	273
Crwn Life	1272	$47	47	47		56	45
Crwn Trst	600	$21	21	21		22	18½
C Zelrba A	679	$17½	17	17½	+½	19½	15
Crow Nest	400	$36	35	36	+¼	42	25½
Crush Intl	9165	$8¼	7¼	8	-⅛	11¼	7¼
Cuvier M	9200	81	78	80		117	78
Cygnus A	287	$5	5	5		6	5
Cygnus B	241	$5	5	5		6	5
Cyprus	11200	$10¼	9½	9¼	-⅛	12¼	8¼
D-G							
DRG Ltd A	1600	490	490	490	-10	6	490
Dale R	565	$8¼	8½	8½		9¼	7¼
Dale R pr	300	$6¼	6¼	6¼		6¼	5½
Dalmy A	2300	$10	10	10		10¼	8
Daon Dev	2900	$7¼	7¼	7¼		8¼	6¼
Daon A	1650	$6½	6½	6½		7	6¼
D Aragon	1000	13½	13½	13½		19	13½
Datline	19745	450	415	440	+40	450	300
Debhld B p	100	$56½	56½	56½		60	55½
Decca R	10069	$7¼	6¼	7	-⅛	9¼	380
D Eldona	29916	50	50	50		53	34
Delhi Pac	9000	13½	13	13½		24	4
Deltan Ltd	160	$5¼	5¼	5¼		6¼	470
Denison	1429	$63	62	62	-1	67½	55
Dicknsn	7300	315	290	305	+5	6½	240
Discovry	272	36	34	36		75	40
Dist Tr A	550	$5	5	5	-⅛	5¼	300
Doman I	2335	480	450	455	-20	5¼	375
Dome	8296	$37	36¼	36¼		44	32¼
Dome Pete	12362	$35¼	34¼	34¼	-⅛	45	31¼
D Bridge	5540	$38¼	37	37	-1¼	40½	25¼
D Citrs A	100	$6½	6½	6½		6¼	450
D Explor	2700	13	12	12½	-½	31	12
Dofasco A	13555	$27¼	27¼	27¼	-½	30¼	22¼
Dofasco p	110	$52½	52½	52½	-½	54	51¼
Dom Store	7737	$14¼	14½	14½	-½	18	13¼
D Textle A	9410	$8½	8	8½	+½	10	8
Domtar	38822	$21¼	19¼	19¼	-1¼	26½	19¼
Domtar pr	390	$10¼	10¼	10¼	+⅛	12½	10¼
Donlee M	2600	$9¼	9	9	-⅛	9½	425
Dover Ind	100	$35	35	35	+1½	39	22
Dover pr	100	$6¼	6¼	6¼		7	6
Dr Mc C A	1350	$13¼	12½	12½	-¼	15¼	11¼
Dunde Pal	13000	25	25	25	+5	45	20
Dunraie	2500	7	6	6	-4	18	6
Du Pont	2140	$14½	14	14¼	-⅛	21¼	14
Dustbane	240	$6½	6½	6½	+⅛	6¼	5½
Dylex L A	1607	$6¼	6½	6½	-⅛	8¼	6¼
E-L Fin	1500	$6¼	6	6	-½	7¼	475
East Mal	907	140	135	140	+5	249	120
East Sul A	2201	135	131	131	-13	180	131
Estn Prov	250	280	280	280		325	250
Eqo Mines	12315	56	54	55		79	45
Electro A	2800	385	375	375	-5	5¼	375
Electro p	180	$44	44	44	-7	51	44

suite à la page A

VANCOUVER

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Resource and Development					
21520	19	18	19		
Mns	18000	28½	27½	27½	— ½
o Bo	2350	145	142	145	
	22000	6	5	6	
st	4252	20	19	20	
o	6000	17	17	17	+2
ur	26000	35	25	25	—10
er R	8960	48	48	48	n
N	1000	52	52	52	—4
ra	4000	8	8	8	
ri	500	60	60	60	
on	1500	14½	14½	14½	
da	300	110	110	110	+3
lin	3300	102	100	102	—1
co R	4000	18	18	18	
ta	1500	7	7	7	
	7550	31	26	26	
me	5000	42	42	42	
	2000	68	66	66	—3
al	15300	90	90	90	
Ltd	17500	30	28	29	
Res	5100	58	57	57	—1
nt	11500	90	85	90	+5
ound	1500	16	16	16	
Clex	2400	6	6	6	
Col	6000	19	19	19	+1
Klco	7000	33	33	33	
Trn	4000	40	40	40	
Ex	7000	8	8	8	
Lk	5000	19	19	19	—1
lta	5500	28	28	28	—2
ea	14900	198	193	193	—2
Lk	2000	294	283	294	+14
ss	14000	18	17	17	
Anv	400	99¾	99¾	99¾	
	2500	24	22	23	—1
	600	240	230	230	
mpt	2433	36	33	33	
le R	2500	6	6	6	
Brd	9500	20	19	19	
ld	2200	24	24	24	
t Ex	2000	6	6	6	
tar	2300	55¾	54¼	54¼	
ate	2000	17	17	17	
Gnt	10000	28	26	27	—1
Rvr	1000	15	15	15	
Px	500	206	206	206	
Res	255	88	88	88	
ark	500	32	32	32	
riel	31100	117	110	112	+2
Lode	4000	5½	5½	5½	— ½
wk	500	10	10	10	
ifi	51950	250	242	250	+7
	1000	150	150	150	
Met	1500	13	13	13	
al	500	21	21	21	
Bmc	500	58	58	58	—2
Ind	2300	28	28	28	
E	5500	23	23	23	
x	1000	30	30	30	
bby	10300	93	91	91	—3
a	6000	7	7	7	
una	1000	5	5	5	
Res	31700	42½	40	42	
V	800	84	84	84	
st	15142	15	15	15	+2
Min	5400	23	23	23	
Pyr	10400	14	14	14	+ ½
air	1000	135	130	135	+2
lant	4000	20	18	18	
art re	500	15	15	15	
Vent	5000	85	85	85	+3
ow	8100	146	140	145	—1
c Rs	1500	76	75	76	+1
ns P	6000	22	22	22	+1
m	1500	17	17	17	—2
Exp	8500	136	130	130	—5
era	2000	3	3	3	
na	1000	80	80	80	
Res	1000	24	24	24	
into	2500	15	15	15	
on	1000	14	14	14	

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Seaforth	2000	24	24	24	+1
Seneca	15800	150	145	145	
Sheba	500	14	14	14	
Sicintin	2000	13	12½	12½	
Silbak	2500	7	7	7	
Silmil	1000	44	44	44	+1
S Spring	3000	25	25	25	—1
S Stndrd	3500	68	65	65	
Skat Res	250	58	58	58	
Stamped	6600	415	405	410	—5
Sunlite	200	260	260	260	
Thor Ex	3000	88	85	88	+3
Thundr	53000	17	16	17	
Trwest	4000	14	14	14	
Tornon	1500	32	32	32	
Tvee	26900	62	58	58	—3
UEC	3050	32	31	32	
U Hrne	23800	120	112	115	
Westld	4000	35	5	35	
Vntrl	3000	12	12	12	
Vestor	4000	53	53	53	+2
Wicom	500	68	68	68	
W Mines	1000	410	405	410	—10
W Rng H	550	170	170	170	
Ykn Rev	1000	25	25	25	
Znith	500	10	10	10	
Warrants and Rights					
Colt Wt C	5500	10	10	10	
INDUSTRIALS					
BBC Un	100	$13¾	13¾	13¾	
Block	940	410	410	410	
Braiorn	100	280	280	280	
BC Turf	268	412½	412½	412½	
Doman	700	470	470	470	+15
Gestalt	11255	21	20	20	
GN Land	2200	76	76	76	
Impri A	200	$20¼	20¼	20¼	
I Wood	100	115	115	115	
I Hydro	1000	41	41	41	
Intrpub	3000	350	350	350	+20
Ionarc	1100	13	13	13	
K Dvong	700	175	175	175	
New Key	575	120	115	115	—5
Pace	284	165	165	165	
PN Gas	200	345	330	330	
PNG pr	250	$15¾	15¾	15¾	
Pac Pete	300	$25¾	25¾	25¾	
Potter	200	400	400	400	
Prn Cab	600	$10¼	10¼	10¼	
Wardr	700	253	250	250	
Warrants and Rights					
Bbc RA	2550	155	140	140	—10
VANCOUVER CURB EXCHANGE					
Aaron	200	100	100	100	
Action	4500	3	2	3	
Arctic	7800	5	5	5	+1
Aurus	6000	63	61	62	
Avinch	7392	225	210	225	+10
Bch Gld	4000	20	19	19	—2
Bermst	1000	10	10	10	
Berkl re	2100	18	18	18	
Betina	3800	40	39	40	— ½
Br Rts	13000	25	22	22	
Brent	5000	23	22	22	
BPI	4500	43	42	43	+3
Bur Gld	2000	25	25	25	+1
C T Exp	1750	96	95	95	—3
Cadet	1500	4	4	4	
Cannon	2000	16	16	16	
Canrex	6500	39	36	37	—3
Casc Re	9000	18	18	18	
Cleaver	12000	20	18	19	+1
Cst Int	1000	20	20	20	
Cstl Int	1000	20	20	20	
Cobre	2000	13	13	13	—1
Cusac	2100	3	3	3	
Darva R	1000	13	11	11	—4
Dasher	3000	6	5	5	
Decade	1500	28	25	25	
Dual res	2000	122	121	122	+1
Dune Mi	1000	50	50	50	—5
Exel	4500	6	5	6	
Gbx Mns	1000	60	60	60	
Gentry	13000	39	38	39	

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Geor.	12500	17	15	17	+3
Gillia MI	12000	24	22	22	—3
Grn Res	2500	18	18	18	
Grt Bear	8000	10	10	10	
Grove E	11000	18	16	16	
Hesca	54300	37	32	36	+1
Hld Gen	3000	7	7	7	+2
Hub	4000	29	29	29	
IShasta	9000	25	24	24	
Kndahr	6000	55	52	55	+3
Lmans	12000	28	28	28	
Lion Mn	9500	35½	34	34	
Lou Mex	500	5	5	5	
Mace Te	12000	100	95	100	+5
Mcleod	2500	20	20	20	
Meridn	1000	10	10	10	—2
Mns Dor	10500	38	38	38	
Mt Grnd	500	32	32	32	
Mndee	2000	41	41	41	—2
Nahat R	500	41	41	41	
Nomad	15000	17	17	17	
Norco	4500	16	16	16	
Nu Envy	6500	42	40	42	+2
Olymp	7500	35	34	34	—1
Phlco Rs	1000	30	30	30	
Regenc	3000	88	88	88	
Rich Hll	24000	13	12	12	—1
Rimrck	500	50	50	50	
Rio Sera	3500	7	7	7	
Rockel	45500	59	51	51	—6
Rnrlop	500	60	60	60	
Ruskin	6500	94	90	94	+2
Sanil Ind	3000	20	18	20	+3
Satrn Rs	32750	80	78	80	+3
Sea Chm	7500	15	12	15	+1
Secrtrl	6000	43	42	43	+1
Sioux M	1500	13	13	13	
Skeet	3000	12	12	12	
Sothcn	2000	35	35	35	+1
Styntro	13000	104	100	103	+3
S S Ice	500	28	28	28	
Swim Lk	10000	22	20	22	
Tandm	6000	20	19½	20	
Torm	4000	35	35	35	—1
Trav	1500	125	120	125	
Vldz Res	6500	98	95	98	+3
Vanlta	2000	47	47	47	
Wstley	3700	51	50	50	—1
TOTAL VOLUME					1,192,456

L'or

Le prix de l'once d'or hier à Londres, était coté en dollars américains à $114.125 — à Paris à $116.29 — à Francfort à $115.02 — à Zurich à $114.125 — à Hong Kong à $114.78.

ALBERTA

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Abacus	1100	330	330	330	
Amalgam	1000	115	115	115	—10
Bearcat	1500	320	310	310	+10
Calgary Pow	500	$82½	82½	82½	
Can Obas	2400	245	245	245	
Capital Cabl	1500	385	385	385	
Cinnabar	2500	80	79	80	
Cord	675	99¾	99½	99½	—1½
Duke	10000	75	60	75	+25
Howe Sound	400	170	170	170	
Jetex	200	125	125	125	+5
Jupiter	1500	82	80	82	+17
Lariat	1500	50	50	50	
Mid East	3500	43	43	43	+3
Mongowin	2000	58	56	56	—2
Nancee	1000	170	170	170	+10
Norex	1500	45	45	45	—4
Northrim	2321	55¾	5	53¾	
NW Trst pfd	189	57¼	7¼	7¼	— ½
Omega	2000	57	55	55	
Rio Alto	300	40	40	40	
Summit	500	55	55	55	
Terra	1000	500	500	500	+15
Trov Gold	3400	315	305	315	+10
Total sales: 44,329.					

AMÉRICAINE

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Aeronca I	13	2	2	2	
Alaska Air	94	5	4⅞	4⅞	
Alleg Air	21	24	5	4⅞	
Alld Art	18	1	15-16	1	+1-16
A Israel	4	4	2½	2½	
ASafe E	3	8	5¼	5¼	
Anthony	4	29	6¾	5⅞	—⅛
Aquit Ca	12	4	16¾	16⅝	
Asamera	8	644	9¼	9¼	+ ½
Ashld Oil	8	5	9⅛	9⅛	— ⅛
Atco Ind		10	15-16	15-16	+1-16
Austral O	19	872	15¾	14⅜	— ⅛
Auto Rad	3	6	5⅝	5⅝	
AVEMC	5	9	3¼	3⅜	+ ⅛
Banistr	5	71	8¼	7⅞	
Barwil	33	18	9¼	9¼	— ⅛
Bartons		4	2¼	2¼	
Baruch F	14	2	1⅛	1⅛	
Beverly	13	30	2	1⅞	+ ⅛
Bic Pen	8	5	11⅛	11⅛	
Blnk Mf	6	10	15⅛	15	— ¼
Bow Vall	96	118	20¾	20⅛	— ⅛
Bradf Cm	8	108	9¼	9¼	— ⅛
Brascan	3	32	10⅝	10¾	— ⅛
Breeze C		1	2⅞	2⅞	+ ⅛
Calcomp		83	4¼	4	
Camco In	15	20	5¾	5⅛	—
Camp Ch		13	3 9-16	3 9-16	3 9-16
CExp GO	8	4	4 5-16	4 5-16	4 5-16 + 1-16
Cdn Hom	16	46	5⅛	5	
Cdn Hydr	6	21	3¼	3⅜	+ ⅛
Cdn InP	6	1	15½	15½	
Cdn Mar	8	2	4¼	4¼	
Cdn Merl	19	5	9⅛	9⅛	9⅛ + ⅛
CSup Oil	10	161	40¾	39½	39½ — 1½
Castleton	6	2	1⅜	1⅜	1⅜ — ⅛
Champ H		637	3⅛	3⅛	3⅛ — ⅛
Christian		6	19	2⅞	2⅞
Cineram		2	1⅞	1⅞	1⅞ — ⅛
Coleman	7	30	13⅞	13⅝	13⅝ — ¼
Condec	3	3	8⅛	8⅛	8⅛
Con G	6	101	10	9⅝	9⅝ — ⅜
Cont Mat	13	7	1	15-16	15-16 — 1-16
Crdnlnt	15	10	2⅞	2¾	2⅞ + ⅛
Crystal O		328	12	11½	11½ — ⅜
Data Dc	8	16	45⅛	45⅛	45⅛ —
Data P	8	345	11⅛	10⅝	10⅞ — ⅛
Dev Am	9	7	5⅛	5⅛	5⅛
Dixilyn	3	8	8	7⅞	7⅞ — ⅛
Dome P	8	29	35⅛	35	35⅛
Dynalec	8	53	3½	3½	3½
Dynel El	19	71	3⅛	3⅛	3⅛ + ⅛
Ecdyn.05e	7	111	10⅜	10⅛	10⅛ — ⅛
Falcon S	8	577	28⅞	27	28⅛ + 1⅛
Fed Res		36	4⅜	4⅜	4⅜
Flv Dia	6	64	16¼	16¼	16¼ — ⅜
Ford Cn	5	2100	90	89⅞	90 +1
Frst Lb	6	16	3⅛	3⅛	3⅛ + ⅛
Front Air	6	7	6½	6⅜	6⅜ — ⅛
GSC Ent	1	1	11⅜	11⅜	11⅜ — ⅛
Glant Yl	26	39	4 13-16	4⅜	4⅜ — ⅛
Great Am	3	1	4¾	4¾	4¾
GtLk Ch	14	82	32½	30¾	30¾ — 1⅛
Gulf Can	8	2	25½	25¼	25¼ — ⅜
Hartz M	12	518	11⅞	11⅜	11⅜ —
HBay OG	9	5	33¾	33¾	33¾
Husky O	5	16	17¾	17¾	17¾ + ⅛
Hvnhl El	19	2	13-16	4⅞	4⅞ — ⅛
Imp O A	11	28	21¼	20¾	20¾ — ⅛
Instr Sys		140	1	15-16	15-16 — 1-16
Interpool	8	17	14⅞	14½	14½ — ⅛
Iroquois		9	6⅝	6⅞	6⅞
Jetronic	4	5	3	3	3 — ⅛
Kaiser	7	359	14	13¾	13¾ — ¼
Klin Ark	7	7	7⅜	7⅜	7⅜ — ⅛
LTV Crp		25	11-16	9-16	9-16 — 1-16
Lafay R	6	26	8½	8¼	8⅜
Lake Sh	3	20	1 15-16	1 15-16	1 15-16
Lloyds El	9	5	6¾	6¾	6¾ — ⅛
Loews wt		31	5⅜	5¾	5½
Marnda	106	97	1 1-16	1 1-16	1 1-16 — 1-16
McCul O	35	799	3¼	3⅛	3⅛ + ⅛
Mite Cp	5	15	5	4¾	4¾ — ⅛
Moly wt		46	22¼	20¾	20¾ — 1⅛

Valeurs	Ventes	Haut	Bas	Ferm.	ch. Net
Nat Hith	8	30	1⅛	1⅛	1⅛
N Idria	7	8	1¼	1⅛	1¼
Nortek	7	9	3¾	3½	3½ — ⅛
NCdn Oil	10	6	7¼	7	7 — ⅛
OOkiep	12	2750	39¼	37½	37½ — 2
Outdr Spt	5	4	5	5	5 + ⅛
Phoenix		11	3	2⅞	2⅞
Pioneer S		1	1⅜	1⅜	1⅜
Plant In		64	7¼	7¼	7½ — ⅜
Poloron		32	2⅛	2⅛	2⅛ + ⅛
Prairie	14	4	7¼	7	7 — ⅛
Presley	13	66	9¾	9¾	9⅞ + ⅛
Ranger O	47	3	14¼	13¾	13¾ — ⅛
Rath P		8	3¾	3¾	3¾ + ⅛
Res Ctl	14	26	16¼	15½	15¾ — ⅛
Resort IA	13	120	8½	8⅜	8¼ — ⅛
Rest Asc		2	1⅞	1⅞	1⅞
Rexnor		12	1⅞	1¾	1⅞ + ⅛
Ryan Ho	11	32	19	18¾	18¾ — ¼
STP Cp	11	17	11⅜	11½	11½
Salem C	4	16	10¼	10¼	10¼ + ⅛
Sambos	9	198	14¼	13¾	13⅞ — ⅛
Shelter R		5	2⅝	2⅝	2⅝
Sollitron		18	2⅛	2	2⅛ — ⅛
Soundsn	6	1	18⅞	18⅞	18⅞ — ⅛
Sun Elec	9	5	16	15¾	16 + ⅛
Supercr	4	1	3⅜	3⅜	3⅜ + ⅛
Susqhan		45	3	2⅞	2⅞ — ⅛
Synalov	4	6	5	5	5 + ⅛
Syntex	11	721	24¼	23⅛	24 — ⅛
Systm En	344	58	7⅛	6¾	6⅝ — ⅛
Tech Tpe	4	45	3⅛	3	3
Teleflex	10	2	17⅛	17	17⅛ — ⅛
Terra C	5	33	11½	11¼	11¼ — ⅜
Texstar	6	15	4⅜	4¼	4⅜ — ⅛
Total Pet	7	17	6	5⅞	5⅞ — ⅛
Total pf		3	12¾	12¾	12¾ + ⅛
Tran Lux		9	2	1⅞	1⅞
Un Asbes	5	175	3¼	3⅛	3⅛
UnNat C		2	9-16	9-16	9-16 + 1-16
Un PDy		5	4	3¾	3¾ — ⅛
US Filt	7	62	9⅝	9½	9½ — ⅜
US Nat Rs	5	5	4¾	4¾	4¾ + ⅛
Vernit	8	39	4½	4¼	4⅜
Vulcan Cp	9	9	3¼	3¼	3¼ — ⅛
Vulc Inc	4	1	8¾	8¾	8¾
Wachnht	5	38	6	5¾	5¾ — ⅛
Wainoco	9	28	4	3 15-16	4
Wang Lb	12	21	14¼	14	14¼
Westats	19	17	9⅞	9⅝	9⅝ + ⅛
W Decalt	12	167	8	8	8
Work Wr	6	7	11	10⅞	10⅞ — ⅛
Wr Harg	9	82	¾	¾	¾ — 1-16
Total sales: 2,490,000.					

l'or à terme

MARCHÉ DE WINNIPEG

Cotes des contrats à terme de l'or, en dollars américains, à la Bourse des denrées de Winnipeg.

Contrats de 400 onces.

	Ouv.	Haut	Bas	Ferm.
Oct.	113.35	113.90	113.35	113.60
Janv.	114.90	114.90	113.50	113.90
Avril	115.50	115.50	113.90	114.20
Juil.	116.00	116.00	114.70	114.75
Juil.	118.00	118.00	114.70	114.74
Oct.	117.30	117.30	115.90	116.20

Volume de jeudi: 73 contrats.

Contrats de 100 onces:

Nov.—	—	—	—	114.30
Fév.	—	—	—	114.70
Mai	—	—	—	115.50
Août	—	—	—	116.30
Nov.	—	—	—	117.70

Volume de jeudi 4 contrats.

marché des options–CHICAGO

Option et prix	Oct.	Jan.	Avril	Ferm.
Alcoa	50	4	5½	7 537/8
Alcoa	55	½	3⅛	b 537/8
Alcoa	60	a	1⅝	2⅛ 537/8
Am Tel	50	9⅞	+ 10	b 59⅝
Am Tel	55	4⅞	4⅞	a 59⅝
Am Tel	60	⅛	1⅜	2⅛ 59⅝
Atl R	40	17⅝	a	b 57
Atl R	45	11⅝	12½	a 57
Atl R	50	6⅞	7⅜	8⅞ 57
Atl R	60	b	1⅜	3⅞ 57
Avon	35	11¾	b	b 46⅜
Avon	40	6⅜	7¾	a 46⅜
Avon	45	1 13-16	a	5⅜ 46⅜
Avon	50	1-16	1½	2 13-16 46⅜
BankAm	25	1-16	⅝	1⅜ 24⅜
BankAm	30	a	3-16	¼ 24⅜
Beth S	35	2⅞	3½	4⅜ 37⅞
Beth S	40	⅛	1 3-16	2⅛ 37⅞
Beth S	45	1-16	5-16	⅜ 37⅞
Bruns	10	6⅜	6¼	b 16⅛
Bruns	15	1 3-16	2	2½ 16⅛
Bruns	20	a	5-16	11-16 16⅛
Burl N	40	1¾	3¾	5 41½
Burl N	45	a	1⅜	2½ 41½
Burl N	50	1-16	5-16	15-16 41½
Cities	30	9-16	2¼	3 30⅜
Cities	35	1-16	5-16	⅜ 30⅜
Citico	40	1-16	3-16	a 30⅜
Delta	35	3½	a	6¼ 38½
Delta	40	⅛	1⅝	2⅛ 38½
Delta	45	a	⅜	1 38½
Dow Ch	40	b	3⅛	4½ 40⅜
Dow Ch	45	1-16	1¼	2¼ 40⅜
Dow Ch	50	1-16	a	b 40⅜
Dow Ch	55	a	⅛	b 40⅜
Eas Kd	90	½	1⅝	7⅞ 87⅞
Eas Kd	100	1-16	1 7-16	2⅛ 87⅞
Eas Kd	110	a	⅛	1⅛ 87⅞
Eas Kd	120	a	⅛	b 87⅞
Exxon	45	8⅝	9⅝	b 54⅝
Exxon	50	4⅝	5	6⅝ 54⅝
Exxon	55	5-16	½	2⅛ 54⅝
Exxon	60	b	9-16	1⅛ 54⅝
WF N M	15	3¼	1½	1¾ 16½
F N M	20	a	⅛	⅜ 16½
Fluor	30	7½	8⅛	b 37⅛
Fluor	35	2¼	4½	5¾ 37⅛
Fluor	40	1-16	2	3 37⅛
Fluor	45	1-16	⅝	1½ 37⅛
Ford	45	12½	b	b 57⅝
Ford	50	2⅜	3⅝	4⅝ 57⅝
Ford	60	⅛	2¼	3⅜ 57⅝
Gen El	50	2½	3¼	4⅜ 52½
Gen El	55	1-16	1¼	2 7-16 52½
Gen El	60	a	7-16	1 52½
G M	60	12⅝	12¾	14⅛ 72½
G M	70	2 9-16	4½	b 72½
G M	80	1-16	15-16	b 72½
Gt Wst	15	5⅜	5⅝	5¾ 20⅛
Gt Wst	20	7-16	1 7-16	2⅛ 20⅛
Glf Wn	15	2	2⅛	3¼ 16⅞
Glf Wn	20	1-16	7-16	⅝ 16⅞
GNWn O	16	¾	1¼	b b
GfWn O	20	1-16	7-16	b b
Halbtn	46⅞	19¾	b	b 66⅛
Halbtn	50	15¾	a	b 66⅛
Halbtn	53⅛	12⅛	b	b 66⅛
Halbtn	56⅛	9	b	b 66⅛
Halbtn	60	5⅞	8⅛	a 66⅛
Halbtn	70	⅛	2⅝	4⅛ 66⅛
Homstk	25	3	2	3 31⅜
Homstk	30	1 9-16	3⅛	4⅛ 31⅜
Homstk	35	1-16	1	2 1-16 31⅜
Homstk	40	1-16	5-16	15-16 31⅜
I N A	35	10	a	a 44⅞
I N A	40	5	5½	b 44⅞
I N A	45	⅛	2 1-16	3 44⅞
I B M	220	58⅛	b	b 278½
I B M	240	38⅛	43	b 278½
I B M	260	18½	25⅛	30½ 278½
I B M	280	2⅜	11¾	17¾ 278½
In Pap	20	a	9⅛	b 28⅜
In Pap	25	4	4¼	4¾ 28⅜
In Pap	30	1⅛	1⅝	2⅜ 28⅜
In Pap	35	2⅞	3⅜	4⅛ 28⅜
In Pap	40	7⅞	8½	a 67¾
In Pap	70	⅛	2½	4¾ 67¾
In Pap	80	a	½	b 67¾
Pullman	10	11¾	b	b 31¾
Ralston P	14	183	50	49⅝ 49½ — ¾
Raytheon	12	117	63¾	62¾ 62½ — ⅝N
Reich Ch	8	119	19	18¾ 18½ — ¼
Relian El	11	x115	31⅛	31⅛ 31⅛ + ⅛
Relia Grp		89	16	15⅛ 15¼ — ⅛
Rep Stl	10	180	33⅛	32½ 32⅝ — ⅛
Revere C		42	9	8¾ 9 + ⅛
Rexnrd	6	23	31⅝	30⅜ 30⅞ + ⅛
Reyn Met	8	156	37½	36¼ 36½ — 1½
Rich Mrl	12	70	25¾	25¼ 25⅜ — ⅛
Rockwll	9	76	29⅛	29¼ 29⅛ + ⅛
Ronson		3	4	4 4
Rosario	10	27	22¾	22½ 22⅝ — ⅛
RC Cola	9	21	17⅛	16¾ 16¾ — ⅛
Royl D	5	190	46	45 45 — 1⅛
SCM Cp	5	39	17⅜	17 17 — ⅛
Safeway	8	117	43⅛	42⅞ 43 + ⅛
St Regis	8	433	37⅛	36½ 36½ — ⅝
SFe In	10	140	37⅜	36¼ 37 — ⅛
Scher Pl	19	258	52⅜	51½ 51⅝ — ⅛
Schlmbg	22	629	99¼	98⅝ 99½ + ⅜
Scott Pap	9	116	18⅞	18⅛ 18⅝ — ⅛
Sears R	18	675	65¾	64¼ 64¾ — ⅛
Shell Oil	8	198	77	75¾ 76 — ¼
Shell T	5	1	24	24 24 — ⅛
Sher W

NOMINATIONS À L'ASSURANCE-VIE DESJARDINS



Michel Amyot



Gabriel Boulanger, f.l.m.i.

L'Assurance-Vie Desjardins est heureuse d'annoncer les nominations de **M. Michel Amyot** au poste de directeur du service du personnel et de **M. Gabriel Boulanger**, f.l.m.i., au poste de directeur du service aux assurés, assurances et rentes collectives.

Ces nominations s'inscrivent dans le cadre de la deuxième étape de la restructuration de l'entreprise, rendue nécessaire par l'expansion de cette institution du Mouvement des Caisses populaires Desjardins.

les obligations PAR ACCOVAM

GOUV. DU CANADA

			Offre	Dem.
7.	1er Déc.	1976	99⅛	100
(a) 9¼	1er Fév	1977	102⅛	102⅛
7.	1er Juil.	1977	98⅛	99
(b) 9.	1er Fév.	1978	101⅛	101⅛
(c) 9¾	1er Avril	1978	103⅛	103⅛
8¼	15 Déc.	1978	99⅛	100⅛
3¼	1er Oct	1979	87⅛	87⅛
(d) 7½	1er Oct	1979	97⅛	98⅛
(e) 9	1er Oct	1980	103	103⅛
8¼	1er Juin	1981	100⅛	101
8¼	1er Fév.	1981	99⅛	100
4½	1er Sept	1983	78⅛	79⅛
3	15 Sept (perp)	1996	46	48
9¼	15 Juin	1994	100	100⅛
10	1er Oct	1995	103	103⅛
9½	1er Oct	2001	99⅛	100⅛

A. Echangeables pour des obligations de 9¼ p.c. dû 1er Fev. 1982
B. Echangeables pour des obligations de 9 p.c. du 1er Fev. 1980
C. Echangeables pour des obligations de 9¾ p.c. du 1er Oct. 1984
D. Echangeables pour des obligations de 8¼ p.c. du 1er Oct. 1984
E. Echangeables pour des obligations de 9½ p.c. du 1er Oct. 1985

PROVINCIALES

			Offre	Dem.
(A) BC Hyd. 10 Oct.	15 Oct.	2000	102⅛	102⅛
BC Hyd. 8½	12 Jan.	1982	97⅛	97⅛
Manitoba 9	5 Dec.	1981	97⅛	98⅛
Manitoba 10	5 Déc.	1999	98⅛	99⅛
NB EL 9	15 Mai	1981	98⅛	99⅛
NB El 10¼	15 Mai	1995	100⅛	101⅛
(b) NFLD 10½	15 Oct.	1996	103⅛	104⅛
N Lab 10¼	15 Déc.	1995	100⅛	101⅛
Ont Hyd 10¼	30 Oct	1985	103⅛	104⅛
Ont Hyd. 10¼	29 Jan.	2001	101⅛	102⅛
(c) Pt. Que. 9¼	10 Nov.	2000	101⅛	102⅛
Pr. Que. 10¼	4 Sept.	1999	100⅛	100⅛
Pr. Que. 10¼	4 Mai	2001	100⅛	100⅛
Pr. Que. 10¼	19 Nov.	1995	99⅛	99⅛
Pr. Sask. 9	2 Déc.	1981	98⅛	99⅛
(d) Pr. Sask. 9¼	3 Nov.	2000	102⅛	102⅛
Pr. Sask. 10¼	1 Avril	2001	101⅛	101⅛
(E) Pr. Ont. 9	1 Juil.	1998	98⅛	98⅛
(f) Pr. Ont. 10¼	10 Dec.	1987	103⅛	104⅛
(g) Pr. Ont. 9¼	22 Mars	1998	101⅛	101⅛

A. Rachetable en 1983
B. Rachetable en 1981
C. Rachetable en 1983
D. Rachetable en 1983
E. Echangeables pour des obligations de 9¾ du 1er Juillet 1983
F. Echangeables pour des obligations de 9¼ du 10 Dec. 2000

SERVICES PUBLICS

			Offre	Dem.
Alta Gas 11¼	1 août	1995	103	104
Bell 9¼	1 Avril	1995	98	98⅛
B.C Tel 10¼	1 Avril	1995	99⅛	99⅛
MAR. Tel 11	15 Juin	1996	103	103⅛
Nor Cent. 9¼	15 Jan.	1990	90	92
Tr Cn Pl 11¼	20 Jan.	1995	105	105⅛

INDUSTRIELLES

			Offre	Dem.
Alcan 10¼	15 Nov.	1994	102	102⅛
B de Mtl 10¼	1 Août	1980	102	102⅛
(a) CIBC 9¼	2 Jan.	1995	101⅛	102
Dofasco 10¼	15 Mai	1995	104	104⅛
Dofasco 10¼	15 Mai	1996	101⅛	101⅛
Imp. Oil 9¼	15 Fev.	1995	98⅛	97⅛
(b) B Royale 10	1 Déc.	1994	102⅛	102
Stelco 9¼	1 Avril	1995	97⅛	98
(c) Steinberg 10½	15 Déc.	1994	101	102
Seagrams 9¼	1 Juin	1980	100	100⅛
Seagrams 10¼	1 Juin	1995	104	104⅛
(d) B Tor Dom 7½	1 Avril	1993	104⅛	104⅛
IPL 10¼	2 Fev.	1996	103⅛	103⅛
Un Car. 10¼	15 Juin	1995	102⅛	102⅛

A. Echangeables pour des obligations de 9¾ du 2 jan. 1985
B. Echangeables pour des obligations de 10¾ du 1 Déc. 1984
C. Echangeables pour des obligations de 10¾ du 15 Dec. 1984
D. Echangeables pour des obligations de 7½% du 1er Avril 1979

CONVERTIBLES

			Offre	Dem.
Dom. T. 5¼	15 Oct.	1992	77	79
Hud Bay 6	15 juil.	1993	77	79
Moore C 6	15 Avril	1994	74	76
Westcat 5½	1 Avril	1988	85	87
Labatt 9½	1 Juin	1995	104	105

MONTEL INC.



Conrad F. Johnson, Ing., M.B.A.

MONTEL INC. annonce la nomination de monsieur Conrad F. Johnson, à titre de President Directeur General. Avant cette nomination, monsieur Johnson occupait, depuis le mois d'août 1975, le poste de Directeur General.
Gradué à l'École Polytechnique et de l'Université Western, il a occupé différentes fonctions d'importance dans le monde des affaires.
Monsieur Johnson est membre de l'Ordre des Ingénieurs du Québec depuis 1962; Directeur et membre du Comité Exécutif de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Québec Metropolitain. Il est également membre du Conseil d'Administration du Centre de Développement Technologique de l'École Polytechnique de Montréal.
MONTEL, INC., industrie cinquantenaire, est specialisée dans la fabrication d'appareillages électriques de distribution et d'equipements de bibliothèques. Son siège social est situé à Montmagny avec bureaux de ventes dans les principales villes canadiennes.

le dollar

MONTRÉAL — Le dollar américain par rapport à la devise canadienne était en hausse hier de 2-25 à $0.9734 et la livre sterling de 18-25 à $1.6217.

NEW YORK — Le dollar canadien par rapport à la devise américaine était en baisse de 9-1000 à $1.0273 et la livre sterling en hausse de 3-5 à $1.6660.

norco

NORTH CONTINENT CAPITAL LTD.



Gilles GUERIN

North Continent Capital Ltd. (NORCO) a le plaisir d'annoncer la nomination de Gilles Guerin au poste de directeur de succursale à Montréal. M. Guerin qui possède un diplôme d'études supérieures en commerce de l'Université Laval est entre au service de la compagnie NORCO après avoir acquis plusieurs années d'experience dans le secteur du financement commercial.
La compagnie NORCO fournit des services specialisés dans les secteurs canadiens de prêts commerciaux et du credit-bail industriel. —

les métaux

MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN STERLING PAR TONNE MÉTRIQUE

FERMETURE

CUIVRE (fils et barres)
comptant 791.50-792.50
à terme 827.50-828.00
ventes 13,425 tonnes

ETAIN (qualité ordinaire)
comptant 4860-4865
à terme 5005-5010
ventes 530 tonnes

ETAIN (qualité supérieure)
comptant 4860-4865
à terme 5005-5010
ventes néant

PLOMB
comptant 277.00-277.50
à terme 289.50-290.00
ventes 4,750 tonnes

ZINC
comptant 396.50-397.00
à terme 415.50-416.00
ventes 4,200 tonnes

NOMINATION



Monsieur Pierre Boucher nommé sous-ministre adjoint

QUÉBEC, le 1er octobre 1976.

Le ministre des Affaires culturelles, monsieur Jean-Paul L'Allier, annonce la nomination de monsieur Pierre Boucher au poste de sous-ministre adjoint.

Détenteur d'une maîtrise en sciences politiques de l'Université Laval ainsi que d'un diplôme en administration publique de l'ENA, monsieur Boucher est entré au gouvernement du Québec en décembre 1964. Il a d'abord agi comme secrétaire du comité de planification chargé d'operationaliser les recommandations du rapport Parent concernant la création des cegeps, puis comme secrétaire du bureau des sous-ministres au ministère de l'Education.

Après un an passé à l'ENA (à Paris), il entre au ministère des Affaires municipales où il est tour à tour secrétaire de la Direction generale de la planification et directeur du Service de la programmation budgetaire.

Par la suite il occupe pendant un an le poste d'analyste de programmes au Conseil du trésor puis celui de directeur general de l'administration au ministère des communications durant deux ans.

Il a été également conseiller spécial auprès du sous-ministre des Communications pendant quelques mois avant de devenir directeur general de l'administration du ministère des Affaires culturelles en août 1975.

Gouvernement du Québec
Ministère des Affaires culturelles

banque provinciale

DIVIDENDE RÉGULIER

AVIS est par les presentes donne que le Conseil d'administration de La Banque Provinciale du Canada a declaré un dividende de vingt-cinq cents par action sur le capital-actions versé de la Banque pour le trimestre se terminant le 31 octobre 1976.

Ce dividende, portant le numero 315, sera payable au bureau principal et à toute succursale de la Banque, le ou après le 1er novembre 1976, aux actionnaires inscrits dans les registres de la Banque au 30 septembre 1976, à la fermeture des guichets.

Par ordre du Conseil d'administration,
Le Secretaire general
R. COUSINEAU

Montréal, le 15 septembre 1976

CHERCHEZ-VOUS UNE POSSIBILITÉ D'AFFAIRES ?

N'en faites rien avant d'étudier toutes les possibilités de posseder votre propre commmerce à l'Exposition du Québec, "Own your own business".
Rencontrez des représentants des compagnies nationales — concessionnaires, distributeurs, fabricants — aucune obligation. Temps plein ou partiel. Un nouvel avenir pourrait s'ouvrir devant vous à l'occasion de
L'Expo "Partir en affaires"
17 - 18 - 19 OCTOBRE
HÔTEL MÉRIDIEN (Place Desjardins)
Grand salon B
Ouverture: Midi à 21 h — midi à 19 h (dimanche)
OUVERT AU PUBLIC — ENTRÉE $2.50
B.S.C. PRODUCTIONS
6, Caulfield Road, Rexdale, Ontario
(416) 745-1993
(Épargnez 50¢ avec cette annonce)

ÉDIFICE LE D'ASSIGNY
BUREAUX À LOUER
OCCUPATION IMMÉDIATE
Superficie 650 pi. car., 8750 pi. ca. Immeuble neuf situé au Métro Longueuil. Excellente occasion pour professionnel et clinique. Succursale pour la Rive sud.
Prix compétitif incluant:
• taxes d'eau
• air climatisé
• et l'électricité.
110 De La Barre, Longueuil
Téléphonez entre 9h et 5h du lundi au vendredi.
866-4684
R. Ouimet,
Courtiers protegé

Crédit Foncier
Fondé en 1880
Actif supérieur à $800 millions
Obligations de 5 ans
Minimum $500
10%
Interets payés semi-annuellement, mensuellement (Minimum $5000) ou composés et payés à echéance
10¼%
Intérêts payés annuellement
Montreal: 612, rue St-Jacques (514) 845-7111 (Mme M. Marcotte)
Quebec: 1135, Chemin St-Louis (418) 681-0277 (M. B. Arguin)
Ottawa: 170, rue Metcalfe (613) 238-6084 (M. B. W. Campbell)
Frais vires acceptes
Halifax, Montreal, Quebec, Ottawa, Toronto, London, Winnipeg, Regina, Saskatoon, Edmonton, Calgary, Vernon, White Rock, Vancouver, Victoria
Institution inscrite à la Régie de l'assurance-depôts du Quebec
Membre de la Société d'Assurance-depôts du Canada

CONDOMINIUMS
bahamas $12,500+
floride $30,500+
st. lucia $29,500+
VACANCES ! INVESTISSEMENT
PROFITEZ DU SOLEIL DU SUD
POUR VOS LOISIRS
Possédez votre condominium, seul ou avec des amis. Condominiums entièrement meubles, air climatisé et piscine. Excellents sites sur ou près des plages et terrains de golf.
AVEC FINANCEMENT DISPONIBLE
UN INVESTISSEMENT AVEC UN EXCELLENT POTENTIEL DE CROISSANCE.
DES ROSIERS
A. GASCON
281-1515

À VENDRE
Nouvel edifice industriel et commercial à etages multiples avec prise à bail par le propriétaire-constructeur.
COMPTANT REQUIS
$3,000,000
CASIER POSTAL
LA PRESSE
9312

Vous êtes cordialement invités
Participer a un Colloque Gratuit sur
LA VIE DANS LES MAISONS MOBILES EN FLORIDE
OÙ SONT LES COINS DE PRÉDILECTION POUR RETRAITÉS EN FLORIDE?
COMMENT EVALUER LA QUALITE D'UNE MAISON MOBILE?
EST-IL PREFÉRABLE D'ACHETER OU DE LOUER LE TERRAIN?
EST CE QUE CETTE OPTION AFFECTE LES TAXES?
LE TERRAIN DE GOLF EST-IL SUR LA PROPRIÉTE?
QUELLES AUTRES FACILITES RECREATIVES SONT DISPONIBLES?
EN DÉFINITIVE' COMBIEN COÛTE LA VIE EN FLORIDE?
SHERATON MONT ROYAL
145 Rue Peel
EN ANGLAIS:
Mardi, le 12 Octobre 8 Hres PM
EN FRANCAIS:
Mercredi, le 13 Octobre 8 Hres PM
MOTEL PIERRE
2375 Boulevard Laurentien
St. Laurent
EN ANGLAIS:
Jeudi, le 14 Octobre 8 Hres PM
EN FRANCAIS:
Vendredi, le 15 Octobre 8 Hres PM
COURTOISIE DE ZELLWOOD STATION

CONGRÈS, RÉUNIONS D'AFFAIRES À QUÉBEC? CHOISISSEZ:
«CHEZ NOUS»
«CHEZ EUX»
AUBERGE DES GOUVERNEURS
La chaine d'hôtels à la grandeur du Quebec
A Québec, le monde des affaires choisit l'Auberge des Gouverneurs centre-ville:
• 400 chambres - à la hauteur
• 10 salles de rencontre
• Bars, cafés, restaurants
• Lien direct avec le Centre municipal des Congrès, le plus important dans l'Est du Canada
• Facilités électroniques
• Aux abords du Parlement et du Vieux-Québec
• Stationnement souterrain de 400 espaces
Directeurs des ventes:
Montréal: (514) 288-9103
Québec: (418) 647-1717

Des sociétés paieront pour avoir refusé de vendre à un concurrent

Par Léopold LIZOTTE

Quatorze compagnies de fournitures électriques, dont les "trois grands" de cette industrie au pays, Westinghouse, Canadian General Electric et Sylvania, devront verser des dommages de $150,000 aux dirigeants d'une firme montréalaise aujourd'hui disparue, Philippe Beaubien et Compagnie Limitée, qui avait il y a dix ans ses bureaux, magasins et ateliers avenue du Parc.

C'est ce qu'a décidé le juge André Nadeau, de la Cour supérieure, hier après-midi, en ordonnant que les deux tiers de cette somme soient versés par les trois grands fabricants, les onze autres devant se partager le paiement du reliquat de $50,000.

Cette condamnation, l'une des premières du genre à être prononcée dans la métropole, sans nul doute, l'est pour préjudice indu causé à un concurrent, dans le monde des affaires, pour refus de lui vendre des marchandises.

Selon l'article 38 de la loi des coalitions, nul ne doit refuser de faire des transactions avec un commerçant quelconque, sous l'un ou l'autre de nombreux prétextes.

Incorporée en 1953, la compagnie Beaubien avait exercé un commerce fort profitable jusqu'en 1967, lorsqu'à la suite de certaines difficultés, il y eut faillite. Mais faillite dont elle se releva toutefois.

Par la suite, mais sans que l'on invoque des motifs de mauvais crédit, ou même de crédit douteux, on refusa de lui vendre quelque marchandise que ce soit, et les opérations durent cesser complètement.

Et d'autant plus que dans le domaine des ampoules électriques, par exemple, les compagnies Westinghouse, Sylvania et G.E. étaient les seules qui pouvaient en fournir. A ce moment-là du moins.

Le juge Nadeau soutient qu'il y a alors eu, de leur part, un abus flagrant de la situation de monopole dans laquelle elles se trouvaient.

Devant la Cour, les dirigeants de Beaubien avaient soutenu que c'était leur association avec un entrepreneur qui avait apparemment motivé ce boycottage... mortel.

La réclamation originale était de $1,329,804, mais elle avait été subséquemment réduite à quelque $725,000.



CHAMPAGNE
Veuve Clicquot
le choix des connaisseurs depuis 1772
La Maison Veuve Clicquot-Ponsardin, Reims, France

Maintenant
fertilisez avec:



L'engrais complet NUTRITE pour bulbes et plantes tubéreuses: Tulipes, Jonquilles, Géraniums, Bégonias, etc. Spécialement à la plantation.

NUTRITE "Un coup de main à la nature".

Disponible chez votre fournisseur préféré d'engrais.

GENSTAR Chimie Ltée

Le 14 octobre n'est pas "un jour de protestation" c'est un jour de deuil

Un jour très triste pour le Canada

La plupart des travailleurs canadiens n'appartiennent à aucun syndicat. De concert avec beaucoup d'ouvriers syndiqués, ils continueront à travailler aussi dur que d'habitude le 14 octobre. Peut-être même un peu plus dur.

Parce qu'ils travaillent non seulement pour eux-mêmes, mais aussi pour un principe. Ce principe est: sommes-nous censés être gouvernés par la légalité ou par les désirs de quelques dirigeants syndicaux? Le vote sera compté le 14 octobre.

Il se peut que la majorité des Canadiens soutienne ou non la Commission anti-inflation. Là n'est pas vraiment la question. Dans la lutte entre gros syndicats, grosses affaires et gros gouvernement, la plupart des Canadiens se trouvent coincés au milieu et maltraités de tous côtés. Et pourtant, ils sont la majorité.

C'est un triste jour pour la démocratie. C'est un jour encore plus triste pour le Canada.

L'action politique d'une grève générale, car c'est ce dont il s'agit quel que soit le nom qu'on lui donne, a été importée de l'étranger où elle a eu des résultats désastreux tant pour les travailleurs que le gouvernement et la majorité vitale qui se trouve entre les deux. Elle ne peut aider en aucune façon. Elle ne peut que détruire.

Nous faisons appel à tous les Canadiens pour qu'ils se joignent à la majorité et travaillent à plein rendement le 14 octobre. Que votre conscience vous guide.

Votre vote pour le Canada sera compté.



LA FEDERATION CANADIENNE DE L'ENTREPRISE INDEPENDANTE
Une organisation sans but lucratif de plus de 37,000 entreprises canadiennes indépendantes, qui se consacre au maintien de la libre entreprise concurrentielle.
C.P. 505, Ville Mont Royal, P.Q. H3P 3C7

1er PRIX $500,000
Super Loto
TIRAGE LE 22 OCTOBRE
RÉSEAU TVA 10h.

L'acquittement de Morgentaler

Pro-Life publie des faits nouveaux et insiste pour que Québec enquête

par Jules LEBLANC

Le ministère québécois de la Justice tente d'étouffer les tentatives de corruption et autres formes d'intimidation contre des membres du jury lors du dernier procès du Dr Henry Morgentaler.

Deux porte-parole de la section montréalaise du Mouvement pour la vie, Mmes Teresa Kennedy et Thibodeau, ont fait ces déclarations hier lors d'une conférence de presse au cours de laquelle elles ont rendu publiques les notes sténographiques des entretiens que le juge Jacques Ducros a eus avec la jurée qui s'est fait offrir $1,000 pour déclarer le Dr Morgentaler non coupable d'avortement, ainsi que les entretiens du juge avec les procureurs de la défense et de la couronne. (La jurée no 9 avait par la suite été écartée du jury.)

Montreal Pro-Life réclame du ministère de la Justice qu'il institue immédiatement une enquête en profondeur sur les trois procès du Dr Morgentaler, ainsi que sur d'autres procès suspects — sans préciser lesquels. Rappelant le cas du juré qui a été acheté lors du procès pour meurtre de Jean-Guy Dubois, il signale que la crédibilité même des procès avec jury est ainsi discréditée dans le public.

La rencontre du juge Ducros avec la jurée no 9 laisse planer de graves soupçons sur la possibilité que d'autres membres de ce jury aient pu être corrompus ou intimidés, ajoute Montreal Pro-Life.

Cette femme a dit au juge qu'elle soupçonnait le juré no 6 parce qu'il n'est pas venu dîner en même temps que les 11 autres jurés le midi et qu'il savait où elle allait en fin d'après-midi. Elle pense qu'elle a été suivie en automobile à sa sortie du Palais de justice et c'est en début de soirée qu'on lui a offert $1,000.

La tentative de corruption d'un juré et ce soupçon sur un autre juré suffisent à justifier une enquête sur "les circonstances irrégulières" qui ont entouré le dernier procès du Dr Morgentaler, affirme Montreal Pro-Life qui en rappelle cinq autres:

1) Logés sur différents étages de l'hôtel Laurentien, les jurés étaient mal protégés contre toute intrusion puisqu'ils pouvaient communiquer avec l'extérieur et recevoir des appels téléphoniques.

Espionnage électronique?

2) Il a pu y avoir espionnage électronique de leurs conversations. On a rapporté la présence insolite d'une automobile louée, munie d'un appareil-radio à deux voies, surtout lorsque les jurés allaient prendre leurs repas.

3) Un photographe de presse a pris des photos des jurés sans autorisation avant qu'ils rendent leur verdict et les jurés ont exigé que cette photo ne soit pas publiée. Pourquoi avaient-ils si peur d'être identifiés? demande Montreal Pro-Life. Il ne s'agissait pas d'un membre de la pègre et, loin de condamner l'accusé, ils s'apprêtaient à l'innocenter.

4) Après cet incident, les jurés, qui avaient reconnu ne pas être capables de faire l'unanimité, arrivent rapidement à un verdict unanime. Pourquoi?

5) Aucune liste individuelle des jurés n'a été établie alors qu'une telle liste a permis de découvrir qu'un juré a été acheté lors du procès pour meurtre de l'un des frères Dubois.

Montreal Pro-Life exige qu'on fasse la lumière sur tous ces incidents. Le fait que Québec n'ait pas institué immédiatement une enquête, après avoir été saisi de ces faits, "laisse planer des soupçons sur l'impartialité de la justice dans le cas du dernier procès Morgentaler", affirme le mouvement.

Pour le professionnel, l'expert de la vente de mobilier, nous avons le milieu par excellence

Qu'est-ce que le travail? Parmi tant de superbes meubles scandinaves, contemporains et modernes aménagés dans une atmosphère détendue et chaleureuse, où se fait le partage entre le plaisir et le travail?

Pour le professionnel expérimenté et bilingue, la Maison Danoise est un endroit de choix et de classe pour travailler et s'enrichir.

Il ne faut être ni un novice ni être rendu au soir d'une longue carrière en affaires.

Notre candidat aura un goût impeccable et un flair très sûr en décoration intérieure et devra se dévouer aux clients, les aider à sélectionner ce qui est approprié à leur maison et circonstances.

En retour, nous offrons à ce professionnel de la vente une excellente rémunération et de très bon avantages sociaux.

Communiquez avec M. Foisy au 332-9446

LA MAISON DANOISE



Simpsons

LES 4 MAGASINS SIMPSONS

FERMÉS LUNDI

11 OCTOBRE,
JOUR DE L'ACTION DE GRÂCE

OUVERTS MARDI

Ne manquez pas les nombreux spéciaux non annoncés aux 4 magasins Simpsons

EN VILLE • LES GALERIES D'ANJOU
FAIRVIEW • LE CARREFOUR LAVAL

LE "SALON SON ET IMAGE" SE POURSUIT CHEZ SIMPSONS

Veuillez prendre note de l'erreur suivante dans le cahier "Salon Son et Image" Simpsons: Page 12, article A — Radio-réveil AM/FM numérique de "Lloyd's" n'a pas de sonnerie-réveil tel que mentionné.



Évitez les foules et économisez davantage... soyez un

OISEAU MATINAL

Profitez de ces aubaines en magasinant les mardi et mercredi, 12 et 13 octobre.

Sucre blanc granulé
SAC 4 KG
quelle aubaine! 99¢

Biscuits chocolat Whippets
VIAU — BOÎTE 14 OZ
quelle aubaine! 79¢

OEUFS MOYENS Dominion
CANADA CATÉGORIE "A" DOUZAINE
quelle aubaine! 58¢

Détersif liquide Mir
PAQUET DE 2 CONT. 24 OZ LIQ.
quelle aubaine! 89¢

Tomates pelées de choix Régina
BOÎTE 28 OZ LIQ.
quelle aubaine! 39¢

Soupe de tomates
CAMPBELL — BOÎTE 10 OZ LIQ.
quelle aubaine! 6/$1.00

NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS

Prix en vigueur mardi et mercredi les 12 et 13 octobre 1976 aux Supermarchés Dominion sur l'île de Montréal, Laval, Rive sud, Saint-Jean, Granby, Repentigny, Joliette, Rosemère, Saint-Eustache, Saint-Jérôme, Lachute, Sainte-Adèle, Sainte-Agathe, Châteauguay et Valleyfield.

SUPERMARCHÉS DOMINION LIMITÉE

Dominion